

Cahiers du mouvement ouvrier

Il y a cinquante ans : Novotcherkassk

*

**N. Perron, R. Janneau, G. Da Silva :
Révolution française et falsifications**

*

**La guerre d'Algérie :
reportage sur un maquis messaliste en 1958.**

*

La SFIO, le PCF et la guerre

C
E
R
M
T
R
I
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

N° 54 - Second trimestre 2012 (avril-mai-juin) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Avertissement

Les deux numéros spéciaux sur la guerre civile en Espagne (voir sommaire dans le numéro 53) sont repoussés à septembre et décembre 2012.

Sommaire

- **Nicole Perron : le conventionnel Lequinio p. 7**
- **Rémy Janneau : la Vendée sur FR 3 p. 13**
- **Nicole Perron : Toussaint Louverture
à la télévision p. 19**
- **Gérard Da Silva : Secher et le projet de loi
du 23 février 2012 p. 27**

- **Ryszard Rauba : Rosa Luxemburg en 1905 p. 33**
- **Christian Coudène : Paul Frölich
et la révolution allemande p. 39**
- **Léon Trotsky : enquête auprès des délégués
du III^e Congrès de l'Internationale communiste
sur le degré de préparation de leurs pays à la révolution
(inédit) p. 45**
- **François Ferrette : à propos de la critique parue
dans les *Cahiers du Mouvement ouvrier* n°53 sur
La véritable histoire du Parti communiste français p. 49**
- **Dépêche au Quai d'Orsay du conseiller à l'ambassade
de France au Danemark sur la situation
en Russie soviétique en 1919 p. 53**
- **Lénine : une lettre (inédite) à Radek
sur la situation en Angleterre et la politique
de front unique, octobre 1922 p. 57**
- **Romain Rolland et Serge Sedov p. 59**

- **Marc Teulin : la guerre d'Algérie.
La politique de la SFIO et du PCF (documents) p. 63**
- **André Louis : Bivouac avec les fellagha
(reportage sur un maquis messaliste
dans le sud de l'Algérie en 1958) p. 69**
- **Jean-Jacques Marie :
il y a cinquante ans Novotcherkassk p. 77**
- **Gérad Bauvert et Jean-Jacques Marie : lettre à M. Galiev,
conseiller de l'ambassade du Kazakhstan p. 87**
- **Chronique des falsifications p. 89**
- **Perles p. 93**
- **Liste des thèses déposées au CERMTRI p. 97**
- **Notes de lecture p. 105**

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

**www.trotsky.com.fr
<<http://www.trotsky.com.fr>>**

Le CERMTRI a pu acquérir quelques exemplaires du volume de la Librairie du travail *Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste* reproduisant les résolutions des quatre congrès. Le CERMTRI peut les céder au prix coûtant aux premiers demandeurs pour 15 euros (port compris).

Consultez le blog “l’histoire défigurée, la géographie manipulée”

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros (+ 1,50 euro de port)**

A partir du n° 54, le prix du numéro passera à 9 euros et celui de l’abonnement pour la France à 32 euros.

Le prix actuel est maintenu jusqu’à la sortie du n° 54.

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Un faux débat sur FR3 ? Un vrai dossier à charge contre la Révolution

Un psycho-historien accuse

Parmi les historiens invités par Franck Ferran à « débattre » des responsabilités du Comité de salut public et plus particulièrement de Robespierre dans le prétendu génocide des vendéens, il y avait Jean Artarit, psychiatre, psychanalyste, historien et médecin. Il a écrit une biographie de Robespierre dans laquelle il prétend expliquer la terreur par la « *dimension pathologique* » du personnage, le « *profil de paranoïaque* » de cet « *infirme psycho-affectif* »... La psychanalyse est mise ici au service d'un jugement politique préconçu.

Franck Ferran a présenté rapidement un second ouvrage de ce psycho-historien : *Guerre de la Vendée et des Chouans, Joseph Lequinio*, édité par le Centre vendéen de recherches historiques avec en première de couverture ce bandeau accrocheur : « *Un terroriste dénonce la terreur* ». L'ouvrage est salué avec enthousiasme par le conseil général de Vendée : en livrant à la Convention au printemps 1794 (1) ce rapport « *impla-*

cable de sa mission en Vendée », Lequinio aurait risqué sa tête. Il y dénonçait « *la barbarie la plus outrée* » déchaînée contre les vendéens des deux bords. Voilà donc le représentant en mission Lequinio enrôlé au côté de Babeuf pour démontrer la réalité du génocide vendéen ! Que vaut la démonstration ? Qui est Lequinio ?

La guerre en Vendée, une guerre de religion ?

C'est la conviction de Reynald Sécher, l'invité de marque de ce pseudo-débat : il dénonça « *un système libéricide qui nie le droit de croire, de vivre sa foi* ».

Si le facteur religieux a effectivement joué un rôle décisif pour les paysans dans le déclenchement de la révolte, peut-on

(1) En réalité, il s'agit d'un rapport remis au Comité de salut public le 12 germinal-1^{er} avril 1793, édité le 1^{er} brumaire an III-22 octobre 1794 sous le titre *Guerre de Vendée et des Chouans*, réédité par Jean Artarit sans apport archivistique nouveau.

pour autant parler de « système » niant le droit de croire ?

Rappelons quelques données essentielles.

En 1792, quand éclatent les premiers troubles dans l'Ouest, la Révolution n'a encore modifié que le mode de nomination des prêtres et des évêques, ce qui était porter une rude atteinte au principe hiérarchique défendu par Rome et par la monarchie. Mais en quoi cela concernait-il les croyances paysannes ?

La nationalisation des biens ecclésiastiques portait un rude coup à la puissance financière de l'Eglise, base matérielle essentielle de son pouvoir sur les esprits, mais là encore, s'agissait-il de blesser les croyances, plus ou moins chrétiennes d'ailleurs, des paysans vendéens ? N'ont-ils pas convoité ici comme ailleurs quelques lopins de ce patrimoine mis en vente ?

Le serment de fidélité à la Constitution civile du clergé imposé aux prêtres et aux évêques ainsi que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen furent caractérisés par le pape en mars-avril 1791 comme incompatibles avec l'ordre politico-clérical dont il était le garant auprès du roi ; cela ne concernait nullement les croyances des paroissiens. Ni la Constituante ni la Législative ne s'étaient prononcées sur la doctrine chrétienne...

La Constituante avait refusé de maintenir le catholicisme comme religion « dominante » et proclamé la liberté de conscience, ce que le pape et la hiérarchie catholique considéraient comme une remise en cause de leur droit séculaire à dominer les consciences. La « liberté de vivre sa foi » alléguée par Sécher était un privilège réservé aux catholiques « dominants » et refusé aux protestants comme aux incroyants.

Les consciences enrôlées dans un combat politique contre-révolutionnaire

Cette soirée-débat a totalement omis de rappeler le programme contre-révolutionnaire élaboré par les chefs de la rébellion à Châtillon-sur-Sèvre : « *La religion catholique apostolique et romaine est et demeure la seule religion dominante en France et la seule dont le culte public y soit ou doive être permis.* » Le chevalier de Charette fut l'un des premiers à rallier la

rébellion ; membre du comité de Machecoul, il la justifie publiquement dès la mi-mars 1793 en ces termes : « *Le peuple du pays de Retz (lutte contre) les brigands (2) qui ont usurpé l'autorité légitime, porté leurs mains sacrilèges sur la personne du meilleur des rois, détruit la justice et la religion...* »

Il s'agit d'une lutte politique à mort contre les républicains assimilés à des brigands, lutte dans laquelle les croyances religieuses paysannes seront mobilisées au service de la contre-révolution, comme l'a bien vu Barère dès le 23 mars : « Au nom de Dieu, on fait la contre-révolution. » Mais selon Courtois, ces choix politiques des chefs vendéens sont le ressort le moins important de la guerre de Vendée : « *Les âmes sont blessées par l'éviction des curés réfractaires !* »

Lequinio et la tentation de construire un Etat athée

Ce député du Morbihan accomplit plusieurs missions pour la Convention à l'heure de la guerre européenne et de la guerre civile. Il fut chargé avec Laignelot par décret du 9 septembre 1793 d'assurer la protection des ports de Charente-Maritime et de développer la marine contre l'ennemi anglais redouté. Leur mission fut étendue à la Vendée par décret du 8 décembre. Ils figurent parmi les cinquante-huit représentants en mission chargés par l'arrêté du Comité de salut public du 29 décembre 1793 de faire respecter l'autorité du gouvernement révolutionnaire redéfinie par la Convention le 4 décembre ; ils ont en charge les deux Charentes.

C'est alors qu'il se signale parmi la poignée de représentants en mission qui engagent la révolution dans l'aventure déchristianisatrice. Ici seulement, on peut parler d'attaque contre les croyances religieuses.

Dans une stratégie globale de défense républicaine

Les historiens ont surtout retenu cet aspect de sa mission en le séparant de sa

(2) Selon Courtois, l'usage du terme brigand indique la volonté de criminaliser l'adversaire, de le déshumaniser pour préparer l'extermination en masse ; ce qui devrait le conduire à ranger Charette parmi les auteurs de crimes contre l'humanité.

lutte d'ensemble contre les ennemis politiques de la Révolution, nobles, fédéralistes, « riches égoïstes » et parmi les petits, les « complices des brigands », les « égarés » qui ont soutenu la rébellion. Or on a la liste de ceux qui étaient emprisonnés comme suspects à Fontenay : sur 617 personnes, 18 prêtres et chanoines, 145 religieux et religieuses, 172 nobles, 282 hommes et femmes de la bourgeoisie et du peuple confondus. Cette composition sociale est éclairante. Les hommes d'Eglise et les nobles sont considérés comme les adversaires les plus dangereux.

Le 1^{er} avril 1794, Lequinio présente au Comité de salut public une analyse remarquable des raisons pour lesquelles la guerre de Vendée a éclaté et duré ; elle fut causée et entretenue par « l'ignorance, le fanatisme et l'asservissement du peuple des campagnes, l'orgueil, la richesse et la perfidie des ci-devant nobles, la scélératesse et l'hypocrisie des ci-devant prêtres et la faiblesse des administrations. »

Il le redira dans son rapport publié le 22 octobre 1794 : pour en finir avec cette guerre, il fallait instruire les campagnes au moyen de discours, de proclamations et de fêtes civiques. C'est pourquoi il organisa avec Laignelot des démonstrations civiques antireligieuses dans ce pays où l'histoire avait laissé les souvenirs sanglants de combats entre protestants et catholiques : à Rochefort, à Saint-Jean-d'Angély, mais aussi dans les petites communes d'Oléron peuplées de « pêcheurs sans connaissance ni fortune » et de pauvres journaliers, à Marennes, à la Tremblade, ils rassemblèrent les catholiques et les protestants dans l'église puis au temple, les ministres des deux cultes échangèrent « le baiser fraternel », déclarèrent « abdiquer les anciens mensonges ». Il s'agissait de discréditer les ministres des cultes, les prêtres surtout, soupçonnés d'avoir donné son armature morale à la rébellion contre la République...

« Nous avons trois religions à détruire, la catholique, la protestante et la juive... toutes trois se sont également anéanties devant les idées philosophiques. » Les « livres d'imposture » juifs et chrétiens furent jetés dans les « bûchers patriotiques ». On n'est pas obligé de le croire quand il affirme que cette abdication de l'imposture religieuse se fit spontanément et pacifiquement !

L'enfer n'existe pas, soyez républicains et vertueux

On a un compte rendu détaillé de la fameuse fête du bonheur célébrée dans la ci-devant église de Rochefort, rebaptisée en temple de la Vérité le 20 brumaire an I (10 novembre 1793), le jour même où la cathédrale de Paris vivait une métamorphose du même type. « Citoyens, vous venez de voir où je place le bonheur : dans l'amour du travail, dans l'abnégation de soi-même et dans l'amour des autres, en un mot dans la vertu. » Il n'y avait rien là qui contredît la morale chrétienne mais l'ensemble du discours était résolument athée, matérialiste et antireligieux : les musiques du paradis chrétien, les vierges promises aux bons musulmans, Satan, Minos et Proserpine, autant de « chimères » vouées au « mépris de l'homme qui réfléchit ». « Il n'est point de vie future, non. »

Pourquoi voulait-il arracher les âmes simples aux terreurs ancestrales ? Parce que les prêtres « réfractaires », ceux qui avaient refusé le serment à la Constitution avaient promis l'enfer aux chrétiens qui avaient accepté de suivre la messe des prêtres « jureurs », leurs rivaux.

Pour éteindre ces brandons de guerre civile, Lequinio plaça dans son discours de Rochefort une évocation extraordinairement réaliste de la décomposition des corps. « Jamais il ne restera de nous que les molécules qui nous formaient et le souvenir de notre existence passée. »

Le républicain ne craint pas la mort et hérite le souvenir qu'il laissera de lui. « La liberté ou la mort » devient ici le combat pour la gloire posthume !

Une autocritique esquissée ?

A l'évidence, Lequinio se fourvoyait quand il se faisait professeur d'athéisme dans ses fonctions officielles de représentant en mission ; les autocritiques arrachées par la peur aux curés et aux pasteurs ne pouvaient « instruire » le peuple. Un an plus tard, il se justifiera en alléguant les circonstances, la conjonction redoutée entre l'ennemi extérieur, les Anglais maîtres des mers et leurs complices de l'intérieur, les « Anglais-Toulonnais » (3) tout puissants dans l'Ouest ! Il a alors probablement pris

(3) Allusion à la perte de Toulon livrée par les royalistes aux Anglais le 2 septembre 1793.

conscience de son erreur ; il la minimise en affirmant dans son écrit de novembre 1794 le caractère pacifique de ces démonstrations de l'automne 1793, ce dont on peut douter !

Robespierre, promoteur d'une religion d'Etat ?

Robespierre a dès novembre 1793 expliqué le caractère dangereux, « *impolitique* » de ces déchristianisations forcées, et avec Danton, il a conduit la Convention à réaffirmer la liberté de conscience et le droit d'exercer son culte dans le respect de l'ordre public (4). Le 7 mai 1794, il a fait voter par la Convention le fameux décret : « *Le peuple français reconnaît l'Être suprême et l'immortalité de l'âme.* » Ses ennemis, suivis par de nombreux historiens, y ont vu l'intention d'établir une nouvelle religion d'Etat, un nouveau culte officiel dont il serait le pontife (Michelet).

Cette interprétation se discute : ce vote voulait refermer la parenthèse déchristianisatrice, consolider l'ordre républicain, rassurer les catholiques effrayés par les violences blasphématoires, sans irriter les déistes qui composaient la majorité de la Convention. Il n'était pas question de salarier un nouveau clergé ni d'organiser de nouveaux rites. Une religion sans rites, sans dogmes, sans pasteurs, est-elle une religion ?

Robespierre et Lequinio

« *Robespierre est pour la dictature absolue du Comité de salut public, il fait le vide autour de lui, et fait guillotiner tous ses opposants* », dixit Courtois !

Or ce présumé dictateur défend sa politique par la parole, à la Convention et aux Jacobins, si bien que ses adversaires ne pourront le renverser qu'en lui ôtant la possibilité physique de se faire entendre en juillet 1794 !

Ce déiste ne devait avoir aucune sympathie pour l'athéisme affiché de Lequinio. Cela ne l'empêcha pas de prendre sa défense aux Jacobins le 8 mai 1794 quand le député de la Corrèze Brival dénonça Lequinio pour avoir publié Les préjugés détruits, violente charge contre tous les monothéismes. Robespierre établit alors une soigneuse distinction entre les « *opinions personnelles* » (et que Lequinio avait

eu le droit d'exprimer dans sa brochure ou dans le discours sur le bonheur à Rochefort), et la « *morale publique* » défendue par le représentant en mission, seule susceptible d'être mise en débat. Or Lequinio s'était comporté en bon républicain en Charente, en Vendée, et cela seul comptait. Ainsi se frayait à petits pas le principe de la séparation entre les convictions philosophiques des représentants des pouvoirs publics qui devaient rester privées et l'expression publique de leurs choix politiques qui seule intéressait l'Etat républicain : n'a-t-on pas là un précieux jalon vers la conquête de la séparation entre les Eglises et l'Etat proclamée en 1905 ?

Lequinio, "un représentant en terreur" (Artarit) ?

« *Il assassine un détenu de sa main, il ordonne le massacre de prisonniers au moindre mouvement* » : allusion à une révolte de prisonniers qui éclata le 10 décembre 1793 et fut brisée au prix de deux morts dont l'un fut exécuté par Lequinio. Peu après, le 15 décembre, Fontenay appelait au secours contre la menace que représentaient quatre mille rebelles massés aux Herbiers ; depuis Rochefort, Lequinio lui envoya un bataillon mais ordonna aux autorités constituées de « *fusiller tous les prisonniers brigands sans procès* » dès que l'ennemi apparaîtrait sous les murs de la ville. Violence de temps de guerre et qu'il assuma publiquement dans une lettre lue à la Convention le 19 décembre. Mais la mesure fut-elle appliquée ?

En réalité, les administrateurs du département firent transférer leurs prisonniers dans les Deux-Sèvres, à Niort, ce dont Lequinio les félicita le 16 décembre (5) ! Dans son rapport de novembre 1794, il écrit : « *Personne n'a péri, on ne peut m'accuser de barbarie, pas même de rigueur déplacée à l'égard de ces malheureux brigands.* » Il y revint dans une affiche placardée à Paris le 23 novembre : il a épargné les paysans « égarés » à qui il a évité d'être traduits devant la commission militaire de Rochefort, ils travailleront aux fortifications de la Rochelle jusqu'à la paix.

Le républicain Chassin a publié de nombreux documents sur la guerre de Vendée, notamment un manuscrit trouvé à la

(4) Décrets des 16 et 18 brumaire, 6 et 8 décembre 1793.

(5) Ils sortiront de prison en l'an III.

bibliothèque de la Rochelle. Il éclaire l'état d'esprit dans lequel se trouvait Lequinio lorsqu'il ordonna de fusiller les prisonniers : « *A l'époque, Toulon était dans la puissance des Anglais, tous nos ports furent également menacés ; tous les travaux étaient en stagnation, tous les ateliers dans le désœuvrement le plus complet, tous les magasins et les arsenaux dans le délabrement le plus absolu. Les Anglais voulant profiter de ce moment pour fomenter l'insurrection et s'emparer de toutes nos puissances maritimes, envoyèrent des vaisseaux parlementaires dans tous les principaux ports de l'Océan.*

Deux causes augmentèrent le danger à Rochefort et à la Rochelle : 1) Le voisinage des Vendéens dont les projets sur les ports étaient notoires. 2) La désertion journalière des détenus au bagne qui passaient à l'armée de Vendée et l'insurrection toujours menaçante de cette masse de détenus qui n'attendaient que l'arrivée des Vendéens et des Anglo-Toulonnais pour éclater. On en craignait tellement l'approche qu'il y avait un vaisseau en panne avec tous ses canons braqués sur le chemin de la Vendée » (6).

Il n'était certes pas un enfant de chœur mais il n'était pas non plus un bourreau assoiffé de sang ; et il s'efforçait de peser les responsabilités. La commission militaire qu'il avait instituée à Rochefort avec son collègue Laignelot relâcha quinze suspects le 23 décembre, parmi lesquels un poëlier, une tailleuse, deux tisserands, un jardinier, deux tailleurs d'habits, un marchand de chandelles, une lingère, soit une majorité de petites gens, de ceux qu'il jugeait « égarés ».

Lequinio et les colonnes du général Turreau

On sait que parmi les adjoints de Turreau il y avait un général Huché qui se signala, ainsi que ses subordonnés Goy Martinière et Cordelier, par des violences exercées sans distinction sur les civils. Le district de Luçon et la société populaire de cette ville signèrent des adresses de protestation contre Goy Martinière qui fut jugé et exécuté le 11 avril 1794 (7). La violence soldatesque n'avait donc pas totalement tétanisé les républicains vendéens. Lequinio se fit l'écho de leur indignation, dénonça le général Huché qui avait ordonné

d'incendier quarante communes républicaines ; il joignit leurs adresses signées au rapport qu'il remit au Comité de salut public le 1er avril 1793. Sa démarche ne fut pas inutile : l'ordre du général Huché fut révoqué, non sans avoir suscité un vif échange entre Carnot (qui défendit Turreau) et les députés de la Vendée (8). Huché sera jugé et fusillé en août 1794.

Robespierre complice des incendiaires et des violeurs ?

Robespierre mit le rapport de Lequinio « au fond du tiroir », affirme avec aplomb Artarit qui fait mine de croire que Robespierre imposait sa volonté au Comité de salut public. Or ce dernier discuta du cas Turreau. J. C. Martin souligne les contradictions entre Barère et Carnot, leurs hésitations face aux informations contradictoires, aux annonces répétées de victoires sans cesse différées, la liberté laissée aux représentants en mission d'apprécier sur place ce qu'il convenait de faire, enfin l'indiscipline des armées de l'Ouest. Mais Carnot avait rappelé en février 1794 qu'il fallait exterminer jusqu'au dernier les combattants rebelles, éloigner du champ de bataille les femmes et les enfants, protéger les républicains. Nulle trace d'une volonté d'extermination globale d'un « peuple » vendéen imaginé par les nostalgiques du « bon vieux temps » sous la Restauration, point de projet génocidaire... Ce qui n'envoie rien à l'horreur de la guerre civile.

Peut-on espérer que la télévision publique organise un jour un vrai débat sur Robespierre, le Comité de salut public, les représentants en mission avec de vrais historiens qui sachent replacer dans leur contexte les décisions douloureuses prises par les acteurs sans omettre les faits qui démentent les jugements préconçus ? A aucun moment ce débat n'a mentionné le programme contre-révolutionnaire des chefs vendéens, ce qui suffit à disqualifier cette émission quant à ses prétentions historiques.

Nicole Perron

(6) Ch. H. Chassin, *La Vendée patriote*, tome IV, p. 45.

(7) J. C. Martin, *La Vendée et la France*, p. 245.

(8) Témoignage de Mercier du Rocher, président girondin du département qui n'aime guère Lequinio mais lui rend justice sur ce point.

A propos de l'émission *L'ombre d'un doute*
du mercredi 7 mars sur FR3, "*Robespierre : bourreau de la Vendée ?*"

Gros sabots et vieilles ficelles

*“On est plutôt sur un dossier à charge
contre la République”*

Clémentine Portier-Kaltenbach, animatrice de l'émission)

Cette édition de *L'ombre d'un doute*, diffusée, pur hasard, au lendemain de l'annonce d'une énième proposition de loi « *reconnaissant le génocide vendéen* » (1), n'était guère qu'une version illustrée du dernier livre de Reynald Sécher (2) : même idéologie nauséabonde, même sollicitation des documents, mêmes contre-vérités... Cependant, l'illusion de l'objectivité et de la pluralité des points de vue étant requise, la question du génocide était posée de manière détournée, avec la subtilité d'un câble d'amarrage, il est vrai. Le « génocide »

d'ailleurs n'y faisait guère débat. Dans le spot diffusé en cours de journée, Stéphane Courtois avait tranché d'un ton fort peu interrogatif : « *Ne sommes-nous pas dans le génocide ?* » L'intentionnalité étant l'un des critères de définition du génocide, la question-titre, celle du degré de responsabilité de Robespierre, renvoyait précisément à une question... dont la réponse était tenue pour acquise.

Formule extrêmement perverse

Suivant le principe de l'émission, un film-montage introduisait un échange entre habitués et une présentation d'ouvrages. La formule ne tire pas à conséquence, elle peut même être séduisante, lorsque l'on traite des aventures de Mata Hari ou de l'affaire des « diables » de Loudun. Elle se révèle extrêmement perverse s'agissant d'un sujet sensible : des documents de première main, plus exactement des extraits dûment choisis sur lesquels le téléspectateur n'avait évidemment aucun

(1) Magnanimes, les députés de droite qui ont annoncé, le 6 mars dernier, le dépôt de cette proposition de loi, ont fait savoir, dans un courrier à leurs collègues, que les « *négalionistes* » ne seraient pas poursuivis pénalement !

(2) Reynald Sécher, *Vendée, du génocide au mémoricide*, Cerf, 2011, voir *Les cahiers du mouvement ouvrier*, n° 53.

contrôle, étaient associés aux vitraux de la chapelle des Lucs-sur-Boulogne, réalisés en 1942, dans un climat de revanche antirépublicaine, à des gravures édifiantes et à des extraits de films, notamment à un dialogue entre Robespierre et Camille Desmoulins, mis en scène par Richard Heffron (3), dans un long métrage violemment hostile aux Jacobins. Des documents de fiction voire de franche propagande étaient censés ainsi délivrer ou illustrer la vérité, au même titre que n'importe quel document historique. Des interventions d'érudits ou d'historiens censées éclairer le téléspectateur ne brillaient ni par leur objectivité ni par la pluralité des analyses.

Objectivité au-dessus de tout soupçon

Le film était suivi d'un échange entre des personnalités dont l'objectivité, concernant les révolutions, est au-dessus de tout soupçon, notamment Clémentine Portier-Kaltenbach, ancienne animatrice, avec Stéphane Bern, de l'émission *Secrets d'histoire*, Franck Ferrand, auteur de *La tragédie des Romanov* et Christophe Bourseiller qu'on ne présente plus.

Le ton était donné, d'entrée, par une voix *off* que l'on reconnaissait pour être celle de Frank Ferrand : l'émission allait ouvrir un « *grand dossier tabou* », un « *sujet dont on ne parle pas* » ; la Vendée, « *cette vieille terre de tradition catholique et royale* » a subi, des mois durant « *des massacres organisés d'hommes, de femmes et d'enfants* ». Afin de savoir « *dans quelle mesure ces massacres ont été décidés en haut lieu* », les participants de l'émission allaient « *sonder la face obscure de la Révolution* ». Ne reculant devant aucune contradiction, le commentateur assénait que ce « *crime de guerre* », dix secondes plus tôt occulté depuis deux siècles et ignoré de tous, faisait aujourd'hui l'objet d'un consensus : « *Personne ne le conteste.* » Avant même que les mots qui fâchent ne soient prononcés, la thèse de Reynald Sécher sur le génocide et le mémoicide s'imposait comme le fil conducteur de l'émission.

Demi-vérités et mensonges par omission

Le commentaire lui balisait le terrain à coup de demi-vérités et de mensonges par omission. La Virée de Galerne, expédition militaire visant à ouvrir Granville aux Anglais, était ainsi présentée comme la fuite éperdue d'une cohue tentant d'échapper aux dévastations perpétrées par les républicains, le retour comme le calvaire d'une troupe démoralisée, affaiblie par la faim, le froid et la dysenterie, dont les Bleus massacraient les retardataires, les blessés et les malades. Fausse objectivité oblige, la main tendue aux Anglais et l'échec devant Granville étaient mentionnés mais : pas un mot des combats acharnés et quasi quotidiens qui ont jalonné la phase aller de la « Virée », ni des massacres de prisonniers perpétrés *par les deux camps*.

Le but de ces demi-mensonges était, à l'évidence, d'accréditer que les chouans et les vendéens qui prennent possession de la ville du Mans ne constituent plus qu'une foule sans défense, qu'il n'y a pas eu bataille et que les républicains se sont livrés à une « *épouvantable tuerie* » pré-ludant au « *génocide vendéen* ». Il faut bien, là encore, une parcelle de vérité pour faire avaler cet énorme mensonge : chouans et vendéens ont dévoré les provisions des Manceaux. Pour le reste, tout est faux. Il faut croire que l'armée royaliste était encore en état de combattre puisque le prince de Talmont envisageait une marche sur Paris. C'est le point de vue de La Rochejaquelein — repasser la Loire — qui l'a emporté. La bataille a bien eu lieu. Les monarchistes, rendons leur cette justice, se sont battus très courageusement, infligeant aux républicains des pertes extrêmement sévères. Les Blancs défaits, l'hécatombe s'explique pour partie par l'énorme cohue qui s'est engouffrée jusqu'à l'étouffement dans un labyrinthe de rues extrêmement étroites. Le même phénomène s'est reproduit au niveau du pont Perrin, seul point de passage sur la Sarthe. Bon nombre de victimes sont tout simplement mortes étouffées voire écrasées. Sur la route de Laval, ensuite, la poursuite a été sans quartier. La bataille du Mans s'est terminée comme la plupart des combats de cette époque, les hussards sabrant impitoyablement les fuyards. Nul ne conteste l'ampleur des pertes : 13 à 15 000 victimes, mais la République faisait

(3) *Les années terribles.*

face à l'Europe et il fallait en finir avec des rebelles monarchistes qui la frappaient dans le dos.

L'archéologie et l'anthropologie enrôlées au service du mensonge

L'archéologie et l'anthropologie étaient, pour les besoins de cette mauvaise cause, enrôlées au service du mensonge. Le commentaire nous apprenait en effet, que les squelettes découverts au Mans en 2009 sont « *tous vendéens* ». L'anthropologue Elodie Cabot exhibait un crâne fendu de haut en bas et jugeait bon de préciser qu'une telle blessure ne témoigne pas d'un combat au corps à corps mais d'un acharnement sur la victime. Nous connaissons Elodie Cabot comme une scientifique compétente et honnête. Lors d'une conférence organisée en 2009 par la Société historique et archéologique du Maine et par le séminaire du master d'histoire contemporaine de l'université, elle affirmait, au vu du mobilier archéologique et de la position des corps, différente suivant les fosses, que des cadavres des deux camps avaient pu être mêlés, précisant d'ailleurs avec beaucoup de bon sens que « *le squelette ne dit rien des opinions politiques* ». La nature des blessures parle davantage : un crâne tranché au niveau des cervicales suggère un coup porté par un cavalier à un fuyard ; des blessures à bout portant, des coups de sabre au niveau des genoux, témoignent, en revanche, d'un corps-à-corps sans merci.

Cent trente-six nouveaux corps ont été découverts depuis. Pour autant, Elodie Cabot maintient, dans un article récent, un point de vue strictement scientifique : « *Les données récoltées sont riches d'enseignement tant pour le déroulement de la bataille grâce à l'analyse des traces de coups (armes blanches et armes à feu) que pour la caractérisation d'une population de la fin du XVIII^e siècle (...). La traumatologie apporte un éclairage sur la nature des combats en centre-ville et sur la question du lieu de ramassage des corps. En effet, des profils se dessinent dans les charniers et montrent différents faciès des*

combats (canonnades, charges de cavalerie, corps-à-corps, fuite...) » (4). Nous ne savons pas comment l'émission a été préparée, mais il ne fait aucun doute que n'a été retenu, d'une interview beaucoup plus longue, que le court passage qui confortait la thèse du pur massacre (5).

Enfin Sécher vint ! La voix *off* rappela au téléspectateur ébranlé par tant de barbarie gratuite qu'en 1985, la thèse de ce « *jeune historien* » s'était heurtée à une communauté historienne aveuglée par la tradition robespierriste, à un moment de surcroît où l'opinion était tout à la préparation du bicentenaire. « *Ce fut un tollé.* » « *Il faut que deux cents ans après les historiens fassent leur travail* », ponctuait Stéphane Courtois.

Jusqu'à la fin du film, ce tandem Courtois-Sécher va imposer son schéma explicatif, sans que l'on précise jamais que l'un n'est que l'éditeur de l'autre : « *La Convention criminalise ses adversaires. Il s'agit de se débarrasser d'une catégorie de la population qui dérange, que l'on ne peut assimiler à la République* » (Courtois). L'extermination est donc décidée au plus haut niveau. Elle commence d'ailleurs à un moment « *où la Vendée ne constitue plus un danger* », même si le commentaire rappelle aussitôt que « *Charette tient toujours le marais* ». Turreau ne fait « *qu'appliquer le plan du Comité de salut public* » (Sécher). Constatant qu'il y a bien « *volonté d'exterminer un groupe pour ce qu'il est* », Courtois semble fondé à poser la question : « *Jusqu'en 1793, c'est un crime de guerre. En 1794, n'est-ce pas un génocide ?* »

Plus le mensonge est gros...

Plus le mensonge est gros... Pour le faire passer, cependant, rien de tel qu'un simulacre de débat. Les réalisateurs de l'émission ont donc sollicité Jean-Clément Martin qui rappelle la « *lutte à mort* » que la République doit soutenir face à l'Eu-

(4) Elodie Cabot, *La fouille des jacobins au Mans (72), les fosses communes de 1793 - Les journées archéologiques régionales des Pays de Loire* - 23 et 24 novembre 2011 - page 5.

(5) Jointe par téléphone, Elodie Cadot nous a confirmé que cette brève séquence a été extraite de quatre heures d'un entretien scientifique et bien documenté. Il est bon de savoir qu'une fois le montage effectué, les intervenants perdent tout droit de regard quant à la manière dont leurs propos sont utilisés.

rope coalisée et récuse le terme de génocide. Il s'agissait, précise-t-il, de « *détruire les brigands* », c'est-à-dire des opposants, non une population définie par des critères ethniques ou religieux. Mais le « débat » est biaisé, la plupart des autres intervenants, présentés, sans plus de précision, pour la plupart comme « *historiens* », étant, en réalité, des supplétifs de Sécher : Michel Charnard, ancien conseiller général de Vendée, actuellement directeur du Centre vendéen de recherches historiques, Noël Stassinnet, président du Souvenir chouan de Bretagne, dont le nom renvoie sur Internet à la Bibliothèque chouanne et à Forum chrétien, Dominique Lambert, président de l'association Vendée Militaire, Jean Artarit, spécialiste du clergé vendéen et auteur d'une *Psychanalyse de Robespierre*. Stassinnet soutient, par exemple, que la nourriture indigente et de mauvaise qualité distribuée aux prisonniers — ce qui n'est pas surprenant en période de disette — visait à les faire mourir. Artarit voit en Carrier « *un pur* » qui applique un plan visant à « *purifier la nation pour en faire sortir l'homme révolutionnaire* ». Il fallait donc « *tuer tous les autres* ».

Les interventions de Jean-Clément Martin elles-mêmes ne semblent pas avoir été sélectionnées au hasard. Il rappelle par exemple l'énormité des pertes : certains villages ont perdu entre le tiers et la moitié de leur population. A noter que Jean-Clément Martin ne parle plus, comme dans son *Dictionnaire de la contre-révolution*, de 170 000 morts. Il y inclut les disparus donc les réfugiés, au nombre de plusieurs dizaines de milliers, qui ne sont jamais revenus. Par ailleurs, seul un montage qui lui a échappé peut expliquer son silence à propos du mytique « massacre » des Lucs-sur-Boulogne auquel il a consacré un livre. Sur certains points, il sert admirablement la manœuvre adverse : la Vendée aurait été instrumentalisée par les Montagnards pour abattre les Girondins, présentés par le commentaire comme des « *députés modérés* ». Les Vendéens auraient donc fait les frais d'une lutte pour le pouvoir. Ignorance ou mensonge ? Les Girondins ont délibérément déchaîné — contre l'avis de Robespierre, faut-il le rappeler — une guerre qui devait, selon eux, « *marquer une place aux traîtres : celle de l'échafaud !* » Ce que l'on tient généralement pour leur « inconsé-

quence » n'est que leur incapacité d'en assumer les conséquences politiques, sociales et économiques : la Terreur, l'alliance avec les sans-culottes et le dirigisme économique. Sans doute est-ce là ce qui leur vaut ce label de « modération ».

Le film s'achevait sur cette puissante dialectique :

Thèse (Courtois) : « *En 1794, il y a volonté d'un pouvoir d'exterminer une population pour ce qu'elle est... N'est-on pas dans le génocide ?* »

Antithèse (Martin) : « *Aucune loi n'a été prise contre les habitants du sud de la Loire en tant que tels ; on n'a jamais dit qu'il fallait exterminer la Vendée. On n'a défini ni géographiquement, ni ethniquement, ni avec aucune qualification un groupe particulier. Ce que l'on a dit c'est qu'il fallait détruire, exterminer des "brigands"... C'est un terme générique qui désigne tous les opposants de la contre-révolution. On ne peut donc parler de génocide.* »

Synthèse (Artarit) : « *Il y a une querelle de mots et il ne faut pas s'y attarder. Ce qui est important, c'est que, contrairement à ce qu'affirmait mon compatriote Georges Clemenceau, la révolution n'est pas un bloc. Il y a la révolution de la liberté, de l'égalité et des droits de l'homme et il y a la dérive qui aboutit à la Terreur. Dire que la révolution et la République sont responsables d'un "génocide", c'est une erreur* ». Manière tout à la fois de confirmer que le « génocide » a bien eu lieu et d'accabler l'incorruptible et le Comité de salut public !

La cause était entendue.

“Un dossier à charge contre la République”

Une telle « démonstration » laissait peu de place au « débat » et Clémentine Portier-Kaltenbach devait reconnaître « *qu'on (était) sur un dossier à charge contre la République* ». On ne pouvait mieux dire !

Sécher, « *l'homme par qui la vérité a été rappelée aux Français* » (Ferrand) trouvait en Christophe Bourseiller, un avocat à sa mesure : c'est, « *un anticonformiste qui a le courage de sonder la mémoire des vaincus* » ; son ouvrage publié en 1985 a suscité « *un mélange de haine et de silence* » ; « *on l'a empêché de s'expri-*

mer » ; son titre *La Vendée-Vengé* souligne que « *Les révolutionnaires, comme les Khmers rouges ont réinventé l'Histoire* »... Ce dont se garde bien, comme chacun le sait, Bourseiller : « *Les colonnes infernales, ajoutez-il, préfigurent les einsatzgruppen* » !

Rendant compte (l'objectivité, toujours...) d'un livre récent de Jean-Clément Martin : *Blancs et Bleus dans la Vendée déchirée*, la journaliste Stéphanie Coudurier reprenait contre lui — sans le savoir peut-être — le procès instruit par Sécher dans son dernier ouvrage : constatant le phénomène de l'extermination voire du génocide, il se refuserait « *à franchir la frontière* » et à employer les mots qui conviennent.

Les révolutionnaires sympathiques lorsqu'ils se laissent massacrer

Les républicains ont « *surréagi* », remarquait Bourseiller. C'est vrai : affrontés à l'Europe entière, assaillis par les pires difficultés économiques et sociales, frappés dans le dos par une insurrection monarchiste, ils auraient tout de même pu montrer plus de discernement et de civilité ! Les révolutionnaires sont si sympathiques lorsqu'ils se laissent massacrer ! Clémentine Portier-Kaltenbach leur trouvait toutefois une possible « *justification* » : la paranoïa.

Robespierre n'était pas, *in fine*, « *le dictateur absolu* » (Courtois). Frank Ferrand notait qu'il « *n'est pas considéré comme un*

Race, déportation, brigands...

Tout est bon pour suggérer une filiation entre la guerre de Vendée et les génocides du XX^e siècle. Les auteurs du commentaire affectent, comme Sécher dans son dernier livre, de prendre, dans le sens et chargés de leurs connotations actuels, les mots *race* et *déportation*.

Au XVIII^e siècle, le mot *race* peut désigner tout aussi bien une famille, en particulier une dynastie royale, que l'ensemble du genre humain, en passant par des groupes plus ou moins mal définis. Lorsque Billaud-Varennes parle de « *race maudite* », il désigne, non dans le contexte d'un aimable débat d'intellectuels mais celui d'une guerre civile inexpiable, un groupe exécré. Rien de plus. Rappelons que lors du concile de Clermont, en 1095, le pape Urbain II avait invité la chevalerie à prendre le chemin de Jérusalem pour y exterminer la « *race impie* » des Turcs. En juillet 1099, les croisés ont exterminé la population de Jérusalem sans distinction d'âge ni de sexe, y compris les juifs brûlés vifs dans la synagogue. Vous avez dit génocide ?

Même méthode concernant le mot *déportation* qui, jusqu'au XIX^e siècle, désigne un déplacement de population ou d'individus, au pire un exil forcé hors du territoire national. Pour des raisons de sécurité, les Girondins, qui ne

sont pas les « *modérés* » que l'on croit, ont ainsi fait voter, en juin 1792, la *déportation*, c'est-à-dire l'expulsion, des prêtres réfractaires. Rien à voir, cela va sans dire, avec les camps de concentration qui seront inventés par les Anglais pendant la guerre des Boers. Lorsque Sécher et ses émules commentent l'article VIII de la loi du 1^{er} août 1793 qui prévoit que « *les femmes, les enfants, les vieillards seront conduits dans l'intérieur (et qu'il) sera pourvu à leur subsistance et à leur sûreté avec tous les égards dus à leur humanité* », ils utilisent systématiquement le mot *déportation* — qui ne figure pas dans le texte — en le chargeant implicitement de son sens et de ses connotations actuels.

A en croire Stéphane Courtois, l'emploi du mot *brigand* pour désigner les vendéens, témoignerait d'une volonté de « *criminaliser* » une opposition politique, voire d'un début d'« *animalisation* » visant à justifier « *l'extermination* ». En fait, ce terme est couramment employé, à l'époque, pour désigner un ennemi exécré. Rivarol, par exemple, l'utilise de manière répétée pour désigner les Parisiens qui marchent sur Versailles en octobre 1789.

Rémy Janneau

criminel contre l'humanité ». Cette apparence de mesure visait surtout à impliquer dans le prétendu génocide l'ensemble du Comité de salut public et, indirectement, la Convention « *aux mains de Robespierre* » (Ferrand) depuis la chute des Girondins. Le commentaire du film ne retient de Billaud-Vareannes que l'emploi — une fois — de l'expression « *race maudite* » (6), s'en prend à Carnot parce qu'il a donné le feu vert à Turreau pour « *exterminer les brigands* » (6), et surtout à Barère, « *fanatique de la raison d'Etat* », que Jean-Clément Martin confond pour l'occasion avec la défense de la Révolution. Mais est-on encore à cela près, dans un document aussi partisan où, de surcroît, l'on confond les Enragés et les Montagnards (Ferrand) et les colonnes infernales avec la « *queue de Robespierre* » [Sécher] (7) !

Bourseiller tirait, patelin, la conclusion : il n'y a plus aujourd'hui de divergences sur les faits ; c'est le mot qui fait problème. Il y aurait bien *populicide* jadis utilisé par Babeuf pendant les quelques trois semaines où il a critiqué Robespierre... On peut douter que les tenants du prétendu génocide renoncent à un terme qui renvoie à Hitler et à Pol Pot ! Quand on aura fait admettre le fait, on pourra toujours changer le mot !

Les sabots sont lourds de glaise vendéenne et les ficelles un peu usées, mais ces nostalgiques de la Vendée et de la chouannerie peuvent aujourd'hui espérer un écho dans le spectre de plus en plus large de tous ceux qui ont quelque intérêt à criminaliser la Révolution, toute révolution.

Rémy Janneau, 12 mars 2012

(6) Voir encadré page précédente.

(7) Le commentaire nous apprend en effet que la Convention est dominée par les « Enragés-Montagnards ». Les Enragés (Jacques Roux, Varlet, Leclerc, Claire Lacombe), authentiques défenseurs du peuple parisien ont, faut-il le rappeler, été durement combattus par Robespierre et par la Montagne.

« *La queue de Robespierre* » désigne, dans le vocabulaire thermidorien, les derniers Montagnards, accusés de continuer la politique de l'Incorruptible. L'expression est tirée du titre d'un pamphlet antijacobin de Jean Claude Hippolyte Méhée de La Touche, ancien secrétaire de Tallien : *La queue de Robespierre, ou les dangers de la liberté de la presse*. Il est vrai que, dans son dernier livre, Sécher ne semble pas vraiment savoir non plus ce qu'était la « *guillotine sèche* ».

A propos du téléfilm : **Toussaint Louverture le combat des aigles,**
(France 2, 14 et 15 février 2012)

Toussaint Louverture, un révolutionnaire noir largement méconnu en France

Cette figure majeure de la lutte pour l'abolition de l'esclavage à Saint-Domingue (Haïti) n'est guère connue du public français, si bien que le téléfilm produit par France 2 et diffusé à une heure de grande écoute à la mi-février 2012 suscita légitimement un grand intérêt.

Le « Spartacus noir » s'efforça d'unifier et de discipliner les bandes d'esclaves révoltés qui, depuis 1791, combattaient en ordre dispersé les colons de Saint-Domingue. Il put affronter victorieusement et successivement les trois empires coloniaux de l'époque : les Espagnols de San Domingo dans la partie orientale de l'île auxquels il se rallia dans un premier temps pour se fournir en armes ; les Anglais maîtres des mers et qui pouvaient affamer par le blocus les esclaves insurgés ; les Français enfin, ces colons maîtres des plantations, achamés à refuser l'application des droits de l'homme et du citoyen aux « nègres » comme aux « hommes de couleur » (les métis). Bonaparte sut deviner la

force de ce vieux chef noir et sa détermination à défendre la « liberté générale » fraîchement acquise. Il expédia donc à Saint-Domingue un corps expéditionnaire de 22 000 soldats et 20 000 marins, en recommandant à son commandant, le général Leclerc, de ne pas dévoiler le but véritable de l'expédition : supprimer ce foyer de « contagion », cette « peste » qui menaçait « le commerce » et la « civilisation de l'Europe » (1) et, pour commencer, destituer et chasser de l'île tous ces « Africains dorés », les officiers supérieurs noirs de l'armée « rebelle » de Saint-Domingue, aguerris et façonnés par dix années de lutte contre l'esclavage.

Toussaint fut arrêté le 7 juin 1802, déporté au fort de Joux dans le Jura, où il mourut de froid, de faim et de solitude, moins d'un an plus tard, le 4 avril 1803. Il n'a donc pas vu le couronnement de son œuvre : Saint-Domingue rebaptisée Haïti,

(1) Lettre de Bonaparte à Leclerc de juillet 1802.

première République noire indépendante de l'histoire du monde, proclamée le 1^{er} janvier 1804 par son lieutenant Dessalines.

Reconstitution historique sérieuse ou fiction romanesque ?

Ce téléfilm bien fait, interprété par de bons acteurs, abandonne en maints endroits la vérité historique au bénéfice de la fiction romanesque qui se taille la part du lion. Le dramaturge Alain Foix, auteur d'une biographie de Toussaint parue chez Gallimard (2) et qui a collaboré au scénario, n'a pu faire entendre ses arguments auprès du producteur Philippe Niang ; ce dernier a allégué les droits de l'imagination créatrice respectueuse de la « vraisemblance idéologique ». Alain Foix, qui a rompu avec la production, conclut, désabusé : mieux vaut un mauvais téléfilm que pas de téléfilm du tout sur Toussaint ! Un seul historien, Marcel Dorigny, fut invité à participer au pseudo-débat qui a suivi la projection : l'animateur Benoît Duquesne ne lui concéda qu'un court temps de parole au bénéfice du prêchi-prêcha humanitaire débité par Lilian Thuram ! M. Dorigny juge que le fond historique est correct mais que les téléspectateurs se souviendront des scènes les plus fausses (site première.fr).

En voici deux exemples.

La scène inaugurale a été conçue pour frapper les sensibilités : le père de Toussaint, jugé trop vieux par son acquéreur pour être rentable sur sa plantation, est jeté à l'eau et meurt noyé sous les yeux de son fils alors petit garçon. Problème : ce père est mort quasi centenaire bien après Toussaint !

Le scénario récidive quand il aborde la fin du calvaire vécu par Toussaint au fort de Joux : ni lui ni son compagnon, son ex-majordome Mars Plaisir, n'auraient voulu livrer le secret du « trésor » caché à Saint-Domingue (nous voilà plongés dans une histoire de pirates ! Prend-on les téléspectateurs pour des débiles accros aux histoires simples à l'américaine ?) A peine a-t-il quitté le fort que Mars Plaisir est assassiné lâchement par Caffarelli, dépité de ne pouvoir satisfaire la curiosité et l'avidité de son maître Bonaparte ! Après l'histoire de pirates, le mauvais polar qui piétine tout

autant cette pauvre Clio : car Mars Plaisir a survécu à Toussaint, il est mort en 1819... Et Caffarelli, qui accompagna Bonaparte en Egypte et en Syrie, y mourut le 27 avril 1799 ! Ne pouvait-on pas illustrer la barbarie du régime policier bonapartiste tout en respectant l'histoire ?

Un passé colonial non assumé : des commentaires de presse douteux

Le Figaro a donné la parole à Gérard de Cortanze qui dirige la collection Folio biographies chez Gallimard. Selon lui, la vérité historique a été détournée « pour que les blancs **apparaissent** (souligné par nous) **comme des esclavagistes et des négrophobes** ». Bruno Calvès signe dans la revue *L'Histoire* (13 février 2012) ce satisfecit surprenant : « On saura gré à la production d'avoir évité de dresser un **réquisitoire convenu** (nous soulignons) **contre le système colonial qui régnait alors en maître dans les colonies européennes.** »

L'histoire s'inscrit-elle dans la problématique formulée par Jacques Chirac ? Veut-elle aider les professeurs d'histoire à détailler auprès de leurs élèves les aspects positifs de la colonisation ?

L'excellent livre de l'historien américain Laurent Dubois, *Les vengeurs du nouveau monde*, donne des éléments précis sur le bilan démographique engendré par cette économie esclavagiste : « En moyenne la moitié des esclaves arrivant d'Afrique mouraient dans les années qui suivaient. Les enfants mouraient dans des proportions effrayantes, le taux de mortalité atteignant presque 50 % dans certaines plantations. Chaque année succombaient 5 ou 6 % des esclaves. »

Le Code noir de Colbert de 1685 interdisait de frapper au-delà du « raisonnable » le travailleur « paresseux », n'autorisait que l'usage du fouet, interdisait d'affamer l'esclave ; il prescrivait de lui accorder un jour de repos hebdomadaire le dimanche. Les ministres réformateurs du XVIII^e siècle, alertés par la fréquence des révoltes, voulurent « adoucir » le système ; ils ajoutèrent au temps du repos le samedi après-midi, ils accordèrent à l'esclave le droit de dénoncer le maître brutal. Les colons crièrent au « **despotisme ministériel** » !

Ces recommandations ne furent guère

(2) Parue dans la collection Folio biographies.

respectées, comme le rappelle opportunément Laurent Dubois. Malheur aux « marrons » qui avaient fui la dureté de l'exploitation esclavagiste sur la plantation : s'ils étaient capturés, à la première tentative ils auraient l'oreille tranchée et l'épaule marquée d'une fleur de lys, à la récursive on leur couperait le jarret. Le fouet était une torture et un spectacle dissuasif. Un grand planteur recommandait à ses gérants de faire durer ce spectacle afin d'inspirer la terreur à tous les autres esclaves obligés d'y assister.

Pour ménager son capital humain acheté de plus en plus cher au fur et à mesure que la source africaine se raréfiait, les planteurs ont préféré châtier les fugitifs en leur confisquant le petit lot de terre sur lequel ils pratiquaient une agriculture de subsistance.

Toussaint devra affronter ce legs de la colonisation quand, devenu maître de l'île, il voudra obliger les Noirs à reprendre le travail sur les plantations de canne à sucre dans une relation sociale renouvelée : beaucoup resteront dans les collines où ils continueront à « marronner ».

Il y eut certes des planteurs moins cruels que d'autres ou plus intelligents, tel le gérant Bayon de Libertat présent dans le téléfilm et qui a affranchi son esclave Toussaint. Mais cela n'infirme en rien le caractère globalement oppressif et déshumanisant du racisme colonial.

Toussaint illustre le cas de ces « Noirs libres » qui ont joué un rôle décisif dans la lutte pour la liberté — de même que les fils nés de père européen et de concubine esclave noire, ceux qu'on appelait « les hommes de couleur » incarnés dans le téléfilm par le personnage de Rigaud, ce chef militaire, maître du sud, allié puis rival de Toussaint. Ces hommes étaient plus instruits que les esclaves travaillant sur la plantation et leur proximité avec les maîtres leur a fait connaître les principes de la Révolution française dont discutaient avec haine et terreur les Européens. Leur statut relativement privilégié ne les a pas empêchés de rejoindre la rébellion, mettant en échec la stratégie globale de division des opprimés.

Bonaparte, ce génie surfait !

On peut porter au crédit de ce téléfilm la franchise avec laquelle il aborde le cas Napoléon, le « grand homme » de nos

manuels, un génie militaire et un modèle de pragmatisme politique : n'a-t-il pas su faire le tri entre les « bonnes » créations révolutionnaires, écartant les « mauvaises », les « utopies » égalitaires, la perspective démocratique dessinée en 1793 ?

Or ce génie de la guerre a envoyé au désastre une excellente armée bientôt portée à 80 000 hommes, qui a été défaite par des guerriers en guenilles mais que leur acharnement à défendre la « liberté générale » et leur encadrement militaire sélectionné par dix années de combats ont hissé au rang des héros de l'an II, ce que les historiens français ignorent souvent.

Ce prétendu génial politique a cru pouvoir duper ses adversaires en cachant au début le vrai but de l'expédition Leclerc qui débarque en janvier 1802. Mais Toussaint, Christophe, Dessalines et les autres avaient expérimenté depuis dix ans les ruses des colons, ils savaient que le lobby colonial voulait rétablir l'esclavage successivement aboli par la Convention le 4 février 1794, puis les thermidoriens (Constitution de 1795) enfin le Directoire (articles organiques de décembre 1797). La brutalité avec laquelle les commandants noirs furent épurés de l'armée, puis le rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe ressouda les rangs contre Leclerc et la fièvre jaune fit le reste (3).

Jacobins noirs et jacobins blancs

En 1938, le livre du Trinadien C.L.R. James *Les Jacobins noirs* (4) a replacé la lutte de Toussaint et de ses lieutenants dans le contexte de la Révolution française ; les deux dynamiques révolutionnaires se sont entrecroisées et nourries mutuellement. On pourra relire avec profit cette analyse politique d'un militant anticolonialiste et antistalinien qui a été rééditée en 2008 avec les deux avant-propos (1949 et 1983) du traducteur Pierre Naville.

On peut s'en féliciter : ce téléfilm s'est efforcé lui aussi de réintroduire l'histoire française dans la trame historique haïtienne par le biais de deux figures secondes (par rapport à Toussaint) mais non secon-

(3) Yves Bénot, *La démence coloniale*.

(4) Traduit en français par Pierre Naville en 1949, réédité en 2008 chez Amsterdam.

daires, également méconnues en France, Sonthonax et Laveaux (5).

Sonthonax, le commissaire civil en mission à Saint-Domingue

Cet avocat venu d'Oyonnax n'a jamais, semble-t-il, adhéré à la première société des Amis des Noirs qu'animaient notamment Mirabeau, Brissot, l'abbé Grégoire, et qui plaidait pour une abolition graduelle de l'esclavage. Il partagea le bellicisme de Brissot au printemps 1792, ce qui lui valut sans doute d'être choisi par lui comme commissaire civil en juillet 1792 avec une mission limitée : imposer aux colons le décret du 4 avril 1792 qui établissait l'égalité entre tous les libres Noirs ou « hommes de couleur », sans dire un mot de l'esclavage. Brissot espérait que ce décret permettrait de souder tous les propriétaires d'esclaves, blancs et hommes de couleur, en un front capable de résister à la révolte des esclaves commencée le 23 août 1791 et qui ne cessait de s'étendre !

Vint la chute de la monarchie qui rebatit les cartes : les planteurs se divisèrent entre royalistes et pseudo-républicains déguisés en « jacobins » pour faire prévaloir leurs vues racistes et esclavagistes, ce qui augmenta la confusion politique à Saint-Domingue et à Paris. Le décret du 4 avril que refusait la majorité des colons ne fut pas accepté par tous les métis, certains préférant rallier les esclaves révoltés dans l'espoir de briser la résistance des colons obstinément accrochés à leurs privilèges !

Vint 1793. La République entra en guerre contre l'Angleterre qui occupa la Martinique, les ports occidentaux de Saint-Domingue cependant que la Convention, déchirée entre Girondins et Montagnards, différait le règlement des conflits aux Antilles : la Constitution de juin 1793 ne dit mot des colonies. C'est dans ce contexte que les commissaires Sonthonax et Polverel furent conduits à franchir les limites de leur première mission.

Dans cette situation de confusion extrême, Sonthonax se risqua à proclamer de sa propre autorité la liberté générale pour tous les Noirs le 29 août 1793, suivant d'une semaine son collègue Polverel (totalement oublié dans le téléfilm) qui venait de promettre la liberté dans l'ouest de l'île à ceux-là seuls qui combattraient pour la

République. Ralliement sincère à la logique des droits de l'homme qui valent pour tous les hommes quelle que soit leur couleur de peau ou calcul opportuniste pour recruter de nouveaux combattants contre les Anglais et les Espagnols à l'affût ?

En réalité Sonthonax a cédé à la revendication noire qui s'exprima fortement au Cap durant l'été 1793 : en juin, les Noirs Belley et Pierrot chassent par la force armée le gouverneur Galbaud qui soutenait les colons contre Sonthonax. Il doit rembarquer. Dix mille colons suivront ! Le 24 août, la Commune du Cap des citoyens libres, bonnet de la liberté en tête, aux cris de « *Vive la République française !* », votent unanimement la liberté générale de tous les Africains dans la province du nord et portent la pétition au commissaire Sonthonax suivis de quinze mille manifestants. Sa déclaration du 29 août est sa réponse obligée à cette pression du peuple noir du nord (6).

Le téléfilm ne fait aucune allusion à cet épisode majeur de la révolution haïtienne, fruit de la mobilisation des masses, ici présente comme dans toute révolution qui n'est jamais le pur produit des décisions prises au sommet par quelques dirigeants ; c'est le contresens majeur de ce téléfilm.

Polverel étend cette liberté générale aux provinces de l'ouest et du sud le 21 septembre 1793. Ces décisions hardies donnent un nouvel atout au combat des esclaves, même si leur ralliement à la République et à ses commissaires n'eut rien d'immédiat ni de général, chaque province de l'île évoluant à son propre rythme sous la direction de chefs rivaux et divisés. Quant aux colons, ils se défendent en inspirant une campagne calomnieuse contre les « rois » de Saint-Domingue, Sonthonax et Polverel, que la Convention met en accusation le 16 juillet 1793 pour complicité avec la « faction

(5) Personnages récemment étudiés par des universitaires dont les travaux n'ont reçu qu'une diffusion limitée : L. F. Sonthonax, colloque de 1990 dirigé par M. Dorigny, et réédité en 2005 ; Laveaux étudié par Bernard Gainot *Annales historiques de la Révolution française*, 1989, n° 278, partiellement repris dans un chapitre des *Abolitions de l'esclavage : de L. F. Sonthonax à V. Schoelcher*, 1995, Presses universitaires de Vincennes et Unesco.

(6) *Les abolitions de l'esclavage*, op. cit., p. 203, contribution de Florence Gauthier.

Brissot » ! Ils seront arrêtés en août 1794 et devront soutenir un long procès en 1795...

On comprend que de telles péripéties aient nourri la méfiance de Toussaint. Sonthonax organise en septembre 1793 l'élection d'une députation de Saint-Domingue, députation « tricolore » composée du Blanc Dufaÿ, du métis Mills et du Noir Belley, chargée d'obtenir de la Convention la légalisation de l'abolition proclamée par Sonthonax. Cette députation sera agressée, calomniée et ne sera admise à la Convention que le 3 février 1794 ! Le lendemain, la Convention vote dans l'enthousiasme général le célèbre décret d'abolition de l'esclavage du 4 février-16 pluviôse qui s'applique à toutes les colonies. Le vent avait tourné en faveur des abolitionnistes, les principes proclamés en août 1789 recevaient enfin leur traduction juridique concrète.

L'heure espagnole de Toussaint

Toussaint s'est réservé durant près d'un an. Il n'a confiance que dans un rapport de force établi sur le plan militaire, ce qui le conduit à jouer d'abord la carte de l'alliance espagnole ; à San Domingo, la partie espagnole de l'île, il se fournit en armes et en vivres, il construit peu à peu dans le nord une force armée noire expérimentée. Il ne se ralliera à la République que le 25 juin 1794 à l'issue d'une négociation commencée deux mois plus tôt avec le général Laveaux : c'est alors qu'il a pris connaissance du décret d'abolition du 16 pluviôse-4 février 1794. Il peut désormais faire confiance à cette République qui a ratifié l'initiative courageuse de Sonthonax et Polverel.

Le téléfilm dessine une silhouette peu avenante de Sonthonax peut-être inspirée par la biographie de Pierre Pluchon (7) : selon cet ancien responsable de la culture à l'ambassade de France à Haïti, Sonthonax était un homme « retors », « fat », qui vouait aux Blancs une haine « pathologique ». Sonthonax ? Un « intrigant », dit

(7) Toussaint Louverture. *Un révolutionnaire noir d'Ancien régime*, édité par Fayard, cf. l'analyse fort critique de Florence Gauthier dans le numéro spécial des *Annales historiques de la Révolution française* de juillet-décembre 1793 : *les révolutions aux colonies*.

le Toussaint du téléfilm ! On n'en saura pas plus.

L'amitié entre le général noir et le général blanc Laveaux

A la méfiance qui entache la relation de Toussaint avec Sonthonax, le film oppose la franche amitié qui lie le général noir au général blanc Laveaux et qu'atteste la correspondance échangée entre eux.

Laveaux sait que les victoires de 1794-1795 sont redevables aux quatre mille soldats aguerris de Toussaint, victoires aussi glorieuses que celles de l'an II (8). Laveaux lui a offert dès octobre 1794 un plumet de grenadier qui ne quitta plus le chapeau de Toussaint. En mars 1796, Laveaux a été arrêté par les soldats du chef métis Vilatte au Cap, puis libéré par les soldats noirs de Toussaint. Le 1^{er} avril 1796, sur la place d'armes du Cap, Laveaux le proclame devant le peuple et l'armée « *le sauveur des autorités constituées, le Spartacus noir, le nègre prédit par l'abbé Raynal pour venger les outrages faits à sa race* ». Et il le nomme gouverneur adjoint de Saint-Domingue, au grand déplaisir du chef métis maître du sud Rigaud.

Toussaint, le méfiant, n'accorde sa confiance qu'au seul Laveaux. Il l'appelle « *mon ami, mon père* ». Or il l'encourage à se faire élire député de la colonie en septembre 1796 pour défendre la liberté générale devant les Cinq Cents, l'une des deux assemblées législatives du Directoire. Pourquoi ? Le téléfilm suggère que cet éloignement voulu par Toussaint révèle son ambition croissante, le désir d'exercer un pouvoir sans partage et la volonté de rompre avec la République française. Ce qui n'est pas certain, à cette date tout du moins : s'il avait voulu rompre en 1796, aurait-il envoyé ses deux fils en France où ils risquaient d'être retenus en otages ?

Toussaint avait raison de miser sur la loyauté de Laveaux ; effectivement, celui-ci combatta vigoureusement Vaublanc, devenu en 1797 le porte-parole de tous les esclavagistes, et il se portera garant de la fidélité de Toussaint à la République tant que celle-ci ne reniera pas le décret de février 1794.

(8) B. Gainot relève qu'elles sont ignorées des historiens.

Un Bonaparte noir "arrogant et belliqueux" ?

« *Le premier des Noirs au premier des Blancs* » : jamais Toussaint n'a signé ainsi ses lettres à Bonaparte ! Le téléfilm reprend ici une fausse parole historique inventée par le mémorialiste de la Restauration, Pamphile de Lacroix (9) ! Pourtant, elle structure le scénario, surtout sa deuxième partie intitulée de manière significative : « *Le combat des aigles* ». Imagerie de type bonapartiste qui brouille la figure de Toussaint et celle de la révolution haïtienne : le téléfilm ne nous montre qu'un ambitieux qui élimine successivement tous ses rivaux, après Laveaux, Sonthonax, Rigaud vaincu en 1800 par les lieutenants de Toussaint, Christophe et Dessalines, enfin son neveu Moïse fusillé en novembre 1801 ! Ces ruptures, ces luttes sanglantes ont bien eu lieu, mais les enjeux n'en sont pas toujours clairement indiqués.

Comment rétablir le travail sur les plantations ?

C'est l'obsession constante de Toussaint et de Sonthonax, que le Directoire a renvoyé à Saint-Domingue pour une seconde mission. Tous deux estiment que pour défendre la liberté générale il faut combattre sans faiblesse le « vagabondage », inévitable séquelle de longues années de guerre, la tentation du marronnage qui permet de se soustraire au dur travail de la canne dans les plantations. La victoire sur l'Angleterre acquise en 1798 pose le problème de la reconversion des soldats noirs ; or beaucoup en sont venus à mépriser les cultivateurs, les « nègres de jardins », et ils préfèrent vagabonder ou vivoter dans les villes. Toussaint s'est imposé grâce à son talent militaire ; il n'est donc pas étonnant qu'il ait accordé une confiance excessive dans la discipline militaire pour obliger les nouveaux libres à retourner sur les plantations.

Comme Sonthonax, il estimait que l'agriculture devait produire du sucre, des mélasses, du rhum, du café qui se vendraient aux Etats-Unis en échange des armes, des vivres qui manquaient à la colonie. Mais les nouveaux libres préféraient cultiver sur de petits lopins, à la périphérie

des plantations abandonnées, de l'igname, du manioc, des bananes, élever des poulets et des porcs vendus au bourg voisin : nourrir leur famille, travailler en toute liberté, voilà le contenu qu'ils donnaient à la liberté acquise.

Ces humbles sont totalement absents du téléfilm. Laurent Dubois cite plusieurs exemples de négociations que Toussaint a conduites avec eux en 1795, 1796, pour leur expliquer sa politique, notamment dans la vallée de l'Artibonite (ce qui oblige à corriger la vision d'un Toussaint en tout temps autoritaire). Mais il relève aussi et avec étonnement que les historiens n'ont pas encore étudié comment se sont appliquées sur le terrain les directives autoritaires de Toussaint... Florence Gauthier estime pour sa part que cette « *voie paysanne haïtienne* » était viable, dans une relation nouvelle avec la métropole.

Il est certain que ce projet de restauration de l'agriculture de plantation a suscité des résistances et des rumeurs : les adversaires de Toussaint l'accusent de vouloir rétablir l'esclavage, ce qui est une calomnie. En réalité, les nouveaux salariés recevaient une rémunération équivalente au quart de la production agricole réalisée et les châtiments corporels étaient bannis... Mais le travailleur qui quittait une plantation pour trouver de meilleures conditions de travail dans une autre, ou pour y retrouver des amis, était puni par la prison ou l'amende. Les gérants des ateliers étaient placés sous la surveillance des autorités militaires, elles-mêmes étroitement surveillées par Toussaint. Cette militarisation du travail a suscité des rébellions, ce qu'illustre le téléfilm par le drame de Moïse.

Car un autre problème se posait : à qui remettre les plantations abandonnées par les colons ? Les nouveaux libres convoitaient ces propriétés qui avaient bu leur sueur, et ils se sont parfois associés à deux, trois, ou quatre pour acquérir ou exploiter à leur compte de petits lots ; ils ne durent pas apprécier ce règlement de 1800 qui interdisait la mise en vente de petites parcelles inférieures à cinquante « carreaux » (soit une are et demie). Quant aux plantations, selon Toussaint, certaines pourraient être remises aux anciens colons appréciés pour leur compétence, leur maîtrise d'une économie exigeant une main d'œuvre nom-

(9) Lire sur le site « revolution-francaise.com » l'analyse de Florence Gauthier sur le film.

breuse et un équipement technique coûteux. L'accord que Toussaint négocia avec l'Anglais Maitland en 1798 prévoyait l'amnistie, même pour ceux qui avaient combattu dans l'armée anglaise, pourvu qu'ils l'aient quittée et qu'ils prètent serment de fidélité aux nouveaux maîtres de la colonie. C'était un compromis : Maitland abandonnait les derniers ports tenus par les Britanniques, Jérémie au sud, le Môle-Saint-Nicolas au nord, mais Toussaint promettait de ne pas encourager la révolte des esclaves dans la Jamaïque.

La colère de Moïse

L'accueil chaleureux qu'il a réservé à des colons revenus d'exil, notamment à celui qui l'avait affranchi, Bayon de Libertat, suscita la colère de son neveu adoptif Moïse. Celui-ci exprimait ici la convoitise de ces officiers noirs qui espéraient devenir les nouveaux maîtres de la terre, tandis que dans le sud les riches planteurs métis, comme Rigaud, s'en réservaient la jouissance ainsi qu'à ses lieutenants, tous métis. Cette dure bataille pour la terre n'apparaît que sous les couleurs d'une « guerre de race » entre le Noir Moïse et les Blancs ou d'une rivalité d'ambitions entre Toussaint et son neveu, ce qui est simplifier une réalité autrement complexe.

La faim de terres qui tenaille toutes les paysanneries du monde n'a pas été satisfaite à Haïti, et Toussaint a combattu avec une rudesse toute militaire, assortie de prêches à connotation religieuse, la volonté africaine d'exercer sa liberté dans le cadre d'une économie de subsistance peu productive, suffisante pour nourrir maigrement les nouveaux libres mais incapable de produire le sucre nécessaire pour payer les importations, donc pour assurer l'indépendance économique du nouvel Etat en formation.

Ce fut semble-t-il un succès sur le plan économique : en un an et demi, la production agricole de café a atteint les deux tiers de son niveau prérévolutionnaire. Mais Toussaint y a perdu le soutien de certains de ses plus valeureux compagnons. Ainsi s'explique la rébellion de Moïse, le populaire inspecteur des cultures, à qui Toussaint reproche de trop ménager les travailleurs. Il est hostile aux Blancs. On le croit partisan du morcellement des grands domaines tant convoités.

Il focalise les mécontentements. Une nouvelle révolte éclate en son nom et il est fusillé le 21 novembre 1801.

Les sécessionnistes mulâtres du sud ayant été vaincus par Dessalines, Toussaint est le maître d'une île réunifiée mais où couvent les rancœurs, alors qu'il va devoir affronter Bonaparte.

Vers l'indépendance

Son combat intransigeant pour préserver la liberté générale devait logiquement le conduire à proclamer l'indépendance de son peuple et de ce nouvel Etat noir. Mais il a longtemps cru qu'il pourrait éviter la rupture avec la République française, tout en développant une politique autonome, et cela, dès 1798 : il négocia la reddition de Maitland sans en référer au Directoire. Il récidive en aggravant son cas quand il convoque en 1801 une Constituante et quand il proclame sans en référer aux consuls la Constitution de juillet 1801. Celle-ci inscrit dans le marbre et pour l'éternité l'abolition de l'esclavage, elle établit Toussaint comme gouverneur à vie. Selon Yves Bénot (10), Bonaparte était résolu à rétablir l'esclavage dès la fin de 1801 et il en a probablement débattu avec le général Leclerc tout en lui recommandant de ruser, d'afficher son intention de respecter la liberté générale dans la partie française de Saint-Domingue afin de duper si possible les chefs noirs et de faire l'économie d'un affrontement militaire. La ruse faillit réussir : Toussaint, contesté dans son propre camp, fut arrêté le 7 juin 1802, les chefs de couleur se rendirent à Leclerc. Mais le rétablissement de l'esclavage à la Guadeloupe, le désarmement des officiers de couleur, dessillèrent les yeux et rétablirent l'unité des chefs militaires qui donnèrent une victoire posthume à Toussaint : mort le 4 avril 1803, il ne sut pas la naissance de Haïti, République noire indépendante, le 1^{er} janvier 1804. C'était le triomphe non de l'épopée façon Napoléon mais du courage, du sacrifice et de la ténacité. C'était son triomphe mais aussi celui de ces humbles qui lui avaient fait confiance et que ce téléfilm a par trop négligés.

Nicole Perron

(10) *La démence coloniale sous Napoléon*, La Découverte, 1992, réédité en poche en 2006.

Secher et le projet de loi du 23 février 2012 : une manipulation politique

Le livre que Reynald Secher vient de faire paraître, en 2011, *Vendée : du génocide au mémoricide : mécanique d'un crime légal contre l'humanité*, est, sous la prétention d'une recherche historique, rédigé exclusivement en vue d'une opération politique. Non pas que Secher ait jamais rechigné à confondre l'amalgame le plus infondé et la preuve historique avérée dans les faits, puisqu'il écrivait déjà dans un ouvrage publié en 1991, *Juifs et Vendéens, d'un génocide à l'autre* : « *L'Allemagne nazie confisquera tous les biens juifs ; la Convention débattrait souvent de cette idée vis-à-vis de ceux des Vendéens pour finalement l'abandonner sous le prétexte frileux qu'"on ne les avait pas suffisamment exterminés".* » Il n'innove nullement dans ce nouvel ouvrage, pratiquant toujours le contresens intéressé, comme si l'on pouvait ignorer que la loi du 27 septembre 1791 avait mis un terme à mille cinq cents ans d'antisémitisme

chrétien inscrit dans la loi depuis le Code théodosien, confirmé en France par les conciles de Clermont et d'Orléans, au VI^e siècle, et que l'édit d'expulsion des juifs hors la monarchie française très chrétienne de 1394, avait été confirmé en 1615.

Le Code noir

C'est la Révolution française qui devait, seule et la première, mettre un terme tant à la monarchie qu'à son antisémitisme inscrit dans la loi. De même, la Convention, le 4 février 1794, décrète l'abolition de l'esclavage, tandis que le Code noir, mis en place en 1685 par Louis XIV, renouvelé en 1727, disait en son article premier 1 : « *L'Edit du feu Roy Louis XIII, de glorieuse mémoire, du 23 avril 1615, sera exécuté dans notre province et colonie de Louisiane ; ce faisant, enjoignons aux directeurs généraux de ladite compagnie et à tous nos officiers, de chasser dudit pays tous les juifs qui peuvent y avoir établi leur résidence ; aux quels, comme aux enne-*

mis déclarés du nom chrétien, nous commandons d'en sortir dans trois mois. » Dans son article 2, le Code indiquait : « *Tous les esclaves qui seront dans notre dite province seront instruits dans la religion catholique (...). Ordonnons aux habitants qui achèteront des nègres nouvellement arrivés de les faire instruire et baptisés dans le temps convenable, à peine d'amende arbitraire.* » Et dans l'article 3 : « *Interdisons tous exercices d'autres religions que la catholique.* » Les articles 27 et 28 punissent de mort le fait pour l'esclave de frapper le maître, ou, plus généralement les « *excès ou voies de fait* » à l'encontre des « *personnes libres* ». L'article 32 indique qu'à la deuxième tentative de fuite, l'esclave aura « *le jarret coupé* » et qu'en cas de troisième tentative, « *il sera puni de mort* ». C'est à cette infamie inscrite dans les lois de la très chrétienne monarchie, et durant des siècles, que la Révolution française mettra très légitimement fin. Ce qui en explique le retentissement jusqu'à ce jour et l'exemplarité pour l'émancipation de l'humanité.

Secher contre "les impostures républicaines"

Mais de tout cela, Secher n'a cure. Car notre apprenti inquisiteur écrit pour une cause politique, et ce dans un contexte politique précis, au présent. Il convient de le préciser, puisqu'il en fait silence et que l'émission « *L'ombre d'un doute* », du 7 mars 2012, « *Robespierre : bourreau de la Vendée ?* », sur FR3, n'en disait rien. Il est vrai qu'elle ne précisait pas plus qu'un intervenant, Dominique Lambert, présidait une association fondée sous le nom de « *Vendée militaire Louis XVII* ». Or un tract, diffusé durant le mois de mars 2012, apporte certains éclaircissements, en appelant à un « *colloque royaliste* », organisé par l'Alliance royale, pour le 24 mars. Le tract annonçait : « *A un mois des présidentielles, contre les impostures républicaines, pour de véritables propositions* ». Il y avait six intervenants lors de ce colloque royaliste, dont Pierre Bernard, présenté comme « *homme politique* », mais, en fait, le président de l'Alliance royale. Le site de ladite Alliance est d'ailleurs plus explicite : « *En plein cœur de Paris, moins d'un mois de cette imposture électorale que sont les élections présidentielles, les royalistes ont*

bien l'intention de faire entendre leur voix discordante, tant pour dénoncer les impostures et manipulations républicaines que pour être force de proposition pour réformer nos institutions et rendre au peuple français une véritable liberté politique, jusqu'à présent confisquée par les partis politiques. Pour cette journée exceptionnelle, non conformiste et politiquement incorrecte, l'Alliance royale aura l'honneur de recevoir : Reynald Secher, Maxence Hecquard, Yvan Blot, Olivier Tournafond, et Renaud Dozoul. La conclusion de l'évènement sera apportée par Pierre Bernard, président de l'Alliance royale. »

En l'occurrence, ce n'est pas une surprise de constater que Secher intervient, en matinée, sur « *les impostures républicaines* ».

La proposition de loi de Bruno Retailleau

Fondée en 2001, l'Alliance royale se présente aux élections depuis 2004. Toutefois, en 2007, comme en 2012, elle n'a pas réussi à réunir les cinq cents signatures nécessaires pour la présidentielle. Elle affirme être pour « *une monarchie héréditaire qui permette ainsi une vision politique à long terme afin que l'Etat se préoccupe du sort des générations futures* ». Tout cela pourrait relever, en conséquence, du dérisoire, si l'on ne se doutait que le projet de ce groupe politique n'était autre : non point rétablir la monarchie, mais délégitimer la République en en faisant la matrice, depuis la Révolution française, de toutes les dérives dites « *totalitaires* » du XX^e siècle à ce jour.

Un communiqué du jeudi 15 mars 2012 est fort explicite :

« *Abrogation des lois génocidaires de la Révolution française : 51 sénateurs soutiennent Bruno Retailleau. Dans un communiqué de presse du 13 mars 2012, le sénateur Bruno Retailleau explique sur son bloc-notes la nécessité de sa proposition de loi. Cette abrogation a été réclamée au préalable par l'historien Reynald Secher dans son livre Vendée, du génocide au mémoricide, qui n'a pas fini de faire des remous dans le monde politique :*

« *Les 1^{er} août et 1^{er} septembre 1793, la Convention votait deux décrets, dits d'anéantissement et d'extermination de la Vendée. C'est sur ce fondement légal que*

furent organisés les massacres de masse dont furent victimes les Vendéens. Ces deux textes étaient d'autant plus iniques qu'ils furent appliqués dans leur pleine rigueur après l'écrasement de l'armée vendéenne, alors même que la Vendée ne représentait plus un danger pour le pouvoir en place. Loin d'entreprendre une œuvre de pacification, la Convention mit au contraire en place une véritable logique de terreur, incarnée par les Colonnes infernales, et dont tous les historiens s'accordent aujourd'hui à reconnaître l'issue tragique. Or ces deux décrets n'ont jamais été formellement et explicitement abrogés. C'est pourquoi Bruno Retailleau, sénateur de la Vendée, vient de déposer au Sénat une proposition de loi d'abrogation de ces deux décrets, cosignée par cinquante et un sénateurs. Il ne s'agit pas d'une proposition de loi mémorielle, qui imposerait une vision officielle de l'histoire ou qui inciterait la représentation nationale à faire acte de repentance. Il s'agit de rompre symboliquement avec une législation contraire aux droits de l'homme, au premier rang desquels figure la dignité humaine." »

On ne sera pas surpris de constater que Retailleau est sénateur de la Vendée.

Ce projet de loi n° 426 a été déposé le 23 février 2012 par les sénateurs Bruno Retailleau, René Beaumont, Michel Bécot, Claude Belot, Jean Bizet, François-Noël Buffet, Christian Cambon, Jean-Noël Cardoux, Marcel-Pierre Cléach, Raymond Couderc, Francis Delattre, Robert Del Picchia, Mmes Catherine Deroche, Marie-Hélène Des Esgaulx, MM. Eric Doligé, Michel Doublet, André Dulait, André Ferrand, Bernard Fournier, Christophe-André Frassa, Francis Grignon, François Grosdidier, Michel Houel, Alain Houpert, Mme Christiane Hummel, MM. Benoît Huré, Jean-Jacques Hyst, Marc Laménie, Daniel Laurent, Jean-René Lecerf, Jacques Legendre, Dominique de Legge, Jean-Pierre Leleux, Claude Léonard, Philippe Leroy, Jean-Louis Lorrain, Roland du Luart, Michel Magras, Philippe Marini, Pierre Martin, Alain Milon, Albéric de Montgolfier, Jackie pierre, Hugues Portelli, Charles Revet, André Trillard, François Trucy, Pierre Bernard-Reymond, Philippe Darniche, Jean-Paul Amoudry, Joël Guerriau et Jean-Claude Merceron.

Du pur Secher

L'exposé des motifs pourrait être du pur Secher, s'il ne l'est tel quel : « *Mesdames, Messieurs, Les guerres de Vendée constituent un épisode dramatique de notre histoire nationale. Alors que les vendéens accueillent favorablement les idéaux de 1789, ils sont heurtés par la Constitution civile du clergé, la conscription de 1793 et l'arrogance d'une certaine bourgeoisie de la ville qui s'approprie de nouveaux privilèges. Commencée comme une révolte spontanée en mars 1793 contre la levée en masse, elle tourne vite à l'insurrection sur un territoire qui déborde largement du département et que l'on définira du nom de "Vendée militaire". Ne comprenant pas qu'une insurrection populaire se dresse contre la révolution du peuple, la Convention y verra un complot aristocratique, symbole de la contre-révolution. Cette lecture idéologique du conflit, à laquelle viendront s'ajouter les premiers succès remportés par l'armée vendéenne va radicaliser rapidement la nature même des affrontements. C'est alors qu'une logique d'escalade, puis une "rhétorique d'extermination" pour reprendre l'expression de François Furet, s'installent. Elles déboucheront sur une issue tragique. La Convention vote le 1^{er} août 1793 un premier décret dit d'anéantissement de la Vendée qui prévoit l'exécution des hommes "pris les armes à la main" mais surtout la déportation des femmes, des enfants et des vieillards. Deux mois plus tard, la Convention adopte le 1^{er} octobre 1793 un décret modificateur qui ajoute à l'anéantissement matériel de la Vendée, l'extermination de ses habitants. Sur le terrain, la guerre de Vendée s'achève avec la défaite de Cholet le 17 octobre 1793, la Virée de Galerne et l'écrasement de ce qui reste de l'armée vendéenne dans les marais de Savenay juste avant Noël de la même année. La Vendée est vaincue. Une œuvre de pacification aurait pu consolider la paix civile et préparer la réconciliation. Pourtant, la violence va atteindre son paroxysme dans les premiers mois de l'année 1794 avec l'application rigoureuse des deux décrets d'anéantissement et d'extermination des 1^{er} août et 1^{er} octobre. Les historiens ont désormais établi les faits. Le territoire de la Vendée militaire est alors soumis à une entreprise systématique d'extermination*

de masse. Carrier à Nantes trouve la guillotine trop lente et lui substitue les noyades expéditives dans la Loire de milliers de suspects, tandis que Turreau déchaîne ses colonnes infernales sur ce qui reste de population civile, blanche et bleue confondues. Ce déchaînement de violence est d'autant plus inexcusable, comme le dit François Furet, qu'il s'agit "d'une violence révolutionnaire, la plus inexcusable au regard même du "salut public" qui lui sert d'excuse, puisque c'est une violence de vainqueurs, exercée punitivement après la liquidation de l'armée vendéenne." Ce massacre collectif trouve son fondement légal dans les deux décrets du 1er août et du 1er octobre 1793. Deux armistices furent signés après Thermidor mais, depuis lors, ces deux textes n'ont fait l'objet d'aucune abrogation. Ainsi, bien qu'ils ne portent plus aujourd'hui et depuis longtemps aucun effet juridique, ils font toujours partie de notre corpus de loi. La présente proposition de loi a donc pour objet d'abroger ces deux décrets qui ont servi de base légale à de nombreuses atrocités et à l'extermination des vendéens aujourd'hui avérées. Cette proposition de loi n'a pas pour objet d'inciter la représentation nationale à faire acte de repentance. Elle entend simplement rompre symboliquement avec cette législation contraire aux principes initiaux de la Révolution française contenus dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, au premier rang desquels figure le respect de la dignité humaine. »

Proposition de loi Article unique

« Le décret du 1er août 1793 relatif aux mesures à prendre contre les rebelles de la Vendée et le décret du 1er octobre 1793 contenant une nouvelle organisation de l'armée destinée à combattre les rebelles de la Vendée, sous le nom d'Armée de l'Ouest, sont abrogés. »

Si l'auteur de ce texte cite volontiers Furet et sa formule, vide de sens historique (mais qui permet de jouer avec les mots, faute d'établir les faits en leur chronologie, pour proposer les plus imaginaires généalogies — telle la citation de Secher dans son *Juifs et Vendéens*), de « *rhétorique de l'extermination* » — on ne voit guère que Secher lui-même pour se reconnaître dans la formule, pourtant controuvée : « *Les*

historiens ont désormais établi les faits. Le territoire de la Vendée militaire est alors soumis à une entreprise systématique d'extermination de masse. » En fait, « les historiens », sûrement pas (à commencer par Jean-Clément Martin et François Lebrun opposés, avec rigueur, au propos de Secher), mais un seul historien est là pour le prétendre : Reynald Secher, lui-même. La manipulation est visible. Mais ce n'est pas l'Alliance royale qui est à même de présenter ce projet de loi. C'est, avec Retailleau, qui fut proche de Philippe de Villiers, au point que celui-ci lui confie la mise en scène du spectacle du Puy du Fou et la direction générale adjointe de la radio locale Alouette, et qui vient de rejoindre, justement en février 2012, l'UMP. L'avantage du communiqué de l'Alliance royale, c'est qu'il établit la relation effective entre le livre de Secher et le projet de loi et révèle la manipulation politique.

Pas l'ombre d'un doute

Quant à l'émission de FR 3, il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'elle a été programmée, le 27 mars, dans le cadre de la manipulation politique allant du livre de Secher, en 2011, à la proposition de loi du 23 février qui en est un « copier-coller ». Que Secher soit monarchiste, libre à lui. Qu'il veuille célébrer la mémoire chouanne, libre à lui. Mais oser prétendre, alors que les affres de la guerre de Vendée, avec deux armées en présence, sont celles d'une guerre civile (et nullement un génocide, car il n'y avait pas plus d'armée arménienne que d'armée juive, à l'égal de l'armée catholique et royale), que c'est seulement le 15 juillet 1796 que le Directoire affirme que « *les troubles dans l'Ouest sont apaisés* », c'est vouloir interdire le débat entre historiens et citoyens. Et cela est une autre affaire. Vouloir imposer sa seule lecture comme l'unique et véritable, et vouloir que cela soit inscrit dans la loi, c'est vouloir clore le débat, c'est décider d'en interdire le principe. C'est là, de la part de Secher et Retailleau, une pratique totalitaire, attentatoire à la liberté de conscience et d'expression. Qu'une Alliance royale s'y retrouve, et Secher avec elle, ne peut surprendre : ce refus de la liberté de conscience et d'expression est bien la marque de la monarchie chrétienne de l'édit d'expulsion des juifs et du Code noir. Le Sénat

étant à gauche, désormais, il est improbable qu'il y ait une seconde lecture. Du moins sait-on à quoi servent Secher et son Alliance et comment l'activisme du premier lui permet de prêter sa plume à un sénateur qui, pour n'être pas monarchiste, n'en est pas moins opposé au principe du débat démocratique.

Du moins sait-on qu'il convient de les combattre, et avec eux tout projet de loi

« mémorielle » liberticide. Tant il est vrai que *« la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi. »*

Gérard da Silva

Présentation

Le 3 janvier 1905, les ouvriers de l'usine métallurgique Poutilov, à Pétersbourg, débrayent contre le licenciement de quatre d'entre eux. L'Assemblée des ouvriers créée un an plus tôt par le pope Gapone avec l'aide de l'Okrana (la police politique tsariste) organise la grève, qui s'étend et, le 8 janvier, entraîne 150 000 ouvriers. Le dimanche 9 janvier (1) une foule de près de 140 000 ouvriers et ouvrières, avec leurs enfants, avance vers le Palais d'Hiver pour remettre solennellement une pétition au tsar. Revêtus de leurs habits du dimanche, ils psalmodient des cantiques et brandissent des portraits de Nicolas II, terré dans son palais de Tsarskoïe Selo à trente kilomètres de la capitale.

La pétition exige la libération immédiate de toutes les victimes de l'arbitraire, l'inviolabilité de la personne, la liberté de parole, de presse, de réunion, de conscience, l'instruction publique générale et obligatoire aux frais de l'Etat, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le remplacement des impôts indirects par un impôt direct et progressif sur le revenu, l'arrêt de la guerre, la liberté immédiate des syndicats, la journée de travail de huit heures, qui permettraient aux « *ouvriers de s'organiser pour défendre leurs intérêts contre l'exploitation éhontée des capitalistes et du gouvernement des fonctionnaires qui pille et étouffe le peuple* » (2).

Lorsque la foule pacifique s'approche du palais, les cosaques, sur l'ordre du frère du tsar, Constantin, tirent. Les

(1) 9 janvier dans le calendrier julien et 22 janvier dans le calendrier grégorien.

(2) *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 25, décembre 2004-janvier 2005, pp. 18-19.

cadavres jonchent le sol. La foule s'enfuit en désordre. La fusillade aux quatre coins de la ville fait 1 700 morts et plus de 5 000 blessés. Quelques jours plus tard, Nicolas II déclare à une délégation « ouvrière » choisie par la police : « *Venir en foule révoltée me déclarer vos besoins, c'est un acte criminel.* » Ce « Dimanche rouge » ébranle dans tout l'empire la vénération traditionnelle envers le tsar, suscite une première vague de grèves et provoque des émeutes paysannes.

Rappelons que depuis 1795 les quatre cinquièmes du territoire de la Pologne (dont sa capitale Varsovie) appartiennent à l'empire russe.

Rosa Luxemburg et le Dimanche rouge

Le 23 janvier, la direction centrale du Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie (SDKPIL) adressait à tous les travailleurs animés d'une conscience de classe, et par là même immunisés contre les infections nationalistes, un appel d'un contenu exceptionnellement important et inhabituellement éloquent : la haine du gouvernement tsariste.

« *Travailleurs !*

Le dimanche 22 janvier, la révolution a éclaté à Pétersbourg. Des dizaines de milliers de travailleurs ont tenté de sortir des quartiers, des usines, face à la police du tsar. L'armée leur a barré le chemin jusqu'au centre de la ville et le palais du tsar. Malgré cela, les ouvriers ont réussi à pénétrer en ville. Une partie de l'armée n'a pas voulu tirer sur le peuple et, malgré les ordres, a pointé ses armes vers le sol. Pendant toute la journée, du matin jusqu'à tard dans la nuit, le gouvernement n'a pas réussi à étouffer le mouvement. Le sang ouvrier a coulé en

abondance. Les télégrammes du gouvernement parlent de centaines de tués et de blessés, mais les informations officielles évoquent des milliers de victimes de la révolution. La vue des tués et des blessés excite le peuple ouvrier et augmente sa haine du gouvernement tsariste, son désir de lutte et de vengeance. Le soir, les ouvriers ont commencé à échafauder des barricades pour se défendre contre la soldatesque sauvage du tsar.

Au moment où nous écrivons, nous n'avons plus d'informations de Pétersbourg. Le gouvernement ne laisse passer aucun télégramme privé. Lorsque vous lirez ce texte, peut-être la révolution aura-t-elle embrasé d'autres lieux et déferlera sur toute la Russie. Les ouvriers polonais ne peuvent pas, ne doivent pas rester à l'écart de cette révolution. La classe ouvrière polonaise doit se trouver dans les rangs de la révolution, dans la lutte pour la liberté (...).

Travailleurs, ne soyons pas les derniers dans la lutte que le peuple travailleur doit livrer à travers toute la Russie contre

le gouvernement du tsar. De la lutte solidaire du peuple ouvrier en Russie et en Pologne dépend la possibilité pour le peuple de conquérir la liberté politique.

Comme la social-démocratie le réclame dans tout l'empire, le peuple ouvrier a besoin de voir la Russie se transformer en une République démocratique dans laquelle la classe ouvrière jouira de la plus grande liberté possible et où chaque pays en Russie, et en particulier le nôtre, bénéficiera de ses droits particuliers, sinon même de son autonomie.

La classe ouvrière doit conquérir en Russie une République démocratique reposant sur le droit de vote secret, universel et égal pour tous, lui permettant d'élire des députés au Parlement et à toutes les institutions représentatives. Le gouvernement tsariste a lui-même montré aux ouvriers peu conscients qu'entre lui et le peuple doit se livrer un combat à la vie, à la mort. Travailleurs, soyons prêts à la lutte finale ! Rassemblez-vous ! Organisez-vous !

Vive l'Assemblée constituante élue au suffrage universel, égal pour tous et secret !
Vive la révolution ! »

La nouvelle électrisante du Dimanche rouge

Deux jours plus tard, le 25 janvier 1905, la revue *Die Neue Zeit*, l'organe central de la social-démocratie allemande (le SPD), publiait un article circonstanciel de Rosa Luxemburg en réaction à la nouvelle électrisante du « Dimanche rouge » de Pétersbourg, sous le titre bref : « La Révolution en Russie » (*Die Revolution in Russland*).

Elle y écrit :

« Le monde capitaliste et la lutte des classes internationale sortent, semble-t-il, de la période de stagnation (...) pour entrer de nouveau dans la période de la lutte de masse impétueuse (...). Mais cette fois, contrairement aux attentes de Marx, ce n'est pas le coq gaulois qui de son chant audacieux annonce la nouvelle aurore de la révolution en Europe (...). Le point de départ de la prochaine vague de la révolution s'est déplacé de l'ouest vers l'est », affirmait-elle avec un soulagement manifeste et l'optimisme de la femme d'action dans l'introduction de son article.

Dans cette introduction, elle soulignait, à l'attention de ses lecteurs : « Les grands

événements révolutionnaires peuvent en général être prévus et attendus, mais quand ils se produisent, ils se dressent devant nous dans leur forme concrète complexe sous l'apparence d'un sphinx, d'un problème dont il faut tenter de comprendre, d'approfondir, de scruter chaque élément. Et il est absolument clair que l'on ne peut en aucun cas aborder l'actuelle révolution russe avec des phrases (...) et des tirades pompeuses dans l'esprit des journalistes bourgeois qui doivent toutes leurs connaissances de la Russie (...) à deux romans de Tolstoï et qui abordent tous les problèmes sociaux des deux hémisphères avec une douce ignorance », soulignait-elle avec une ironie sarcastique.

Elle ajoutait un avertissement dénué de toute ironie avec la pleine conscience de la gravité et de la complexité de la situation politique révolutionnaire de la Russie actuelle.

Un maraudeur attardé de la révolution européenne

« Ce serait un lourd échec si la social-démocratie occidentale voulait considérer la révolution russe avec un hochement de tête indifférent à la manière de Ben Akiba et n'y voir qu'une imitation historique de ce qui a "déjà eu lieu" en Allemagne et en France. Contrairement à l'opinion de Hegel, on peut affirmer à bon droit que dans l'histoire aucun événement ne se répète deux fois. La révolution russe qui, formellement, apportera à la Russie ce que firent les révolutions de février et de mars (1848) à l'Europe occidentale et centrale il y a un demi-siècle, constitue néanmoins par elle-même un type de révolution tout à fait particulier, précisément en ce qu'elle est un maraudeur attardé de la révolution européenne », affirmait-elle en soulignant le caractère spécifique de la société russe de l'époque.

« La Russie entre sur la scène révolutionnaire du monde, ajoutait-elle, en tant que pays le plus arriéré du point de vue du développement de classe bourgeois (...). Cependant, contrairement à toutes les idées reçues, la révolution russe actuelle porte le caractère de classe prolétarien le plus net de toutes les révolutions précédentes ; elle est plus proprement prolétarienne qu'aucune des révolutions précédentes ».

Le résultat d'une infatigable

agitation socialiste

En marxiste consciente et en sociale-démocrate conséquente dans ses actes, elle met en évidence un point : « *La conjonction de la conscience de classe, de la maturité politique et de l'idéalisme s'est traduite et transformée en acte dans le soulèvement massif du prolétariat de Pétersbourg. C'est le résultat d'une infatigable agitation socialiste, ou plus exactement sociale-démocrate de longues années. Cette totalité, lorsqu'on y regarde de plus près, est gigantesque* », ajoute Rosa Luxemburg avec une satisfaction et une fierté non dissimulées avant d'expliquer :

« *La première manifestation de la masse ouvrière de Pétersbourg a projeté sur le devant de la scène divers éléments étrangers, des illusions envers le tsar, des chefs circonstanciels appartenant au passé. Comme dans toutes les grandes explosions révolutionnaires, la lave brûlante fait d'abord jaillir des profondeurs de la boue sur les bords du cratère. Mais ces éléments circonstanciels et des résidus de la vieille conception du monde sont balayés à la vitesse d'une tempête dans le feu d'une situation révolutionnaire, et au milieu d'eux, les embryons vigoureux, sains, dynamiques d'une conscience purement révolutionnaire apparaissent au grand jour, avec un idéalisme simple, héroïque, dénué de la pose et de la gesticulation théâtrale qui caractérisent les grands moments historiques proprement bourgeois. Cette simplicité est une manifestation typique et incontestable de tous les mouvements de classe du jeune prolétariat conscient* ».

Il faut souligner à cet endroit que son optimisme révolutionnaire authentique mais puissamment critique et empreint d'un très grand bon sens n'avait rien de commun avec l'idéalisme petit-bourgeois de pacotille, prétentieux, enfantin et à courte vue car détaché de la réalité politique et sociale du capitalisme, comme le soulignait Rosa Luxemburg en rappelant aux lecteurs la nature fondamentale de la révolution sociale : « *Les révolutions mises en scène et organisées de façon planifiée ou en mot "fabriquées" n'existent que dans l'imagination exubérante (...) des âmes policières des procureurs prussiens et russes ; la révolution dans son cours tempétueux se fixe des buts qui dépassent de loin toutes les attentes* », soulignait-elle en expliquant

ainsi à ses lecteurs comment ils doivent et ne doivent pas aborder les problèmes exceptionnellement complexes de la révolution sociale.

Elle ajoute dans le même sens : « *Les buts immédiats du soulèvement actuel en Russie ne vont pas au-delà de l'instauration d'un système constitutionnel démocratique bourgeois ; le résultat final de la crise qui peut durer et durera vraisemblablement encore des années avec une alternance de flux et de reflux peut même ne déboucher en fin de compte que sur une misérable Constitution* », ajoute-t-elle simplement avant de suggérer que la victoire du socialisme, point culminant de la révolution sociale, selon la théorie de Marx, représentait dans la Russie d'alors une perspective très, très lointaine.

Un coup de tonnerre dans un ciel serein

Rosa Luxemburg, dans son article, insistait avec force et sans ambages : « *Le soulèvement massif et soudain du prolétariat de Pétersbourg a été un coup de tonnerre dans un ciel serein (...) pour les crétiens sans cervelle de la camarilla des voleurs du tsarisme au pouvoir (...), pour la foule bornée et obtuse des industriels cossus. Il l'a été tout autant pour les libéraux russes (...) qui, la veille même de la révolution à Pétersbourg, traitaient le mouvement révolutionnaire comme une "catégorie abstraite" et considéraient que les miaulements libéraux et les glapissements des "personnalités haut placées" réussiraient sans le moindre doute à renverser les murs de Jéricho de l'absolutisme. Enfin, le soulèvement de Pétersbourg a été aussi un coup de tonnerre dans un ciel serein pour la couche mobile et flasque des révolutionnaires de l'intelligentsia. Vacillant comme un roseau sous le vent dans un sens puis dans l'autre, ils ont cru soit en l'influence libératrice de la bombe ou du revolver gravés de mots terrifiants, soit dans les jacqueries paysannes aveugles, ou bien encore ne croyaient en rien du tout. Passant de l'enthousiasme exaltant à l'abattement mortel, ils voltigeaient sur le sable mouvant de la révolution en passant du terrorisme au libéralisme et vice-versa, sans jamais acquiescer une foi solide dans l'action autonome du prolétariat russe.* »

Son ironie visait avant tout ici l'activité,

politiquement absurde et typiquement petite-bourgeoise et donc antiprolétarienne des prétendus « socialistes-révolutionnaires. »

Dans sa difficile activité sociale-démocrate quotidienne pratique (agitation par ses interventions publiques) et journalistique (idéologique, théorique), elle condamnait et stigmatisait toutes les opinions naïves, métaphysiques, religieuses, parareligieuses absurdes et dénuées de fondement, et les représentations mensongères du capitalisme ambiant qui en déformaient et falsifiaient la réalité politico-sociale au grand détriment du prolétariat.

Dans cet article de circonstance publié au lendemain des événements révolutionnaires sanglants de Pétersbourg du 22 janvier, Rosa Luxemburg ne pouvait guère insister que sur deux points :

D'abord, souligne-t-elle, « *la social-démocratie est aujourd'hui le seul acteur de la vie politique dans l'empire des tsars qui n'a pas été dépassé par les événements de Pétersbourg (...) et qui domine complètement la situation* ».

Ensuite, son analyse pénétrante et sa critique de la réalité sociale et politique du capitalisme en général et de la Russie en particulier aboutissent à une conclusion à ses yeux évidente :

« *Le "dogme" marxiste s'est vérifié, la social-démocratie russe, outre l'originalité étonnante des conditions sociales de la Russie (...) a su prévoir avec une précision mathématique les grandes lignes du développement capitaliste, utiliser cette prévision à l'avance dans une activité planifiée et en traduire en actes les conséquences révolutionnaires. Le "dogme" marxiste a aidé la social-démocratie russe à découvrir dans l'empire tsariste l'existence du prolétariat comme classe politique et unique combattant futur de la libération du joug capitaliste. Le même "dogme" marxiste a contraint la social-démocratie russe à défendre inlassablement contre tout un chacun les tâches de classe indépendante et la politique de classe du prolétariat russe au moment où l'on découvrait seulement l'existence physique des travailleurs en Russie à partir du seul langage sec des statistiques de l'industrie, où l'on faisait la recension des entreprises, et à obtenir pour ainsi dire la reconnaissance de l'existence réelle de chaque prolétaire mathématique à*

la suite de brûlantes discussions. »

Le gigantesque potentiel révolutionnaire d'une classe ouvrière multinationale

Ces lignes manifestent son estime et son admiration pour la social-démocratie russe, contrainte d'agir dans des conditions politiques extrêmement difficiles, et sa foi profonde dans le gigantesque potentiel révolutionnaire anticapitaliste et antitsariste d'une classe ouvrière multinationale opprimée par le régime tsariste. Cette dernière avait donné un échantillon de ce potentiel à Pétersbourg le 22 janvier 1905.

Rosa Luxemburg donnait un exemple de son optimisme et de son réalisme politique en ajoutant : « *Le 22 janvier traduit les mots en actes et montre le prolétariat russe engagé dans une révolution politique indépendante. L'esprit de Marx a livré dans les rues de Pétersbourg son premier combat pour la liberté de la Russie et tôt ou tard il remportera la victoire comme une expression irrévocable du droit naturel.* »

Pour remporter la victoire finale sur l'absolutisme tsariste, la classe ouvrière de Russie, et en particulier la classe ouvrière polonaise écrasée par le tsarisme, devront payer au cours des années suivantes un grand nombre encore de victimes sanglantes.

Ryszard Rauba

Spartakiste et communiste

Paul Frölich, *Autobiographie 1890-1921* (éditions Science Marxiste)

Paul Frölich a répondu à une demande de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam en 1935, adressée à des militants du mouvement ouvrier, de rédiger ses souvenirs. C'est seulement en 2007 qu'un exemplaire unique a été retrouvé. C'est donc ce manuscrit qui est publié pour la première fois en français.

Paul Frölich a publié en 1939 une biographie de Rosa Luxemburg qui est la meilleure à ce jour. Dans ses souvenirs, il renvoie à plusieurs reprises à ses ouvrages, ne pouvant reprendre la totalité du contexte des événements qu'il relate, comme pour les combats et la répression de janvier 1919 à Berlin (biographie de Rosa Luxemburg), la République des conseils de Bavière, le putsch de Kapp. Aussi, pour suivre son récit, est-il utile de reprendre en parallèle ses ouvrages. Son récit est interrompu en 1921 après l'action de mars. Manque de temps ou manuscrit perdu, la question se pose. Il joue un rôle important dans le Parti communiste allemand (KPD)

après 1921, puis dans l'opposition, et son témoignage aurait été précieux.

Avant 1914

Il donne d'abord une description du Parti social-démocrate (SPD) avant 1914. Ses parents, ouvriers à Leipzig, sont des militants et il baigne dès son enfance dans ce combat : « *Le parti (et très loin derrière lui le socialisme) a été le romantisme de mon enfance.* » A travers l'évocation des militants qu'il rencontre, il dresse un tableau des forces et des faiblesses de cette génération qui passe de la dure expérience de la répression au temps des lois antisocialistes au relatif confort de la période de progression des élus au Parlement et des syndicats toujours plus nombreux. Les dirigeants syndicaux exercent de plus en plus une pression sur la direction du parti pour que la lutte politique contre le régime monarchique ne vienne pas perturber le lent grignotage permettant des mesures en faveur des ouvriers. Partout cependant, une gauche qui se cherche s'exprime du

sommet à la base dans le parti. Frölich entre comme garçon de course au *Leipziger Volkszeitung*. « *Les meilleurs représentants du journalisme social-démocrate allemand étaient rassemblés comme rédacteurs et collaborateurs, Rosa Luxemburg, Franz Mehring, Parvus, Julian Karski, Gustav Jaeck, Paul Lensch, Herman Wendel, et d'autres.* » Frölich fait son apprentissage militant dans les organisations de jeunesse et a la chance d'avoir comme professeur Hermann Duncker qui sera plus tard un des dirigeants du Spartakusbund.

Il retrace le débat et les affrontements entre la gauche et la droite du parti sur le révisionnisme de Bernstein ou la polémique sur l'affaire Mehring. A cette époque, Kautsky et Rosa Luxemburg sont les deux figures emblématiques de la gauche. En 1908, Karl Radek arrive à la rédaction du journal. Frölich donne un long aperçu des tiraillements et des tensions que suscite sa personnalité, puis de l'affrontement qui oppose Rosa Luxemburg et Leo Jogiches à Radek. Pour Frölich, les accusations contre Radek n'étaient pas fondées, elles laisseront des traces profondes.

Il donne d'autres informations sur le fonctionnement du parti à Leipzig.

En 1910, Frölich part à Hambourg travailler dans un autre journal. C'est le moment où les divergences s'accroissent entre Kautsky et Rosa Luxemburg. La polémique se mène sur « la stratégie de l'usure ». A Hambourg, toute une couche de cadres syndicaux et du parti se groupe sur une ligne conservatrice, alors que les ouvriers et les jeunes sont pour la gauche, représentée désormais par Rosa Luxemburg. Puis, à la fin de 1913, Frölich est engagé par un journal de Brême, le *Bremer Bürgerzeitung*, où il travaille avec Radek, Knief et Pannekoek. Brême était alors un bastion de la gauche du SPD.

Le 4 août 1914

« *En lisant la presse du parti à la veille de la guerre (...) il ne fait aucun doute que le parti était hostile à la guerre (...). A côté de cela, il est connu que des assurances avaient été données, très à l'avance, au ministère de la Guerre, selon lesquelles la social-démocratie remplirait son devoir patriotique, ce qui bloqua l'application des décrets Bissing.* »

Ces décrets avaient été pris en secret à

la demande du général Bissing. Ils prévoyaient d'arrêter en cas de guerre tous les dirigeants du parti, y compris les députés. (C'est le même type de dispositif qui, en France, sera appliqué : le carnet B du ministère de l'Intérieur dressait la liste des militants ouvriers à arrêter en cas d'opposition à la guerre.)

Si les dirigeants du parti donnaient en secret des assurances au gouvernement, Kautsky et Adler (le centre) prenaient soin d'éviter toute initiative. Frölich, qui tient des réunions contre la guerre, avait la consigne de ne pas appeler à manifester. « *Je me suis bien souvent demandé d'où venait cette incompréhensible défaillance. Je n'ai pas pu trouver d'explication tout à fait convaincante.* »

Ce n'est qu'un peu plus tard que Lénine, lui aussi surpris par l'attitude des dirigeants du SPD, élabore dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* l'analyse de la formation d'une aristocratie ouvrière qui lie son sort à celui du système social.

Frölich, comme les autres militants de la gauche à Brême, n'arrive pas à avoir la moindre information sur ce qui se passe à la tête du parti. Une semaine plus tard, il est mobilisé ainsi que Knief. La position des dirigeants du parti est dictée par la peur de perdre les acquis, ses journaux, ses imprimeries, ses positions syndicales, « *les 20 000 existences qui en dépendaient* ». Si les jusqu'aboutistes donnent le « la », les autres suivent passivement, « *tous ces braves citoyens "internationalistes" assumaient la responsabilité du carnage de millions de gens, mais ils n'étaient pas assez brutaux et immoraux pour se rendre responsables de ce que demain par exemple les typographes et les emballeurs du parti se retrouvent sans emploi et sans salaire. Finalement, c'était l'instinct de conservation à l'état brut qui prévalait.* »

Dans l'armée il fait le constat étonnant que la masse des soldats accueille bien la propagande pacifiste et que jusqu'à l'été 1917, les officiers se désintéressent de ce que pense le simple soldat. Ce n'est donc qu'après la révolution russe que l'état-major s'inquiète de l'influence des opposants à la guerre. Cela est dû, d'une part au mépris profond qu'ont les officiers (membres de la noblesse) du soldat jugé incapable de penser et se révolter,

et d'autre part à la soumission de l'énorme machine du SPD qui semble garantir, dans l'esprit des officiers, l'obéissance de la troupe.

La lutte dans le parti

Dès 1915 se constitue le Spartakusbund. Frölich est libéré des obligations militaires en 1916 et reprend l'activité de journaliste à Brème. Il constate que des leaders de la gauche ont basculé dans le chauvinisme. Dans la rédaction du journal, la droite, le centre et la gauche cohabitent. Le rédacteur en chef, Henke, député, représente le centre, tout en cherchant à paraître radical et de gauche. Sa tactique est simple : ne pas parler de tout ce qui peut susciter l'ire des autorités. Knief et Frölich rusent pour faire passer leurs positions, profitant de ses absences lorsqu'il est au Parlement. A leur grand étonnement, ils sont soutenus massivement par les militants lorsque la droite du parti veut les mettre en accusation. C'est ainsi qu'ils parviennent à relancer un fonctionnement plus démocratique des assemblées du parti, ce qui attire à nouveau les adhérents. Brème devient un bastion de la gauche radicale. Frölich participe à la conférence de Kienthal en 1916. Il retrouve Radek, y découvre Lénine. Il fait un récit de la conférence qui cherche à être fidèle à ce qu'il ressentait alors. La délégation allemande est partagée en trois tendances : les délégués du Spartakusbund, la gauche de ce qui va devenir l'USPD, et les linksradikalen (gauche radicale) de Brème et Hambourg. Frölich se range dans la gauche de Kienthal avec les bolcheviks. Mais à la fin de 1916 il est à nouveau incorporé dans l'armée.

Le Spartakusbund et les linksradikalen ont dans un premier temps collaboré, notamment dans les journaux qui cherchaient à développer le combat contre la guerre. Mais le groupe de Brème n'obtint pas d'être reconnu comme faisant partie de la ligue Spartacus. L'hostilité de Jogiches et de Rosa Luxemburg d'avant-guerre à l'encontre de Radek perdurait. Knief était hostile à la centralisation, et donc, sur ce point, plutôt éloigné des bolcheviks et de Spartakus. Frölich ne partageait pas ce point de vue et était plus proche de Spartakus.

Les divergences de tactique furent dès lors grossies en divergence de principes.

Puis, lors de la constitution de l'USPD en 1917, les linksradikalen refusèrent l'adhésion à l'USPD. Frölich précise que Lénine n'était pas favorable à cette tactique et poussait Knief à intervenir dans l'USPD pour rester le plus possible en contact étroit avec les masses, position choisie avec beaucoup d'hésitation par le Spartakusbund. La position des linksradikalen était dictée par leur situation à Brème où ils étaient majoritaires, ce qui n'existait nulle part ailleurs. La ligue Spartacus ne pourra pourtant pas tirer profit pleinement de son choix d'être dans l'USPD, car toute sa direction sera arrêtée et l'organisation durement affaiblie par la répression. De même, à Brème, dès que les responsables des linksradikalen sont arrêtés ou envoyés au front, la direction du journal est reprise en main par le SPD, les radicaux perdent leur influence, l'USPD se développe.

On voit dans son témoignage que les positions divergentes existent dans chacune des organisations. Par ailleurs, le groupe de Hambourg, proche des radikalen, défend une position assez confuse et sera disloqué complètement en novembre 1918.

6 novembre 1918

Frölich participe à la révolution du 6 novembre à Hambourg. Alors que les ouvriers exercent le pouvoir et balayent la dictature de l'empereur, très vite les dirigeants de l'USPD reprennent le contrôle de la situation et évincent la gauche. Il cite des anecdotes qui montrent que ces dirigeants de l'USPD collaborent très étroitement avec le SPD contre la révolution. Frölich se heurte aussi à certains de ses camarades qui cherchent par des astuces à influencer le cours des événements, astuces qui les conduisent à substituer l'intrigue à la lutte politique. La confusion est grande. Ainsi, Laufenberg, qui se déclare partisan des linksradikalen, propose un Parlement collaborant avec l'assemblée des conseils, une solution acceptable par la bourgeoisie. Derrière un verbiage de gauche on reconnaît les manœuvres du SPD pour contenir et faire refluer la révolution.

Le congrès de fondation du KPD en décembre 1918 est précédé d'une conférence des linksradikalen, qui se prononce contre toute participation aux élections. Par ailleurs, Knief est très hostile à la fusion avec le Spartakusbund. Radek exige

la fusion. Frölich est violemment pris à partie par Knief. Radek finit par faire céder Knief, mais la fusion est adoptée sans enthousiasme.

Du côté du Spartakusbund, les réticences étaient également fortes de la part de Jogiches.

La position sur les élections sera l'objet d'une vive discussion. Frölich revient également sur la discussion sur les syndicats en précisant le contexte et en notant que beaucoup d'erreurs ont été faites dans l'interprétation des déclarations de Rosa Luxemburg. Il pourfend « *les plumitifs bornés qui n'écrivent pas l'histoire à partir de l'époque qu'ils traitent, mais d'après des recettes théoriques a posteriori* ».

Frölich est élu au comité central du KPD. En janvier 1919 il est à Hambourg quand le gouvernement Ebert-Noske déchaîne la contre-révolution à Berlin. Les corps francs massacrent les ouvriers et organisent l'assassinat de ses dirigeants les plus lucides, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Quand il revient à Berlin, il trouve le nouveau parti en situation difficile et dresse un portrait plein de louange de Jogiches qui assure la continuité de la direction malgré les difficultés de tous ordres. Grâce à son opiniâtreté, les assassins sont découverts, le KPD se redresse et tient debout dans la tourmente. Mais après un nouveau massacre des ouvriers de Berlin en mars, Jogiches est arrêté et abattu. Frölich lui avait conseillé de changer de domicile, ce qu'il avait refusé. C'est une nouvelle perte importante pour la direction révolutionnaire.

Il termine son récit de ces événements par une anecdote sur Paul Levi pour souligner la différence entre lui et Jogiches. Car les trois assassinats des dirigeants historiques de Spartakus vont propulser Levi à la tête du KPD et Frölich constate peu à peu que c'est une catastrophe.

« *Après la mort de Leo, la cohésion du parti a été pendant un certain temps comme déchirée.* »

Munich 1919

Frölich est envoyé par le comité central en Bavière. Il fait le récit de la prise du pouvoir par les conseils ouvriers dirigés par une coalition hétéroclite et confuse du SPD, de l'USPD, des anarchistes. Le KPD se tient à l'écart de cette proclamation sans pers-

pective claire et ses responsables (Léviné, Frölich, Lewien) sont soulagés lorsqu'elle semble se terminer dans la confusion. Mais un soulèvement spontané de la classe ouvrière conduit le KPD à se porter à la tête de la résistance aux corps francs, qui se termine par le massacre des ouvriers à Munich. Léviné est arrêté, jugé et exécuté. Frölich est exfiltré de Bavière par une organisation de jeunesse qui n'est pas au KPD. Il sera obligé par la suite de rester très longtemps dans la clandestinité, ce qui le tient un peu à l'écart des discussions du comité central. Il n'apprécie pas la démarche de Levi qui rejette sur lui la responsabilité de l'échec de Munich alors qu'il a suivi scrupuleusement ses consignes.

C'est en octobre 1919 que se tient le congrès de Heidelberg. Levi présente des principes directeurs qui prennent au dépourvu une grande partie des délégués. Selon Frölich, il a une attitude ultimatisante et autoritaire qui heurte des délégués qui n'ont pas pu discuter avant de ces positions. Son objectif est de pousser dehors ceux qui ne sont pas d'accord. Frölich est pour prendre le temps de convaincre par la discussion, mais il est pour les principes directeurs et s'incline devant la tactique de Levi qui soumet une résolution générale à adopter dès l'ouverture du congrès. Elle se termine par : « *Les membres du KPD qui ne partagent pas ces conceptions (...) doivent quitter le parti.* »

« *Ce point sema la panique dans le congrès (...). L'ensemble de la résolution adoptée, 31 pour, 18 contre, ce qui est significatif, c'est que 12 des voix exprimées étaient celles des membres du comité central. Cela signifie que la majorité des délégués non membres du comité central ont refusé l'exclusion de l'opposition.* »

Quinze des délégués exclus se représentèrent au congrès, en expliquant qu'ils étaient contre la fondation d'un nouveau parti. Seuls Wollfheim, Laufenberg et Rühle s'étaient prononcés pour et avaient quitté la ville.

« *Les conséquences des résolutions de Heidelberg ont été dévastatrices. Le district de Berlin par exemple avait douze mille membres au 1^{er} octobre 1919. Au début 1920 ce nombre était tombé à environ 800.*

« *Heureusement pour le parti, Laufenberg et Wollfheim publièrent fin novembre 1919, au moment donc où la*

crise au sein du parti approchait de son point culminant, un manifeste nationaliste qui ne pouvait qu'être une insulte pour ses propres partisans. »

En avril 1920 est fondé par l'opposition le KAPD, qui rassemble la moitié du KPD d'avant Heidelberg. Il s'effondrera très vite du fait de la politique gauchiste de ses dirigeants, mais pour Frölich, les dégâts auraient été très limités si on avait pris le temps de discuter et de convaincre les délégués du congrès d'Heidelberg. Levi a eu une attitude brutale qui a compliqué les choses.

Le putsch de Kapp (mars 1920)

Frölich est à Erfurt puis à Francfort lorsque les généraux prennent le pouvoir à Berlin. Il montre le contraste entre la base du KPD qui réagit correctement et se porte à l'avant-garde de la grève générale, et un comité central qui cafouille. Levi est en prison, Meyer n'est pas à Berlin, Bronski et Thalheimer sont les principaux responsables d'une déclaration qui condamne l'appel à la grève générale. Une polémique importante secoue le KPD. Levi, de sa prison, dénonce cette déclaration. Puis une autre polémique se développe lorsque le comité central fait une déclaration dite « d'opposition loyale » lorsque Legien propose un gouvernement ouvrier. Ces débats amènent Lénine à clarifier les problèmes (voir *La maladie infantile du communisme*).

L'Internationale et le VKPD

Frölich considère que les discussions avec la gauche de l'USPD ont été menées dans le dos du parti. Il revient sur les vingt et unes conditions d'admission à l'Internationale communiste (IC) élaborées par le deuxième congrès pour écarter les dirigeants de la droite de l'USPD (Kautsky, Hilferding,...). Il assiste au comité central où Levi fait le rapport du deuxième congrès de l'IC : « *Il en ressortait une grande amertume contre les dirigeants de Moscou. Nous étions tous à tel point abattus par ce discours qu'il n'y eut aucun débat.* » Frölich pense que Levi a pu être rebuté par le fait que Lénine cherchait à gagner par les discussions le KAPD, mais surtout qu'un incident a fait basculer son hostilité en colère rentrée, lorsqu'il a découvert que des

rapports sur le parti allemand qui ne lui étaient pas favorables étaient envoyés à Moscou.

Frölich considère que les vingt et unes conditions, justes en elles-mêmes, ont été appliquées sans discernement et de manière trop administrative. La fusion du KPD avec la gauche de l'USPD et la constitution du VKPD (Parti communiste unifié d'Allemagne), se passe plutôt bien.

Levi, cependant, s'oppose à l'attitude des envoyés de l'IC en Italie et démissionne de la direction du parti. Frölich estime qu'il cherchait un prétexte et que les désaccords avec Rakosi « *avaient réveillé en lui tout ce qui à Moscou l'avait fortement déprimé* ».

Il dresse alors un portrait de la personnalité de Levi qui montre ses talents et son intelligence politique, mais il lui manquait la qualité essentielle d'un dirigeant ouvrier, la capacité de dialogue avec les militants. « *Si je me suis attardé sur la personnalité de Paul Levi, telle qu'elle m'est apparue, c'est parce que son échec comme dirigeant appelé à la tête du parti après la mort de Rosa et de Leo a eu de graves conséquences pour l'évolution du parti communiste.* »

L'action de mars (1921)

Frölich revient sur cette initiative impulsée par les envoyés de l'IC comme Bela Kun, dans un contexte où le ministre de l'Intérieur, Severing, cherche une nouvelle fois à provoquer un affrontement armé pour décimer le VKPD. L'appel à la grève générale du VKPD tourne au fiasco en Allemagne centrale. Frölich tente d'arrêter le plan de grève de Hambourg, mais n'y parvient pas.

Cet échec amène Levi à éditer une brochure virulente qui dénonce le KPD comme putschiste et entraîne son exclusion.

La direction tente de justifier après coup cette action en bâtissant la « théorie de l'offensive ». Elle est balayée au troisième congrès de l'IC. Lénine en fait une critique sévère. Frölich est indigné de l'attitude de Radek qui cherche à esquiver ses responsabilités. Il ne comprend pas à ce moment ce que dit Lénine. Le KPD est donc une nouvelle fois fortement secoué. Clara Zetkin qui, tout en étant d'accord avec Levi sur la caractérisation politique de l'action de mars a refusé de s'en servir

pour régler des comptes, sera traitée « de façon honteuse et ordurière par Levi », selon les termes de Frölich.

« Après l'expérience que j'ai eue au troisième congrès avec Radek, je tiens pour très vraisemblable que Zinoviev et lui aient donné des instructions à Bela Kun et l'ait envoyé en Allemagne à l'insu de Lénine. »

Conclusion

Ce livre apporte des précisions sur les difficultés de la construction d'une direction révolutionnaire dans une période de convulsions révolutionnaires intenses. Certes, la révolution allemande illustre comme en négatif la nécessité de l'existence d'un parti révolutionnaire pour mener la révolution socialiste à la victoire, ce que montre en positif la révolution russe. C'est ce que notent les éditeurs. Mais on peut aller un peu plus loin dans l'analyse. Loin d'être le résultat de la marche de la lutte de classe, cette construction est un effort conscient, d'hommes et de femmes disposant d'une expérience issue des luttes antérieures. Lorsque Lénine s'adresse aux communistes allemands après les rudes coups portés à la révolution par Hindenburg et Ebert, en mars 1919, il attire leur attention sur la nécessité de tirer les leçons de la révolution russe aussi intelligemment que l'a fait la bourgeoisie allemande. Cette recommandation plusieurs fois répétée peut paraître curieuse, mais pour Lénine, le marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action. L'action est le fruit de l'analyse théorique car elle concentre tout l'acquis des luttes antérieures et de son application concrète à un moment donné. De même, Lénine compare la marche de la

révolution allemande en 1919 à la révolution russe de 1905. On oublie trop souvent que c'est la révolution russe de 1905, écrasée, qui a donné une expérience du combat contre le régime à la classe ouvrière et à la paysannerie russe. C'est aussi la génération qui a fait ses armes en 1905 qui se retrouve dans le Parti bolchevik en 1917. Les échecs de la révolution allemande ne sont donc pas rédhitoires en 1918-1921. Par contre, la difficulté de la construction d'une direction révolutionnaire pèse lourd et compromet la suite (crise révolutionnaire en 1923 notamment).

Ce témoignage confirme que les facteurs principaux des difficultés sont l'assassinat des trois dirigeants du KPD, Luxemburg, Liebknecht, Jogisches, qui étaient en mesure de transmettre l'héritage théorique en relation avec l'expérience pratique de la lutte. Frölich faisait partie de la jeune génération qui avait les moyens de se hisser à la hauteur de la tâche historique et fut mis en difficulté par la direction Levi. Certes, Levi était un dirigeant brillant qui, cadré par Rosa Luxemburg et Jogiches, aurait pu être un élément fort de la direction. Mais il s'avère très vite trop cassant et méprisant vis-à-vis des militants pour gagner leur confiance, et une direction qui n'a pas la confiance des militants ne peut avoir celle des travailleurs.

En 1921, la situation révolutionnaire est loin d'être terminée. La construction de la direction révolutionnaire en Allemagne est un élément de celle de l'Internationale et celle-ci est peu à peu détruite par la bureaucratie stalinienne après 1924, ce qui complique encore davantage les choses.

Christian Coudène

Présentation

Le troisième congrès de l'Internationale communiste se tient en juin 1921. Pour préparer son rapport, Trotsky soumet aux délégués et aux partis qui doivent en envoyer à Moscou un questionnaire détaillé dont nous publions ci-dessous la traduction inédite. Trotsky reçoit des dizaines de réponses plus ou moins précises qu'il utilise pour préparer son rapport. Les dirigeants français Frossard et Cachin ne jugent pas utile de lui répondre. D'ailleurs, pour démontrer à leur bourgeoisie leur « indépendance » vis-à-vis de Moscou, ils ne participent pas au congrès de l'Internationale. Cachin manifesterà en revanche une grande docilité et même une extrême servilité lorsqu'il s'agira non de répondre à des demandes comme celles de Trotsky mais aux injonctions de Staline ou de ses subordonnés.

Les gauchistes de l'Internationale avancent alors la théorie de l'offensive permanente tous azimuts. Au comité exécutif de l'Internationale, le 16 juin 1921, six jours avant l'ouverture du congrès, le gauchiste hongrois Bela Kun accuse Trotsky d'opportunisme. Le lendemain, Lénine admoneste Bela Kun. Trotsky, dit-il, a mille fois raisons quand il déclare que l'on ne fait pas la révolution en se contentant d'ânonner le texte de proclamation de l'Internationale, C'est en luttant contre « *les bêtises défendues par Bela Kun* » et autres, que l'on pourra « *commencer à faire la révolution (...). Voilà pourquoi j'ai considéré de mon devoir de soutenir dans le fond ce qu'a dit le camarade Trotsky* » (1).

Sous la pression de Lénine et de Trotsky, le congrès, constatant le reflux de la vague révolutionnaire en Europe, adopte la politique dite de front unique entre les communistes et les sociaux-démocrates. Trotsky résumera l'essentiel de cette politique dans un article du 18 décembre 1921. La révolution, souligne-t-il, est l'inverse d'un coup d'Etat accompli par une minorité : « *Afin d'amener le prolétariat à la conquête directe du pouvoir et de le conquérir, le Parti communiste doit s'appuyer sur la majorité écrasante de la classe ouvrière. Tant qu'il n'a pas cette majorité il doit lutter pour l'obtenir* » et, à cette fin, être totalement indépendant. Dans les conflits pour leurs intérêts vitaux, « *les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité d'action* » contre les agressions du capital. Les ouvriers réformistes sont aussi attachés que les ouvriers communistes à défendre et à améliorer leurs conditions matérielles d'existence. Là est la base de l'unité qui n'est pas réductible à une entente au sommet entre les groupes parlementaires et les directions communiste et socialiste ; elle doit prendre appui sur l'activité même de la masse des ouvriers. Les communistes qui ne comprennent pas cette nécessité « *considèrent le parti comme une association de propagande et non comme une organisation d'action de masse* ». C'est manifester une impardonnable passivité politique, car « *c'est dans l'action que les grandes masses doivent se convaincre que nous luttons mieux que d'autres, que nous voyons plus clair, que nous sommes plus courageux et plus décidés* » (2). De nombreux dirigeants communistes sont hostiles à cette politique que Trotsky s'attache à faire appliquer en France où les résistances s'expriment par l'argument : nous venons de rompre avec les réformistes et on nous invite à faire l'unité avec eux !

Lorsqu'il veut convaincre les dirigeants communistes français de la nécessité du front unique, il prend comme exemple la Commune de Paris « *qui, écrit-il, n'a été autre chose qu'un bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière groupées contre la bourgeoisie* » (3). Il propose au Parti communiste deux axes

complémentaires « *l'action dans les syndicats et par les syndicats et l'action par le front unique* » (4).

Le lendemain, il écrit à Cachin et à Frossard qui, quoiqu'invités par lettres et télégrammes insistants, ont jugé inutile de se déplacer au III^e Congrès de l'Internationale. Ils échappent ainsi à la discussion de leur politique et manifestent tapageusement à l'opinion publique officielle française leur indépendance à l'égard de Moscou. Trotsky souligne d'emblée qu'il n'a pas un point de vue « *moscovite* », c'est-à-dire ne privilégie pas les intérêts de l'Etat soviétique sur ceux des ouvriers des autres pays. D'ailleurs : « *La République soviétique russe n'est pour nous qu'un point de départ de la révolution européenne et mondiale dont les intérêts, pour nous, priment tout, dans toutes les questions importantes* ». C'est le point de vue qu'abandonnera Staline, dont Cachin sera un serviteur obséquieux. Trotsky invite Cachin ou Frossard (qui se ralliera plus tard à Pétain !) à venir discuter et conclut : « *Je vous prie d'accueillir avec bienveillance les idées que j'émetts avec une telle liberté sur la situation en France que vous connaissez, certes, mieux que moi* » (5). Ils la connaissent peut-être mieux que lui mais n'ont pas les mêmes objectifs...

Pendant les quelque vingt mois où Trotsky s'occupe du Parti communiste français, Cachin et Frossard ne répondront jamais à ses lettres. Ainsi Trotsky fera le 1^{er} décembre 1922, devant le quatrième congrès de l'Internationale, une longue liste de questions, suggestions, conseils et conclura, amer : « *Pourquoi je ne cite pas les réponses ? C'est parce qu'il n'y en a pas. On n'a jamais répondu !* » (6). Pas plus qu'au questionnaire, qui démontre abondamment que la centralisation de l'Internationale communiste à cette époque — avant que Zinoviev ne la « bolchevise » — est une centralisation purement politique et nullement administrative.

(1) Lenin, *Neizvestnye dokoumenty*, pp. 450-451.

(2) Pravda, 18 décembre 1921, Jean-Jacques Marie, *Les paroles qui ébranlèrent le monde*, pp. 250-255.

(3) *Ibid.*, p. 191.

(4) *Ibid.*, p. 223.

(5) *Ibid.*, pp. 117-119.

(6) Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France*, p. 240.

Questionnaire soumis par Trotsky aux délégués du troisième congrès de l'Internationale communiste.

Cher camarade,

Pour mon rapport au congrès de l'Internationale communiste j'ai besoin des renseignements factuels suivants et de vos jugements politiques concernant votre pays. Je vous serais très reconnaissant si vous pouviez me répondre, ne fût-ce qu'en quelques mots, aux questions suivantes :

1) Quel moment à l'issue de la guerre (année, mois) considérez-vous comme ayant été le moment le plus révolutionnaire de la situation de votre pays, c'est-à-dire le moment où le mouvement ouvrier a revêtu le caractère le plus tempétueux, où dans les rangs de la bourgeoisie a régné le plus grand désarroi, etc.

2) Considérez-vous qu'après cela s'est produit une certaine consolidation de l'Etat bourgeois ? En quoi cette consolidation s'est-elle exprimée ?

3) Considérez-vous que, si au moment le plus élevé de la crise dans votre pays, il avait existé un parti communiste fort et bien trempé, le prolétariat aurait pu prendre le pouvoir ?

4) Considérez-vous que l'essor industriel et commercial qui s'est manifesté en 1919 et dans la première moitié de 1920 a contribué à consolider la position de la bourgeoisie et son état général ?

5) Dans quelle mesure la crise commerciale s'est-elle reflétée dans votre pays et quelle influence a-t-elle produit sur l'état d'esprit des ouvriers et de la bourgeoisie ?

6) Quelle a été l'action ou le mouvement le plus puissant de la classe ouvrière

dans votre pays après la guerre (grèves, combats de rues, occupations de fabriques et d'usines, etc.) ? Considérez-vous qu'après cette action le mouvement est allé en déclinant ?

7) Quelles revendications économiques et politiques particulières ont joué le plus grand rôle dans le mouvement des masses ouvrières après la guerre ?

8) Lesquelles de ces revendications le parti communiste a avancées ou soutenues ?

9) Par rapport auxquelles de ces revendications le parti communiste avait-il des désaccords avec les opportunistes dans les organisations politiques et syndicales ?

10) Votre parti (ou organisation) a-t-il un nouveau programme ou conserve-t-il son ancien programme ?

11) A quelle vitesse croît le nombre des chômeurs dans votre pays ? Quel est leur état d'esprit ? Quelles mesures l'Etat a-t-il pris ces derniers temps contre le chômage ? Quelles revendications avance votre organisation par rapport aux chômeurs ?

12) Dans les fabriques et les disciplines de votre pays, constate-t-on ces derniers mois une augmentation de la discipline du travail, une réduction du nombre des absences au travail, une augmentation de l'intensité et de la productivité du travail par rapport à l'époque de l'immédiat après-guerre ?

Avec mon salut communiste,
29 avril 1921

A propos de la critique parue dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* du premier trimestre 2012 sur La véritable histoire du Parti communiste français

Je souhaite apporter quelques remarques à propos de la critique de mon livre parue dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* du premier trimestre 2012. Sujet toujours chaud, l'histoire du PCF et les différentes interprétations qui en sont faites méritent débat. Ne craignons pas de discuter de tout cela, non seulement pour faire progresser la connaissance historique mais aussi pour mieux comprendre les temps présents.

Quelle démarche historique ?

Il me semble de bonne dialectique de prendre en considération l'ensemble des éléments d'une période pour expliquer un phénomène politique. On ne peut, en effet, isoler un facteur historique parmi tous les facteurs existants, à moins de les ignorer. Il faut donc prendre à bras le corps les deux niveaux d'analyse, national et international. Je n'ignore donc en aucun cas une approche multifactorielle dans l'analyse que l'on peut faire du Parti communiste et des conditions de sa naissance.

Or il n'était pas dans mon propos de décrire à nouveau le mouvement communiste international, les relations entre le parti français et l'Internationale communiste (IC), toutes choses déjà largement connues. Il est vrai, du coup, que mon livre relativise le poids de « Moscou », qui n'était plus le seul responsable dans la trajectoire du Parti socialiste SFIO en 1920 (puis du Parti communiste) mais devenait coresponsable, certes important, mais « coresponsable » quand même.

Cependant, il y a presque un tabou consistant à refuser de discuter des conditions politiques françaises, hormis chez les historiens du PCF. Ceux-ci ont d'ailleurs été soupçonnés de dissimuler, du coup, les réseaux d'influence staliniens et de donner une coloration seulement nationale (nationaliste ?) à leur démarche historique. Du côté PCF, les recherches sur les liaisons PCF-URSS ont pu être aussi un tabou pour ne pas investir des terrains supposés anticommunistes.

Quelle réception du communisme ? Deux exemples opposés

On peut supposer que les informations reçues sur la révolution d'Octobre en Belgique et en France exerçaient une influence égale sur ces pays. Or les mouvements ouvriers de chacun de ces pays ont accueilli très différemment le bolchevisme. Il faut comparer la création du PC en France avec 110 000 adhérents et le PC belge ultraminoritaire à sa naissance : un peu plus de 500 membres en 1921 ! Comment comprendre ces différences de réception autrement que par l'accueil fait par le mouvement ouvrier belge, fondé sur le rejet. Ce sont à la fois les traditions ouvrières et l'investissement du nombre de militants au moment du regroupement des premiers communistes qui jouent un rôle différent dans les décisions ultérieures. Ce sont les coordonnées propres à chaque pays qui sont décisives, les communistes russes se sont « contentés » d'ouvrir la voie du regroupement international.

Pas d'acteurs français ?

Le refus de questionner le niveau national a été renforcé par l'idée fausse que la gauche de la SFIO comptait pour rien, qu'elle n'avait que quelques représentants qualifiés, une poignée d'hommes et de femmes emportés par la vague. Il a fallu attendre 2005 (1) pour que des historiens changent d'opinion et se convainquent de l'importance de la tendance de gauche de la SFIO, que ce Comité de la III^e Internationale était effectivement organisé et actif avec des milliers de membres. Il intervenait dans des fédérations importantes (Pas-de-Calais, Nord, Seine, Rhône, Bouches-du-Rhône...) et fit la pression nécessaire pour orienter la SFIO dans le camp communiste.

A l'opposé, selon la thèse spontanéiste, il y aurait eu un mouvement impétueux

(1) A la suite de mes recherches universitaires, j'ai pu démontrer que la tendance de gauche organisait autour de dix mille adhérents : *Le Comité de la III^e Internationale et les débuts du PC français (1919-1936)*, François Ferrette, Mémoire de maîtrise, 2005, Paris-I. Il n'est plus possible de croire dans le caractère ultragroupusculaire des premiers fondateurs du PCF français. Encore en 1997, Jacques Kergoat évoquait un « minuscule Comité pour la III^e Internationale » (cf. *Histoire du Parti socialiste*, Paris, La Découverte, 1997).

vers le communisme, débordant de toute part, qui aboutira finalement au congrès de Tours. Les hommes et les organisations, incapables de canaliser cet enthousiasme dans une autre direction, n'auraient pas eu d'autres choix que de l'accompagner. Cette thèse doit être relativisée car si l'attraction de la révolution russe a été réelle, elle ne doit pas jeter dans l'ombre le rôle des tendances en 1920, donc des militants, tendances qui n'ont d'ailleurs jamais été traitées avec sérieux par les historiens (2).

Ma démarche

Je voulais justement publier un ouvrage prenant un angle nouveau, considérant le mouvement ouvrier français comme un acteur réel qui participe à la marche de l'histoire. J'ai cherché à comprendre ce qu'était le mouvement ouvrier en m'immergeant dans ses controverses. Effectivement, je « renationalisais » le débat avec le risque d'être critiqué à cause d'une approche contournant l'importance du communisme russe dans la formation du parti français. Mais la dimension nationale devenait une dimension intéressante à questionner pour comprendre l'accueil fait au bolchevisme.

L'orientation politique impulsée par les communistes russes (révolution mondiale, dictature du prolétariat, soviets, nationalisation, lutte armée...) était répercutée en France (avec les difficultés de la transmission que l'on sait) avec un décalage dans le temps, discutée, reprise telle quelle mais aussi déformée, malmenée, retravaillée par les traditions politiques françaises, digérée et recyclée au goût français. Quand le PC est créé, les militants ne viennent pas vierges de toute politique mais avec armes et bagages des discussions antérieures à la création du PC. C'est cet héritage qui provoque tensions et adaptation difficile, c'est cet héritage qu'il était important d'analyser pour comprendre ce qu'était en définitive la composition politique du PC.

La difficulté des premiers communistes

Claude Willard déclarait en 1971 : « *Il nous manque, outre des monographies*

(2) Notons tout de même un début de recherches autour de Jacques Girault en 1980.

départementales, une étude quantitative et qualitative des divers thèmes, des différents arguments utilisés par les partisans et les adversaires de l'adhésion (...). Il faut reconnaître que l'histoire scientifique des origines et de la naissance du Parti communiste reste à écrire » (3). C'était bien dans le but de combler cette lacune que j'ai choisi un certain nombre de thèmes qui étaient discutés en 1919-1920, au-delà des seules vingt et une conditions sur lesquelles les historiens ont longtemps focalisé l'attention. Ces conditions n'interviennent d'ailleurs dans les discussions qu'à l'automne 1920.

Souvarine critiquait Lorient en février 1920 de ne pas assez exposer la césure qui existait entre la gauche de la SFIO et les centristes : « *Nos amis Rappoport et Lorient, dont les discours ont été excellents, n'ont cependant pas apporté ce que nous attendions précisément d'eux : la différenciation des deux fractions qui s'efforcent légitimement d'orienter le parti selon leurs vues* » (4). Jusqu'en 1922, ils seront dans l'incapacité politique de proposer un programme d'action.

Je maintiens qu'il y a bien eu « hésitation » dans la direction du Parti communiste car les membres issus du Comité de la IIIe Internationale n'avaient pas clairement définis leur programme, ils ne pouvaient faire la démonstration pratique des choix centristes, ce qui permettait à ces derniers de manœuvrer (là, il n'y a pas « hésitation »). Pire, des dirigeants du comité ont pu défendre les mêmes options que les centristes. Ainsi, en mars 1921, le traité de Versailles devait être « révisé » sans que cela ne gêne personne. La formule diplomatique du socialisme traditionnel jouait alors à plein. Il faut attendre 1923 pour que la direction du PC en demande l'abrogation. Les centristes étaient assez rusés pour user d'un langage faussement révolutionnaire, duper et endormir les anciens membres du comité et le parti sur des tâches pratiques. C'est l'absence de clivages nets qui permit aux centristes de rester maîtres à bord du parti.

(3) *La fondation du Parti communiste et la pénétration des idées léninistes en France*, compte rendu de colloque, éditions sociales, 1971.

(4) *Le Journal du peuple*, 5 février 1920.

La révolution mondiale et les rythmes politiques

Les bolcheviks voyaient au-delà de leurs frontières russes et avaient pris position pour une révolution mondiale. Ils estimaient qu'à partir du maillon faible de la chaîne impérialiste (la Russie), l'extension de la révolution sur l'arène mondiale était indispensable pour poursuivre leur propre révolution. L'échec de cette extension stopperait leurs possibilités politiques ou même créerait les conditions d'une contre-révolution. Cette thèse est juste sur le fond, mais l'enthousiasme poussait les bolcheviks à croire que « *l'histoire nous mord la nuque* » (Daniel Bensaid) et que le renversement du capitalisme était imminent. L'optimisme ne coïncidait pas avec l'hétérogénéité des rythmes politiques qui différaient d'un pays à l'autre. La révolution mondiale a buté sur les particularités nationales et, entre autres, la conscience politique interne à chaque mouvement ouvrier. Il y avait bien un écart entre le volontarisme politique et la situation objective. Cet écart sera corrigé en 1921 avec le front unique. Si nous vivons toujours le temps des guerres et des révolutions, le rythme politique national demeure un fait incontournable dans la crise du capitalisme mondialisé.

François Ferrette

Présentation

Nous reproduisons ci-après une lettre confidentielle adressée au Quai d'Orsay en 1919 par un membre de l'ambassade de France à Copenhague.

On y appréciera la qualité des informations sur ce qui se passe alors en Russie soviétique.

Peu avant, la presse française avait cité un décret (grossièrement inventé) des bolcheviks organisant... la collectivisation des femmes, que Pétain utilisera pour sa propagande antibolchevique auprès de ses officiers.

On ne saurait trop s'étonner de la qualité des informations officieuses fournies par un petit fonctionnaire de l'ambassade, alors que les gouvernements anglais et français ont décrété le blocus complet de la Russie soviétique, quand on lit ce qu'écrivent aujourd'hui des experts universels renommés dont on voit la tête tous les jours ou presque dans les médias.

Prenons l'exemple du sinistre Jacques Attali. En 2005, il a publié une biographie de Karl Marx qui a suscité l'admiration universelle des journalistes, à commencer par celle de Bernard Pivot dans *Le Journal du dimanche*. (Il est vrai que tous ces gens-là se connaissent, se fréquentent, participent aux mêmes soirées et réceptions, etc.).

On pouvait lire ainsi dans sa biographie à propos de la première révolution russe de 1905 : « Nicolas promet des élections, la liberté de la presse, le suffrage

universel et une Constitution — mais rien ne vient. A la fin de l'année, (...) la Douma (le Parlement) est dissoute. Lénine est resté en exil. »

Or Lénine est rentré d'exil le 8 novembre 1905 et ne quittera la Russie qu'à la fin de décembre 1907. Ensuite, la Douma ayant été élue en avril 1906 ne pouvait être dissoute en 1905 !

Un peu plus loin, il écrit : « *Le 27 mars 1907, en pleine émeute communiste à Berlin et à Petrograd, le gouvernement du Kaiser affrète un train blindé et assure le transfert de Lénine et de certains de ses camarades venus de Suisse jusqu'en Russie. »*

Or :

- 1) le 27 mars 1917, il n'y a aucune émeute de quelque nature que ce soit ni à Berlin ni à Petrograd.
- 2) Y eût-il eu une émeute qu'elle ne pourrait avoir été communiste puisque les bolcheviks ne prendront le nom de communistes qu'en mars 1918, qu'il n'y a pas alors un seul communiste en Allemagne, que le Parti communiste n'y sera fondé qu'à la fin de décembre 1918.
- 3) Enfin, la majorité des deux cent quatre-vingts exilés qui rentrent en Russie par l'Allemagne ne sont nullement des camarades de Lénine.

Cerise sur le gâteau, Attali affirme qu'en octobre 1917 les bolcheviks « *arrêtent les ministres siégeant alors au Palais d'Été* », alors que tout le monde ou presque sait qu'ils siégeaient au Palais d'Hiver, que les bolcheviks ont fini par prendre dans la nuit du 25 au 26 octobre.

Mais peut-être Attali a-t-il confondu Petrograd et Pékin ! On peut compter au nombre des bagatelles l'affirmation par Attali que « *le Géorgien Staline a été promu au secrétariat général du parti à la mort de Lénine* », alors qu'il a été élu secrétaire du comité central le 4 avril 1922 du vivant même de Lénine.

Ainsi le fonctionnaire de l'ambassade de Copenhague a une longue lignée d'héritiers.

COPENHAGUE, le 18 août 1919 à 17 h. 45

Reçu le 19 à 16 h.

J'ai vu aujourd'hui un autre membre de la mission de la Croix-Rouge russo-danoise en Russie, le docteur Hansen, qui a longtemps résidé à Petrograd. Il m'a confirmé les détails inquiétants donnés par le docteur Martini sur la situation de notre consul, M. Rosset et des 4 officiers français emprisonnés par les bolcheviques. Il pense qu'un échange serait possible étant donné que nous avons 60.000 Russes en France et que Mmes Skloetky et Karachan, ainsi que les sceurs de (Trotzky) sont en Europe. Il s'offre à conduire la négociation.

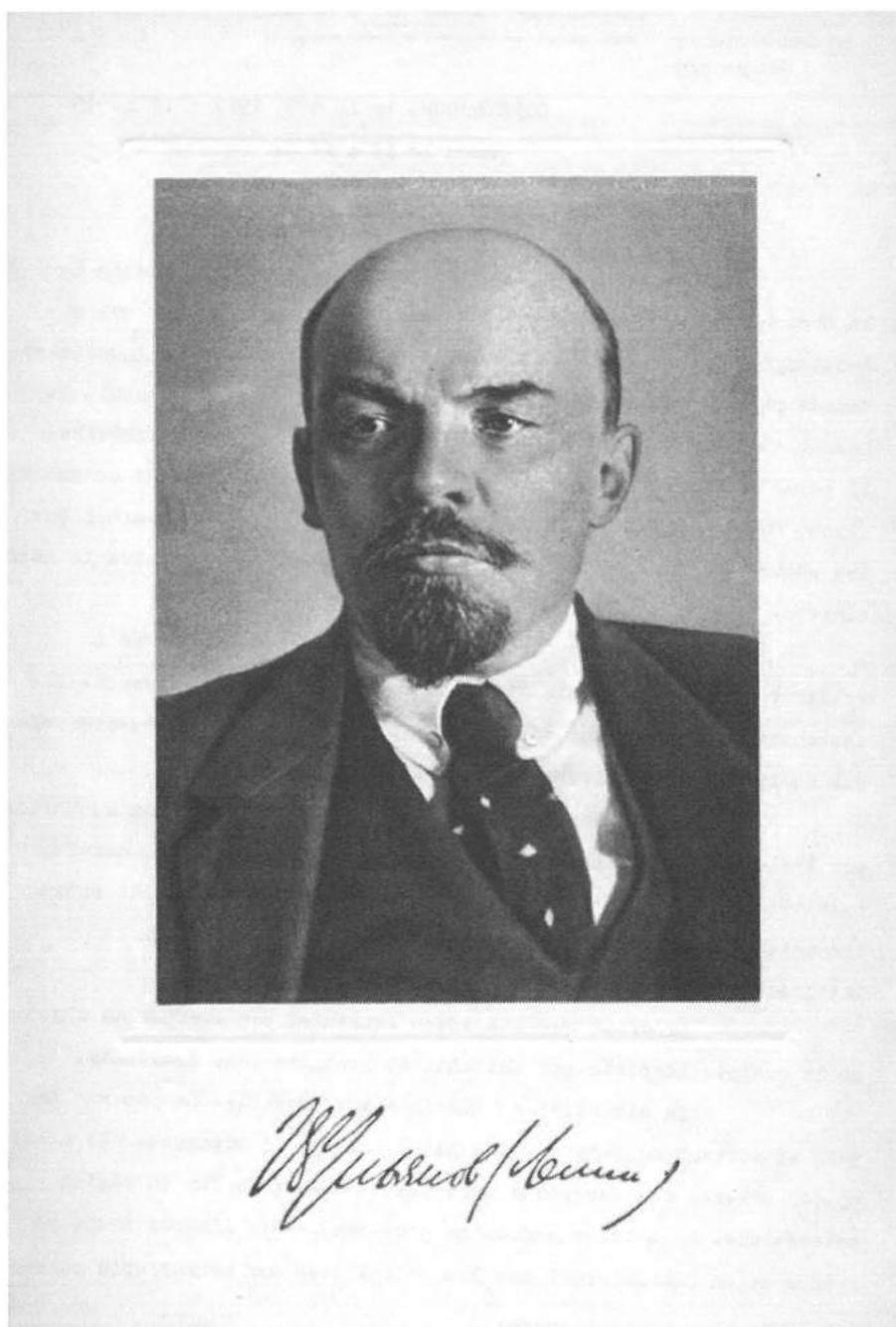
Les Bolcheviki seraient tout disposés à relâcher (ces) prisonniers si on le leur demandait directement. Ils cherchent, en effet, par tous les moyens à provoquer des excitations qui équivaldraient à leur reconnaissance par l'Europe.

Il m'a confirmé les renseignements donnés par M. Martini sur l'éloignement du pouvoir de Lénine qui, dans un livre, aurait, paraît-il, reconnu (l')écarter de ses théories. Le pouvoir est entre les mains de Peters et d'Israélites fanatiques parmi lesquels Litvineff joue actuellement un grand rôle.

Il croit que les idées exprimées par Martini au sujet de la crainte inspirée par Koltchak et Denikine sont exagérées.

La situation en Russie est effroyable. La pénurie de pain et surtout de bois va, cet hiver, amener un désastre. Une armée de 50.000 volontaires européens suffirait à amener la fin du régime bolcheviste. Le docteur Hansen ne peut comprendre l'appui donné en France et en (Angleterre) par les socialistes aux terroristes russes qui sont leurs plus mortels ennemis./.

CLAUDEL.



Présentation

Lénine relevant à peine de la maladie qui l'a cloué au lit, privé de la parole et immobilisé de la fin mai à la fin septembre 1922, apprend, à peine remis sur pied, que des communistes anglais sont à Moscou alors que les élections se préparent en Angleterre. Il demande à les voir en urgence avant de les renvoyer dans leur pays sans tarder (ils ne doivent pas rester plus de douze heures en Russie, exige-t-il) pour mettre en œuvre une tactique politique de front unique qu'il explicite de façon expéditive dans une courte lettre à Radek du 28 octobre qui ne sera publiée qu'en 1995 dans la revue *Istoritcheski Arkhiv*, n° 1 (pages 4 et 5). La longue mise sous le boisseau de la lettre est sans aucun doute due au contenu particulièrement vigoureux qu'il donne à la stratégie du front unique. Les élections qui se dérouleront le 15 novembre 1922 se traduiront par la déroute électorale du parti libéral de l'ancien Premier ministre Llyod George, qui recevra 57 sièges de députés. Les travaillistes obtiendront 142 sièges et les conservateurs 344. Mais cette arithmétique parlementaire reflète très mal la situation sociale réelle de l'Angleterre qui débouchera sur la formation, le 23 janvier 1924, d'un gouvernement du Labour Party présidé par Ramsey Mac Donald.

Une lettre inédite de Lénine

« Camarade Radek,

Vous ne vous comportez pas bien. Vous écrivez des articles de dimensions incroyables (sur Llyod George) (1). Personne ne les lit. Il faut publier de tels articles en revue, mais dans le journal, il faut des articles courts. Vous savez admirablement faire cela en cinquante lignes.

Pourquoi aujourd'hui consacrer un éditorial à Dan et Martov (2) ? Effrayant ! Effrayant ! Il aurait fallu publier cela en page 3 et en *petits caractères*. Alors tout le monde aurait lu et aurait souri. Alors que là, vous les avez portés aux nues jusqu'au ridicule. Comme éditorial, il aurait fallu publier l'un des articles voisins.

Maintenant, sur une autre question. En Angleterre, à mon avis, se livre en ce moment un combat décisif : les élections. Il faut à mon avis renvoyer en Angleterre le plus vite possible tous les Anglais qui sont venus ici. Organiser comme suit : douze heures en Russie et de retour en vitesse là-bas.

Il est archistupide de rester ne serait-ce qu'une heure de trop ici alors que là-bas il y a les élections.

Pendant ces douze heures, se mettre d'accord sur la tactique :

- 1 - pour le labour party ;
- 2 - totale liberté de langue (« *le candidat [du Labour] est une archicanaille, c'est pourquoi je suis pour lui* » « *la masse s'instruira* », etc. ;
- 3 - « *pleine liberté d'agitation* » ;
- 4 - des tracts pour la masse, courts, joyeux, archi bon marché ;
- 5 - que coûtera notre aide ?
- 6 - tous les membres de notre parti sont mobilisés : ils font du porte-à-porte, passent *toute la journée* dans la rue, etc.

Je demande que l'on m'envoie tous les Anglais qui passent ici (3).

Appelez-moi.

Votre Lénine »

(1) Dans la *Pravda*.

(2) Dan et Martov sont les deux principaux dirigeants du parti menchévique, qui ont quitté la Russie soviétique en 1920 pour le second et en 1921 pour le premier, interné pendant la révolte de Cronstadt à laquelle il n'avait d'ailleurs, bien que vivant à Petrograd, pris aucune part, et libéré peu après par la Tcheka. Voir leur biographie détaillée dans le n° 51 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

(3) Je n'ai trouvé aucune donnée permettant de savoir si Lénine a effectivement reçu des communistes anglais comme il le demandait. Il semble que non.

Cinq lettres de Romain Rolland à Staline sans réponse

La peine de mort pour les enfants de plus de 12 ans...

Le 28 juin 1935, Staline reçoit Romain Rolland au Kremlin. Romain Rolland lui conseille de prendre des mesures pour éviter les malentendus. Il affirme d'emblée :

« Vous avez eu raison en écrasant les complices du complot dont Kirov a été la victime. Mais en châtiant les comploteurs, informez le public européenne et le monde de la faute assassine des condamnés. Vous avez déporté Victor Serge pour trois ans à Orenbourg. C'était une affaire beaucoup moins sérieuse. Mais pourquoi avez-vous admis qu'elle prenne une telle dimension dans l'opinion publique en Europe ? C'est un écrivain qui écrit en français, que je ne connais pas personnellement, mais je suis l'ami de certains de ses amis. Ils m'accablent de questions sur son exil à Orenbourg et sur la manière dont on se comporte avec lui. Je suis persuadé que vous aviez des motifs

sérieux pour agir ainsi. Mais pourquoi ne pas les avoir proclamé dès le début devant le public français qui insiste sur son innocence ? En général c'est très dangereux dans le pays de l'affaire Dreyfus et de l'affaire Calas d'admettre qu'un condamné devienne le centre de l'attention. »

Et Romain Rolland ajoute un nouveau sujet d'inquiétude :

« Autre cas d'un caractère tout à fait différent : il y a peu de temps a été publiée une loi sur le châtiement des enfants criminels de plus de 12 ans. Le texte de cette loi n'est pas assez connu, et même s'il est connu il suscite de sérieux doutes. On a l'impression que la peine de mort menace ces enfants. » De fait, une loi adoptée en avril 1932 étend la peine de mort aux enfants de plus de douze ans.

Romain Rolland se hâte d'ajouter :

« Je comprends bien les motifs qui rendent nécessaire d'inspirer la peur aux irresponsables et à ceux qui veulent utiliser cette irresponsabilité. Mais le public ne le comprend pas. »

Le romancier humaniste, progressiste et « au-dessus de la mêlée » (1) veut donc aider le public à comprendre que l'on puisse couper la tête d'un enfant de 12 ans et quelques semaines. Staline va l'y aider complaisamment.

“Une visée purement pédagogique”

« Le décret d'avril 1932 a, affirme-t-il, une visée purement pédagogique. Nous voulions avec lui effrayer moins les enfants qui se comportent en hooligans que ceux qui organisent le hooliganisme chez ces enfants. Il faut avoir en vue que nous avons découvert dans nos écoles des petits groupes de dix-quinze petits garçons et petites filles qui se fixent comme objectif de tuer ou de déboucher les meilleurs élèves garçons et filles, les travailleurs de choc. Il y a eu des cas où de tels groupes de hooligans attiraient des petites filles vers des adultes, les faisaient boire et les transformaient en prostituées. Il y a eu des cas où un groupe comme ça jetait dans un puits, blessait ou terrorisait des garçons qui travaillent bien à l'école et sont des travailleurs de choc. On a découvert que ces bandes d'enfants hooligans sont organisées et dirigées par des bandits adultes (...). Le décret a été publié pour effrayer et désorganiser les bandits adultes et protéger nos enfants contre les hooligans. »

Romain Rolland ému s'étonne :

« Pourquoi ne publiez-vous pas ces faits ? Alors les raisons de la publication de ce décret seraient claires ! »

Staline rétorque :

« Pouvions-nous donner une explication en ce sens que nous avons publié ce décret à des fins pédagogiques, pour prévenir les crimes, pour effrayer les jeunes criminels ? Bien sûr nous ne le pouvions pas, car en ce cas la loi aurait perdu toute efficacité aux yeux des criminels. »

Romain Rolland opine aussitôt :

« Non bien sûr, vous ne le pouviez pas ! » Et Staline, pour rassurer définitivement l'écrivain complaisant, ment effrontément :

« Je dois pour votre information ajouter que jusqu'à ce jour il n'y a pas eu un seul cas d'application des articles les plus extrêmes de ce décret contre les enfants criminels et nous espérons ne pas l'appliquer. »

Fusillés... quoique “sans lien direct avec les meurtriers de Kirov”

Staline justifie ensuite la répression brutale après le meurtre de Kirov (1^{er} décembre 1934) en déclarant avec cynisme : « Les cent individus que nous avons fusillés n'avaient pas du point de vue juridique de lien direct avec les meurtriers de Kirov », mais ils ont déclaré aux enquêteurs : « Nous voulions et nous voulons anéantir les leaders soviétiques », donc il a fallu les fusiller. Ces cent individus étaient pourtant tous en prison donc dans l'impossibilité de passer à l'acte. Staline joue pourtant les modérés :

« Nous voudrions bien ne pas appliquer le châtimement suprême aux criminels, mais par malheur tout cela ne dépend pas de nous (...), et alors que nos amis en Europe occidentale nous recommandent le maximum de douceur avec nos ennemis, nos amis en URSS exigent la fermeté ; ils exigent par exemple que l'on fusille Zinoviev et Kamenev, qui sont les inspireurs du meurtre de Kirov. »

Affirmation parfaitement fantaisiste que Romain Rolland, peut-être impressionné par la douceur de caractère de Staline, ne conteste nullement, pas plus qu'il ne songe à demander qui sont ces mystérieux « amis » qui exigent ainsi la mort de Zinoviev et de Kamenev.

“Victor Serge ? Je ne connais pas”... mais je connais très bien

Puis Staline en vient à Victor Serge :

« Victor Serge, je ne le connais pas et je n'ai pas la possibilité de vous donner tout de suite un renseignement. »

Romain Rolland renchérit :

« Moi non plus je ne le connais pas personnellement, personnellement j'ai entendu dire qu'on le persécute pour trotskysme. » Alors la mémoire revient à Staline — et même dans le détail on va le voir — qui lui déclare :

« Ah oui, je me rappelle. Ce n'est pas simplement un trotskyste. C'est un trompeur. Ce n'est pas un homme honnête, il a creusé des sapes sous le pouvoir soviétique. Il a tenté de tromper le gouvernement soviétique, mais cela n'a pas marché. Les trotskystes ont soulevé un tapage à son propos au congrès de la défense de la culture à Paris. Le poète

(1) Titre d'un ouvrage contre la guerre publié par Romain Rolland en Suisse en 1915.

Tikhonov et l'écrivain Ilya Ehrenbourg leur ont répondu. Victor Serge vit aujourd'hui à Orenbourg en liberté et, semble-t-il, y travaille. Il n'a été soumis, bien entendu, à aucun tourment ni à aucune torture. Tout cela est du vent. Nous n'avons pas besoin de lui et nous pouvons le renvoyer en Europe à n'importe quel moment. »

Huit questions sans réponse

Nanti de ces promesses, Romain Rolland rentre en France.

Puis il n'a plus de nouvelles de Staline.

Il lui écrit le 1er octobre 1935 pour lui demander l'autorisation de publier en France le compte rendu officiel de leur conversation visée par Staline.

Il ne reçoit aucune réponse.

Il s'inquiète. Il a compris que Staline jugeait la publication du texte de leur entretien « inactuel ». Le 17 décembre 1935, il adresse à Staline une très longue lettre dans laquelle il fait la liste de huit sujets qui le préoccupent lui et l'opinion publique et sur lesquels il n'obtient pas de réponses de Staline ou plus largement des cercles officiels de l'URSS :

1 - La peine de mort pour les enfants de plus de douze ans.

2 - Le procès de Zinoviev et Kamenev accusés d'avoir organisé le meurtre de Kirov. Romain Rolland signale l'article de Trotsky dans *La Vérité*, datée du 31 octobre 1935, réclamant une commission internationale d'enquête où devraient figurer les excellents amis de l'URSS Romain Rolland, G B Shaw, etc., et soulignant que le refus de Rolland illustrerait son rôle.

3 - Il a reçu un message de Tel-Aviv dénonçant des manifestations d'antisémitisme en URSS.

4 - Il a reçu une lettre l'interpellant sur la répression, dont sont victimes les doukhobors (2) en URSS pour leurs convictions.

5 - Un groupe d'antifascistes italiens lui a écrit pour dénoncer la livraison par l'URSS à la police de Mussolini de l'antifasciste Pettrini réfugié en URSS.

6 - Il a été interpellé sur un procès de prêtres polonais tenu à Moscou

7 - « *Septièmement, on a ressorti Makhno de sa fosse (sic !) (...). On répète que Makhno était un héros, quasiment un saint qui s'est sacrifié pour le peuple, qu'il n'a*

jamais été antisémite et a été la victime de la calomnie des bolcheviks. »

7 - « *Huitièmement, la femme de Trotsky envoie de tous côtés des lettres circulaires sur son fils Serge, professeur à l'Institut technologique de Moscou, que l'on a arrêté il y a peu de temps, ainsi que sa femme. Elle assure qu'ils sont totalement innocents et leur condamnation est seulement un acte de vengeance contre leur père. Là aussi il faudrait avoir la possibilité de répondre par des faits » (souligné par moi) (3).*

Romain Rolland se désespère. Il devrait y avoir à Paris un « centre d'information » permettant à tous les « amis de l'URSS » comme lui de répondre à toutes ces questions. Car, ajoute-t-il, « nous, vos amis, nous sommes tout à fait sans défense ».

Staline ne répond pas à sa lettre.

Trois interventions sans réponse...

Le 18 mars 1937, informé de l'arrestation de Boukharine, Romain Rolland écrit à Staline pour lui demander de sauver la vie de Boukharine, qui est son ami. Staline ne lui répond pas.

Le 4 août 1937, ayant appris l'arrestation d'Arossev, ancien président de l'organisme chargé des voyages des touristes éminents en URSS... et traducteur de l'entretien Staline-Romain Rolland de juin 1935, il écrit pour prendre la défense d'Arossev à Staline... qui ne lui répond pas.

Le 16 septembre 1937, ayant appris l'arrestation du professeur d'épidémiologie Gartokh, son ami, il écrit à Staline pour prendre sa défense ; Staline ne lui répond toujours pas. Il pense manifestement qu'il est inutile de se fatiguer avec cet humaniste si complaisant et si servile...

Jean-Jacques Marie

L'entretien de Romain Rolland et de Staline a été publié dans la revue *Istotchnik*, n° 1, 1996, pp. 142-149.

Les lettres sans réponse de Romain Rolland à Staline ont été publiées dans le numéro 2 (1996) de la même revue, pp. 122-129.

(3) On m'excusera de renvoyer sur l'arrestation et le sort tragique de Serge Sedov, le second fils de Trotsky, resté en URSS, à mon petit livre : *Le fils oublié de Trotsky* (Le Seuil).

(2) Secte religieuse non violente.

La guerre d'Algérie La SFIO, le PCF et l'Algérie...

Au lendemain de la Première Guerre mondiale et après la scission qui donne naissance en décembre 1920 au PCF (Section française de l'Internationale communiste), la Section française de l'Internationale ouvrière (socialiste, SFIO) s'affirme favorable à la défense de l'ordre colonial. Gangrenée par le chauvinisme de l'union sacrée, la SFIO abandonne la position anticolonialiste développée par Jaurès dans les dix dernières années de sa vie. Ainsi Jaurès (avec Lénine) avait victorieusement combattu en 1907 au congrès de la Deuxième Internationale une motion procolonialiste proposée par le hollandais Van Kol, porte-parole en réalité de la direction des sociaux-démocrates allemands.

La politique procolonialiste de la SFIO se traduit brutalement et vite dès que le gouvernement Blum de Front populaire est formé en juin 1936. Dès janvier 1937, il dissout l'organisation nationaliste algérienne

fondée par Messali Hadj, l'Etoile nord-africaine, signataire pourtant du programme du Front populaire ! Messali Hadj le reconstituera sous le nom de Parti du peuple algérien (PPA). Le ministre SFIO des Colonies, Marius Moutet, traduira de façon particulièrement crue le colonialisme de la SFIO en déclarant devant le Conseil supérieur des colonies le 19 mars 1938, avec un cynisme tranquille : « *C'est dans un paysannat indigène rénové que notre armée pourra vraiment trouver un recrutement sain qui n'apportera pas de trouble social. (...) Nous ne pouvons pas avoir de troupes sûres si celles-ci sont tirées d'un paysannat débile, anarchique et prolétarisé* » (1). Difficile d'affirmer plus nettement que les colonisés doivent servir de chair à canon, pour les besoins militaires des colonisateurs...

Pendant ses premières années, le PCF se situe dans le droit fil de la politique anticolonialiste de l'Internationale com-

(1) François Lafon, *Guy Mollet*, Fayard, p. 534.

muniste. Ainsi soutient-il l'indépendance du Maroc lors du soulèvement de 1925. Mais la stalinisation du PCF puis la politique de front populaire instaurée à partir de 1935, et qui proclame la défense de la propriété privée et des institutions de l'Etat bourgeois, rompent avec cette tradition et transforment le PCF en défenseur de l'ordre colonial français. Ainsi, en 1938, Maurice Thorez affirme-t-il qu'il faut défendre la Tunisie... contre les appétits prédateurs du fasciste Mussolini.

Le 8 mai 1945, les Algériens militants du Parti populaire algérien (PPA) interdit manifestent dans plusieurs villes pour l'indépendance de leur pays. A Alger, la police tire sur eux. Dès que la nouvelle parvient à Sétif, toute la ville s'insurge. La répression est féroce. L'aviation, dont le ministre est Charles Tillon, dirigeant du PCF, mitraille les révoltés.

Les morts se comptent par milliers.

Le PCF se déchaîne contre les manifestants massacrés. Utilisant l'apparente similitude entre le nom du PPA et le parti fasciste de Doriot (PPF, Parti du peuple français), l'hebdomadaire du PC algérien (PCA), *Liberté*, daté du 12 mai 1945, dénonce « *les provocateurs à gage hitlériens du PPA et du PPF* ». Ce même jour, le comité central du PCF exige de « *châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte* » (2). Une délégation commune du PCF et du PCA est reçue le même jour au siège du gouvernement général à Alger. Le secrétaire du PCA demande de « *passer par les armes les instigateurs de la révolte* » (3).

Un mois après le massacre de Sétif, Maurice Thorez déclare au X^e Congrès du Parti communiste français : « *Nous manquons de viande, l'Algérie pourrait nous fournir un million de moutons chaque année (...). Les populations d'Afrique du Nord savent que leur intérêt est dans leur union avec le peuple de France* » (4). Ainsi l'Algérie devrait être le fournisseur en viande de la France coloniale dans une admirable union entre le colonisateur et le colonisé.

Le PCF développe au cours des quinze années suivantes une politique définie par une brochure d'Etienne Fajon : pour une Union française renouée, donc pour la défense et le maintien de l'empire colonial français. Un appel du comité central du PCF

du 3 mai 1947 déclare : « *L'intérêt de la France exige qu'il soit mis un terme à la politique de force qui aboutirait à la dislocation de l'Union française au profit de certains impérialismes. La cohésion de l'Union française ne peut être assurée que par l'application des principes de la Constitution* » (5). Bref pour un colonialisme démocratisé... Le même numéro des *Cahiers du communisme* de mai 1947 qui publie cet appel contient un long article de Raymond Barbé dont le dernier sous-titre réclame « *une véritable politique de l'Union française* ».

Défendre l'Algérie... contre le militarisme allemand !

Au lendemain de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954 en Algérie, la politique des deux organisations qui dirigent (surtout le PCF) la majorité de la classe ouvrière française se situe dans le droit fil de leur position antérieure. Les *Cahiers du communisme* de novembre-décembre 1954 publient une longue déclaration, datée du 8 novembre, sur la guerre qui vient de commencer. Certes, la déclaration commence par dénoncer la répression :

« *Plusieurs régions sont mises en état de siège, des villages entiers sont ratissés, des organisations dissoutes, des centaines d'hommes emprisonnés, des journaux démocratiques saisis ou suspendus. Les colonialistes et la presse à leur service poussent à une répression sans cesse accrue. Une telle situation préoccupe à juste titre la classe ouvrière et l'ensemble des Français.*

Le Parti communiste français souligne que les événements qui se déroulent actuellement en Algérie résultent essentiellement du refus opposé par les gouvernements français aux revendications nationales de l'immense majorité des Algériens, ce refus s'ajoutant à une misère généralisée et croissante, conséquence directe du régime colonial qui sévit dans ce pays.

En prétendant nier l'existence en Algérie de problèmes politiques de caractère national, en s'obstinant à camoufler le ré-

(2) *Cent regards sur le siècle*, éditions Informations ouvrières, p. 245.

(3) *Ibid.*, p. 245.

(4) *Ibid.*, p. 245.

(5) *Cahiers du communisme*, mai 1947.

gime colonial sous le vocable de "trois gouvernements français", le gouvernement tourne le dos à la réalité algérienne et notamment à la volonté de tout un peuple de vivre libre et de gérer démocratiquement ses propres affaires. »

Fort bien, est-on tenté de dire, mais deux des paragraphes qui suivent corrigent brutalement ces affirmations générales en condamnant l'insurrection... et le militarisme allemand !

Contre "l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain" !

« Fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti communiste français qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu de spires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits (...).

Les travailleurs, les démocrates, les patriotes français s'opposeront d'autant plus vigoureusement à la politique féroce-ment colonialiste pratiquée en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord qu'elle est étroitement liée à la politique de renaissance du militarisme allemand. Elle tend en effet à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain (souligné par moi) suivant les projets d'industries franco-allemands en Afrique du Nord et au Sahara, annoncées par le président du Conseil. Elle en est par cela même plus néfaste encore et plus contraire à l'intérêt français et à la cause de la paix. »

Dans les Cahiers du communisme de juillet-août 1955, un certain Georges Thévenin porte un jugement pour le moins sévère sur le nationalisme algérien, donc se prononce contre l'aspiration à l'indépendance. « Au cours de la dernière période, et dans plusieurs endroits, des travailleurs algériens ont reçu certains mots d'ordre les incitant à des formes d'action pour le moins aventuristes (...). Il est également un fait que les communistes ne doivent jamais oublier. Dans leur majorité ces hommes sont encore sous l'emprise de l'idéologie nationaliste (souligné par moi). S'il est vrai que certains dirigeants en utilisant l'idéologie nationaliste de ces travailleurs tentent de les entraîner parfois à des actions

inconsidérées ou de les dresser contre la classe ouvrière française, les communistes se rappelleront constamment que même trompés, ces travailleurs sont dans leur quasi-totalité des patriotes ardents. »

Des patriotes de quoi... si leur idéologie nationaliste est nocive et doit être combattue, pas des patriotes nationalistes algériens... des patriotes français bien entendu, des patriotes du colonialisme qui les asservit !

Dans *L'Humanité*, daté du 11 octobre 1955, Maurice Thorez écrit : « La négociation avec les représentants qualifiés des peuples du Maroc et de l'Algérie, l'entente amiable, c'est pour ces deux pays, comme pour la Tunisie, la seule façon de régler les questions posées par l'histoire. C'est le seul moyen de rassembler dans l'Union française les peuples que le développement antérieur avait assujettis à l'impérialisme français et qui revendiquent aujourd'hui, avec l'appui des ouvriers et autres démocrates de France, la liberté et l'indépendance nationale ; le droit au divorce ne s'identifie pas avec l'obligation du divorce. Tous les peuples de l'Union française, y compris le peuple algérien, doivent être maîtres de régler eux-mêmes leurs destinées. »

Dans la campagne électorale de l'hiver 1955, Guy Mollet dénonce dans la guerre menée en Algérie contre les insurgés « une guerre injuste et imbécile ». Le 23 décembre 1955, Thorez déclare à la radio qu'il propose aux « socialistes et autres groupes de gauche » de former au lendemain des élections « un gouvernement qui appliquera les solutions de négociation et de conciliation en Afrique et travaillera à créer une véritable Union française » (6). Quelques jours plus tard, le rejet de la guerre d'Algérie par la masse de la population laborieuse donne au Front républicain formé autour de la SFIO et au PCF une confortable victoire aux élections législatives (7).

(6) Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, Maspero, p. 214.

(7) Rappelons que le PCF ne faisait pas partie du Front républicain qui comprenait, entre autres, les (prétendus) républicains (prétextuellement) sociaux de Chaban-Delmas. Guy Mollet reprenait alors la formule d'un député SFIO du Nord dont le nom m'échappe : « Le Parti communiste n'est pas à gauche, il est à l'Est. »

L'Union française est un vrai leitmotiv du PCF à cette époque. *Les Cahiers du communisme* de janvier-février 1956 publie un article du responsable des affaires coloniales du PCF intitulé : « *Pour une véritable Union française.* » Il met les points sur les i en affirmant :

« *Le Parti communiste français s'est toujours efforcé depuis trente années* » de promouvoir le « *droit des peuples coloniaux à la libre disposition, ce droit allant jusqu'à la possibilité de la séparation d'avec la métropole (...). Est-ce que l'application de ce droit aboutit forcément à la séparation ? Pas du tout* (souligné par moi). »

« Pas du tout », on ne saurait être plus clair !

Quand Cachin donne le "la" !

Nul ne sera étonné que le vieux social-patriote Marcel Cachin donne la forme la plus achevée de cette politique. Dans son discours prononcé à la séance inaugurale du nouveau Parlement le 19 janvier 1956, discours reproduit dans *L'Humanité*, daté du 20 janvier, sans la moindre réserve (et pour cause, car nul ne saurait imaginer un instant que chaque ligne de ce discours n'ait pas été validée par le secrétariat du PCF), il demande le respect du texte de la Constitution votée le 30 septembre 1956 et donne lecture des articles dont il réclame ainsi la stricte application :

« *La France forme avec les peuples d'outre-mer une union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.*

L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun et coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.

Fidèle à sa mission civilisatrice, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires. Ecartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus. »

Ces lignes sont une justification cynique de la colonisation...

Le vote de l'investiture du gouvernement Mollet et des pouvoirs spéciaux pour la guerre

Le 31 janvier 1956, le groupe parlementaire du PCF vote l'investiture au gouvernement Mollet. Duclos déclare possible de créer les conditions « *permettant sur la base des revendications nationales du peuple algérien, d'en faire un ami et un allié de la France au sein d'une véritable Union française* » (8). Le 12 mars, le gouvernement Guy Mollet soumet à l'Assemblée nationale un texte de loi lui accordant les pouvoirs spéciaux « *l'habilitant à prendre toutes les mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde.* » Le biographe de Guy Mollet, François Lafon, souligne : « *Il ne s'agissait de rien d'autre que de la suspension des libertés publiques ou individuelles, le tout visant à intensifier l'action militaire. Notamment le fonctionnement de la justice se trouvait bouleversé par le transfert des conséquences civiles aux militaires.* » Il ajoute : « *Le vote des pouvoirs spéciaux entraîna la suite : rappel des réservistes, envoi du contingent, prolongation de la durée du service militaire, autant de mesures qui permirent le stationnement permanent d'au moins 400 000 hommes en Algérie* » (9). Bref, l'extension sans limites de la guerre. Le groupe parlementaire communiste unanime vote ces pouvoirs spéciaux et apporte donc sa pierre au développement de la répression brutale contre le peuple algérien.

Le 15 mars, en application des pouvoirs spéciaux, le gouvernement envoie des renforts en Algérie. Le même jour, le groupe du PCF au Sénat vote les pouvoirs spéciaux. Si le 12 mars 1956 Jacques Duclos prononce pour la première fois la formule nouvelle de « *fait national algérien* » (10), ce dernier dans sa bouche comprend clairement l'ensemble de ceux qui sont installés sur le sol de l'Algérie : les colonisateurs et les colonisés, les expropriateurs et les expropriés.

(8) Jacob Moneta, *op. cit.*, p. 215.

(9) François Lafon, *op. cit.*, pp. 520-521.

(10) *Cahiers du communisme*, avril 1956.

En mai 1956, des milliers de soldats du contingent rappelés en Algérie tentent de s'opposer à leur envoi en Algérie. En de nombreux endroits ils bloquent les trains et des manifestations populaires de soutien éclatent dans plusieurs villes. Que la SFIO au gouvernement ait tout fait pour les étrangler, rien de plus logique ! Mais le PCF, alors puissant, n'apporte pas le moindre soutien au mouvement, ne fait rien pour l'étendre et lui interdit de trouver la jonction avec une population laborieuse dans sa large majorité hostile à la guerre en Algérie. Les rappelés, ainsi isolés, doivent partir, la rage au cœur, « pacifier » l'Algérie. C'est alors que l'ancien gouverneur de l'Algérie, où il s'était distingué, entre autres, en trafiquant honteusement les votes par un bourrage des urnes digne des républiques bananières, le socialiste Marcel-Edmond Naegelen, exige « une justice expéditive » (11).

Pendant les trois années qui suivent, le PCF limite sa politique sur cette question au double mot d'ordre de négociations avec le FLN et le gouvernement provisoire algérien créé par lui, et de « paix en Algérie ».

Et encore l'Allemagne, plus les Américains !

En février 1957, Jacques Duclos, dans *Les Cahiers du communisme*, affirme : « Le pseudo-patriotisme dont le gouvernement se pare, pour tenter de justifier sa politique de guerre en Algérie, se traduit sur le plan européen par une trahison ouverte des intérêts de la France au profit de l'Allemagne occidentale, trahison qui trouve en ce moment la plus symbolique dans la désignation du général hitlérien Speidel au commandement centre Europe de l'Otan. »

La résolution du comité central réuni à Ivry les 14 et 15 février, reproduite dans les *Cahiers du communisme* de mars 1957, condamne la politique du gouvernement Guy Mollet en Algérie car « elle fait le jeu des impérialistes américains, dont la "doctrine Eisenhower" tend à étouffer les mouvements de libération nationale et à substituer leur domination à celle des Anglais et des Français dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord. »

La même ligne s'exprime dans la résolution du comité central des 16-17 septembre 1957, reproduite dans les *Cahiers du communisme* d'octobre 1957. On y lit : « La guerre, en se prolongeant, fait le jeu des milliardaires américains. Rappelons, nous, Français, la tragique leçon d'Indochine (...). Elle fait aussi le jeu des militaristes revanchards d'Allemagne occidentale qui n'ont jamais renoncé à affaiblir la France. (...) Les défaitistes sont ceux qui par l'"Eurafrique" veulent incorporer l'Afrique dans les plans stratégiques des militaristes américains. »

La SFIO, sous la houlette du gouverneur général Robert Lacoste et de Guy Mollet, prolonge jusqu'au bout sa politique de défense de l'Algérie française au prix de centaines de milliers de morts. Sa politique débouche sur la liquidation de la Quatrième République parlementaire, sur le coup d'Etat d'Alger et sur l'arrivée au pouvoir de De Gaulle qui instaure une Constitution antidémocratique. Petit détail de cette histoire : en février 1958, le bureau des Jeunesses socialistes SFIO de la Seine, composé uniquement de partisans de Marcéau Pivert, qui viennent de remporter les élections avec plus de 90 % des voix en menant campagne contre la politique algérienne de Lacoste-Mollet-Lejeune, organisent une réunion commune avec les Jeunesses communistes de la Seine et de la Seine-et-Oise. Après trois heures de discussion, ils adoptent une résolution commune envoyée à la presse et qui affirme : « Les JS SFIO de la Seine, les JC de la Seine et de la Seine-et-Oise réunis le 7 février 1958 à Paris exigent :

- le retrait immédiat des troupes françaises d'Algérie,
- le retrait immédiat des troupes soviétiques de Hongrie. »

Le lendemain, le bureau des JS de la Seine est dissous et tous ses membres exclus. Le secrétaire des JC de la Seine est promu et devient permanent, celui de la Seine-et-Oise exclu. Ce dernier paye, bien entendu, non pour l'Algérie mais pour la Hongrie.

Il faut attendre plus d'un an après le putsch d'Alger et l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle pour que le PCF avance le mot d'ordre d'indépendance dans une déclaration du bureau politique du 7 septembre 1959 publiée dans les *Cahiers du*

(11) François Lafon, *op. cit.*, p. 547.

communisme d'octobre 1959 : « Il convient de répudier définitivement toute visée coloniale et d'établir avec les pays ainsi libérés, en particulier avec l'Algérie, des rapports nouveaux, basés sur la franche reconnaissance de l'indépendance, sur l'égalité des droits et des avantages mutuels. »

Dans les faits, le PCF va limiter son intervention dans le cadre défini par de Gaulle un mois plus tard, celui de « l'autodétermination », par lequel de Gaulle voudrait brider la revendication d'indépendance nationale en tentant de maintenir une forme de subordination de l'Algérie à l'impérialisme français. Maurice Thorez écrit alors :

« Constatant l'échec de la "pacification", le général de Gaulle a reconnu le droit du peuple algérien à l'autodétermination (...). Il reste donc à continuer sans désespérer l'action nécessaire pour imposer l'ouverture rapide des pourparlers de paix et pour transformer en réalité le droit d'autodétermination désormais reconnu au peuple algérien » (12).

Mais les *Cahiers du communisme* de novembre 1959 publient une résolution du comité central du PCF qui marque un recul. Elle est, en effet, intitulée : « Pour la détente internationale et la paix en Algérie » (et pas : « Pour l'indépendance de l'Algérie »). Le début du texte permet aisément de comprendre pourquoi. On y lit : « Un tournant s'est amorcé dans la situation internationale qui peut conduire à une

détente réelle, à la coexistence pacifique entre tous les pays, quel que soit leur régime social. En particulier, le voyage du camarade Khrouchtchev aux Etats-Unis et ses rencontres avec le président Eisenhower ont contribué à développer grandement la tendance en faveur de la détente internationale. Cette détente qu'avait analysée le XV^e Congrès de notre parti ne peut plus être ignorée par de Gaulle et son gouvernement. Chaque Français s'est réjoui de l'invitation faite au camarade Khrouchtchev à venir prochainement en France. »

Il ne faut donc surtout pas gêner la venue de Khrouchtchev. Reçu en France par de Gaulle en mars 1960, Khrouchtchev se hâtera de déclarer au général que l'URSS n'a pas reconnu le Gouvernement provisoire en exil formé par le FLN en précisant : « Nous n'avons pas de contact régulier avec lui, mais des contacts intermittents avec des membres de ce gouvernement, comme il s'intitule lui-même. » Et il affirme que la question algérienne peut être résolue sur la base de la déclaration de De Gaulle de septembre 1959. Ce dernier enregistre, satisfait, et ajoute avec son mépris poseur qui suscite l'admiration de certains gogos : « Il n'y a jamais eu d'Etat en Algérie, seulement une sorte de poussière humaine originale » (13). D'après le procès-verbal de la conversation, Khrouchtchev ne conteste pas. Le peuple algérien, lui, démentira de Gaulle.

Marc Teulin

(12) *Cahiers du communisme*, novembre 1959.

(13) Jean-Jacques Marie, *Khrouchtchev ou la réforme impossible*, Payot, p. 388.

Présentation

En ce cinquantième anniversaire de la guerre d'Algérie, les récits des événements correspondent trop souvent à une vérité officielle ou officieuse qui, entre autres, amoindrit voire falsifie l'action de Messali Hadj et de son organisation le MNA. Pour compléter ou corriger ces versions nous reproduisons ci-après des extraits du reportage effectué en 1958 — et publié à cette époque en Belgique — par un journaliste belge sur un maquis messaliste dans le Sud algérien. Ce reportage est d'autant plus intéressant qu'il est régulièrement affirmé un peu partout que les maquis messalistes avaient été liquidés dès 1956. Les documents photographiques publiés sont ceux de la brochure publiée par ce journaliste. La carte du territoire que ce maquis dit contrôler a été établie sous sa responsabilité et nous n'avons pas la possibilité de vérifier son degré de véracité.



Ahmed Chamah est le chef du secteur de Bou Saâda de l'armée M.N.A. d'Algérie centrale



Un groupe de fellagha brandit un journal sur lequel figure la photo du vieux leader nationaliste Messali Hadj, qu'ils reconnaissent comme leur seul chef politique.



Entourée d'un pointillé, la zone d'opération de l'armée d'Algérie centrale, telle qu'elle a été délimitée par les chefs rebelles eux-mêmes.



André Louis

Bivouac avec les fellagha

Extraits

Abdallah Selmy, chef de bataillon

(...) Nous continuons à pied, longuement, péniblement. Tout à coup, derrière un rocher, apparaît un homme, assis sur un baudet. Il porte la très « civile » gandourah blanche et un turban blanc. On dirait un pasteur ou un innocent Bédouin. Toutefois, je vois dépasser de la pacifique gandourah l'acier du canon d'un fusil. Nul doute, c'est une sentinelle.

Bachir s'entretient un instant avec lui. Nous poursuivons notre chemin et découvrons finalement une petite maison adossée aux rochers.

« *C'est ici, me dit Bachir, ils vous attendent.* »

Sur le seuil apparaît un homme en costume de combat, coiffé d'un « chapeau colonial », entouré de quelques moudjahidine armés de fusils. Il est mince, musclé, un fin sourire anime son visage qu'une petite moustache marque d'un point d'ironie. Des cheveux longs et bouclés lui tombent dans la nuque. Bien qu'il ne s'exprime

que malaisément en français, il a un air étonnamment « occidental » : mi Errol Flynn, mi Fidel Castro. Il se présente : « *Abdallah Selmy, chef de bataillon.* »

Premier contact autour du mouton rôti...

La maison dans laquelle nous entrons présente des traces d'abandon. Les murs, malgré certaines lézardes, sont encore solides, mais le toit est défoncé par endroits. Il y règne néanmoins une pénombre accueillante, contrastant heureusement avec l'écrasement que le soleil vient de me faire subir.

Un quart d'heure après mon arrivée, de nouvelles têtes apparaissent dans l'encadrement de la porte : Ahmed Chamah, responsable du secteur de Bou Saâda, et Abdelkader Mahmoudi, commissaire politique, accompagnés eux aussi d'un certain nombre de fellagha.

Abdallah propose que nous mangions avant de commencer les entretiens. Ses hommes ont préparé deux méchoui, mou-

tons rôtis sur un feu de bois. J'accepte avec d'autant plus de plaisir que la faim est devenue presque insupportable. Les deux moutons sont présentés sur une toile posée à même le sol. Deux groupes se forment. Je sors mon canif et je taille allègrement dans la chair succulente de l'animal. Un gobellet circule ensuite, plein de l'eau qu'un moudjahid vient de faire jaillir d'une outre en peau de chèvre. Le goût de l'eau m'étonne et m'inquiète.

« *C'est normal, me dit-on, vous n'avez pas l'habitude. L'eau est toujours légèrement salée dans la région.* »

Après le repas, nous nous installons en cercle pour discuter. Je suis frappé de voir qu'à aucun moment les fellagha ne déposent leurs armes. Ni pour manger ni pour parler. Les visages, qui étaient fermés, défiants au début, se détendent. Parfois, l'un ou l'autre esquisse un sourire.

On me demande d'expliquer à quel journal j'appartiens. Je donne tous les détails possibles. A mesure que je parle, Abdelkader Mahmoudi traduit en arabe mes propos. Venu pour interroger ces hommes, je suis amené à les informer sur l'état de l'opinion mondiale à l'égard du problème algérien.

« *Nous avons des journaux, disent-ils, mais avec un certain retard, et toujours des journaux français. Nous écoutons la radio. C'est mieux, mais cela ne suffit pas...* »

Je leur dis que dans l'ensemble l'opinion mondiale se montre compréhensive à l'égard du nationalisme algérien, et que l'on souhaite une solution.

« *Parle-t-on beaucoup du MNA ?, demandent-ils.*

— *Dans l'ensemble, moins que du FLN.*

— *Bien sûr, disent-ils, nous n'avons pas l'appui diplomatique du Caire, de Tunis, de Rabat, de Moscou. Nous ne disposons pas de l'appui secret d'une partie de la gauche française. Nous sommes trop algériens au gré de tout le monde. Lorsque nous faisons un coup d'éclat contre les troupes françaises, les communiqués militaires parlent pudiquement de "rebelle", à moins qu'ils n'attribuent froidement la paternité de nos actions au FLN. Cela semble partir d'une conspiration du silence tout à fait délibérée. Peut-on être à ce point ignorant des réalités algériennes ?* »

Je photographie...

Je profite du tour que prend la conversation pour demander l'autorisation de prendre des photos.

« *C'est nécessaire, dis-je, car sans photos on croira difficilement que je vous ai rencontrés réellement. D'autre part, cela ajoute beaucoup à la valeur du témoignage que je puis emporter dans mon pays.* »

Ma demande donne lieu à un conciliabule entre les trois chefs. Finalement, le responsable du secteur me fait un signe affirmatif de la tête, et Mahmoudi me dit que je pourrai prendre autant de photos que je le désire.

« *Vous comprenez, dit-il, cela n'a aucune importance pour nous. Nos têtes sont affichées au commissariat de police de Bou Saâda. Nous sommes connus, et le fait que vous publiez nos visages ne peut comporter pour nous aucun inconvénient...* »

Nous sortons et je prends une première série de photos.

Un moudjahid glisse un mot dans l'oreille d'Abdallah Selmy. Il veut qu'on le photographie avec le drapeau national algérien. Je suis d'accord. Le drapeau est extrait d'une chaussette qui lui sert d'étui et fixé ensuite au canon d'un fusil. Un petit groupe de fellagha rend les honneurs pendant que je prends de nombreuses photos.

Nous nous battons pour l'Algérie

Nous rentrons à nouveau, et je commence à mon tour l'interrogatoire. C'est Abdelkader Mahmoudi qui mène la conversation du côté fellagha. Il traduit en arabe mes questions, et formule en français les réponses qui font chaque fois l'objet de conciliabules entre les trois chefs. Si Ahmed Chamah est très préoccupé de savoir si je parle arabe. Hélas, c'est vraiment une langue que j'ignore totalement. Cela permet d'ailleurs aux chefs rebelles de se concerter entre eux sans que je comprenne rien à leur conversation.

« *Voyez-vous, Monsieur, me dit Mahmoudi, nous avons pris les armes parce que c'était vraiment la seule chose à faire pour faire respecter notre dignité d'Algériens. Dites bien que nous ne nous battons pas contre le peuple français. C'est avec le*

gouvernement français que nous avons un compte à régler. Nous souhaitons l'amitié et l'entente avec le peuple français. Nous ne songeons pas un instant à rejeter à la mer les Européens qui se sont installés dans notre pays. Nous voudrions beaucoup nous entendre avec eux pour le plus grand bien de l'Algérie... »

La France fait la guerre au peuple

Poursuivant son raisonnement, Mahmoudi me fait une nomenclature de griefs récents : arrestations et exécutions arbitraires, pillages de maisons de maquisards, incendies systématiques de forêts et de champs d'Alfa pour empêcher les maquisards de s'y cacher.

« Récemment, dit-il, le capitaine SAS d'Aïn Eddis (commune de Bou Saâda) a cimenté des puits et bouché des sources, notamment à Hassi Souaï, privant ainsi les nomades et leur bétail de l'eau sans laquelle ils sont condamnés à périr. Récemment aussi, les Français ont obligé le village de Rassèdeba à déménager, malgré l'opposition des habitants. Pour cela, ils ont rendu imbuvable l'eau des puits. Un regroupement forcé a été organisé à Garsa, où les seuls puits existants sont salés... Nous supposons que tout cela vise à empêcher la population de nous aider. Pour nous réduire, la France fait la guerre au peuple algérien. D'une part, c'est inefficace, car nous sommes en mesure d'aller chercher de l'eau même en ville tant nous y avons d'amis. D'autre part, cela cimente davantage nos liens avec le peuple. Sans le peuple nous ne pouvons vivre, c'est lui qui nous porte... »

Une guerre de nomades

Je demande à Si Mahmoudi si les hommes du secteur ont eu récemment des engagements avec les troupes françaises. Cette question a l'air de rappeler de mauvais souvenirs aux chefs rebelles. Après s'être concertés un instant, ils répondent néanmoins :

« Oui, mais le dernier engagement ne nous a pas été tout à fait favorable. En réalité, nous avons été encerclés sur dénonciation. Nous avons dû livrer une dure bataille, mais nous sommes heureusement parvenus à nous dégager en fin de compte. Nous avons hélas dû laisser sur le ter-

rain, un certain nombre de nos moudjahidine... »

(Si j'ai bien compris, cet engagement aurait eu lieu dans la région du Hodna.)

Mahmoudi m'explique ensuite comment vivent les maquisards :

« Nous n'encourageons pas la formation de grands corps d'armée permanents. Nous nous dispersons par petits groupes qui nomadisent constamment. Jamais nous ne passons deux jours de suite au même endroit. Nous avons un grand nombre de "caches" comme celle-ci. Un bouquet d'arbre, une grotte, une maison abandonnée, un repli de terrain. Nous y restons le jour, et nous repartons la nuit suivante.

Nous gardons néanmoins le contact entre nous, par un échange constant de messagers. Lorsqu'il le faut pour un coup de main, nous nous regroupons, puis nous nous dispersons immédiatement après. Cela nous donne une vulnérabilité minimum, pour une efficacité maximum. Lorsqu'un groupe se fait accrocher, voire exterminer, le dommage pour l'ensemble de l'armée, est réduit... »

L'armée du Sahara

Mes interlocuteurs me parlent ensuite longuement, de l'importance stratégique de l'immense région sur laquelle est implantée l'armée, qu'ils appellent « l'armée du Sahara ». Celle-ci couvre en fait toute l'Algérie centrale, à l'intérieur d'un périmètre incluant Sidi Aïssa, Bou Saâda, Tolga, Ouled Djellel, Dziaoua, Guerrera, Ghardaïa, Laghouat, Aflou, Reibell, Aïn Oussera...

Cette région est divisée en quatre secteurs, celui de Bou Saâda, dont le chef est Ahmed Chamah, présent à l'entretien. Le secteur de Ouled Djellel, placé sous la direction de Si Hachour Amar, celui de Bou-Kahil-Ghardaïa, dirigé par Si Saad Aïouaze, celui de Djelta-Aflou, commandé par Si Embarak.

J'essaie d'obtenir des précisions sur les effectifs de l'armée rebelle d'Algérie centrale. Le responsable du secteur avait commencé par m'avouer qu'il avait deux mille hommes sous ses ordres, mais il se fait vivement prendre à partie par ses amis. Finalement, on m'informe que ma question restera sans réponse : « Secret militaire... » Aucun mystère, par contre, au sujet de l'existence de cinq cents « politico-admi-

nistratifs » qui sont dans l'armée rebelle, l'équivalent des officiers SAS dans l'armée française : chargés des contacts avec la population civile.

Accrochage avec le FLN

Je pose quelques questions sur la structure de l'armée du Sahara.

Celle-ci est dirigée par Mohammed el-Almi, lequel vient d'être désigné à ces fonctions le 21 juillet dernier, supplantant Si Meftah, avec le consentement de celui-ci, semble-t-il. Il s'agit d'un ancien militant du MTLD qui a pris le maquis depuis le début des événements. Il a acquis son expérience militaire dans l'armée française, comme beaucoup de chefs rebelles d'ailleurs.

Selon mes interlocuteurs, des maquis MNA seraient établis dans la région de l'Oued Abiod (Constantinois-Aurès) et dans la Snam (Orléansville). Les contacts avec ces régions ne sont pas fréquents, sauf pour l'Aurès qui chercherait ces derniers temps à établir des liens plus étroits.

Les relations avec les maquis FLN sont dans l'ensemble inexistantes. Par contre, les accrochages ne semblent pas rares. Les chefs militaires MNA m'informent ainsi qu'un accrochage a eu lieu il y a trois semaines au « Djebell Oudj el-Battan » contre une formation FLN qui aurait tenté de gagner la zone contrôlée jusqu'à présent par « l'armée du Sahara ».

« Alors qu'au début de l'insurrection tous les combattants étaient messalistes et qu'il n'y avait pas de problème entre nous, le FLN a voulu assurer un contrôle politique croissant sur les maquis. Dans un certain nombre de régions, il a réussi à éliminer par le fer et le feu les éléments fidèles au nationalisme traditionnel du peuple algérien... »

Des choses terribles ?

Mes interlocuteurs m'assurent que des choses terribles se sont passées dans les maquis FLN et que l'existence des charniers en Kabylie et ailleurs s'explique en partie par les purges politiques auxquelles les secteurs ont été soumis. Selon eux, cela prouve la faiblesse interne du FLN, et aussi la persistance du prestige de Messali Hadj dans les rangs du FLN.

« Nous avons pu résister jusqu'à présent à la volonté monopolisatrice du FLN,

disent les chefs rebelles, et nous sommes bien décidés à y résister de toutes nos forces. Cela ne signifie pas non plus que nous ne souhaitons pas une réconciliation des nationalistes. Cela signifie tout simplement que nous n'avons pas pris les armes contre la tyrannie coloniale pour retomber sous le joug d'une autre tyrannie. Nous n'acceptons aucune dictature. Nous sommes démocrates... »

L'avion, crainte des fellagha

Brusquement, une certaine agitation s'empare de la maison sur laquelle la chaleur avait fait régner une lourde torpeur. Deux coups de feu lointains viennent de claquer. Abdallah Selmy se lève et fait rentrer les sentinelles postées à quelque distance de là. Des chevaux et des baudets eux-mêmes, qui erraient, entravés aux environs, sont introduits dans la maison. On m'explique : les deux coups de feu ont été tirés par une des sentinelles postées sur les pitons environnants, pour signaler l'arrivée d'avions. De fait, quelques instants à peine après la rentrée des hommes et des montures, une escadrille survole le djebell au pied duquel nous sommes, à très haute altitude : « *Aucun danger* », me disent les moudjahidine.

L'avion, c'est la grande crainte du maquisard, l'arme absolue capable de porter n'importe où la destruction et la mort. C'est l'ennemi numéro un contre lequel il n'existe pratiquement pas de protection. Les fellagha m'assurent que les Français utilisent le napalm contre les maquisards. Ils citent plusieurs cas où des combattants ont péri de cette manière.

Cette alerte m'a donné l'occasion de voir que notre lieu de rendez-vous est en fait entouré d'un réseau compact de surveillance. Tout mouvement de population dans un rayon de dix kilomètres au moins doit être immédiatement signalé.

Les Français ont déjà visité quelques fois cette maison, me dit en riant Abdallah Selmy : « *Ils l'ont toujours trouvée vide... pourtant elle est occupée en moyenne une ou deux fois par mois...* »

Je vois au loin un troupeau de chameaux qui s'avance vers nous, et je demande à Mahmoudi s'il n'a pas peur d'être découvert par une indiscretion des nomades :

« Aucune crainte, m'affirme-t-il, c'est nous qui les protégeons contre les Français et contre le FLN, ils nous en savent gré... »

La guerre peut durer vingt ans...

Nous rentrons à nouveau, et la conversation roule cette fois sur la situation militaire générale en Algérie.

« Jamais les Français ne pourront nous battre, dit le chef de secteur, la guerre peut durer vingt ans s'il le faut, et nous sommes tous prêts à mourir. Pour un homme qui tombe, dix se lèvent... »

— *Nous n'avons aucun problème de recrutement, intervient un autre. L'année dernière fut difficile. Nous avons dû "mobiliser" des hommes. Mais cette année-ci nous refusons du monde. L'engagement est soumis à des conditions sévères. »*

J'exprime l'opinion que l'insurrection ne viendra jamais à bout de l'armée française, infiniment mieux outillée, disposant d'une supériorité technique et d'armement, écrasante. Un « Dien Bien Phu » semble exclu en Algérie.

« Peut-être ne pourrions-nous pas contraindre l'armée française à capituler, mais nous pouvons certainement obliger un demi-million de soldats français à rester en permanence en Algérie, et cela, pratiquement aussi longtemps que nous le voulons, et avec nos moyens aussi réduits qu'ils soient... »

Regardez, l'opération "Jumelle" en Kabylie. Elle désarticulera certes le FLN. Elle tuera peut-être un millier de combattants, mais elle nécessite presque une augmentation du nombre de soldats français sous les armes. Ce sera ainsi, partout et toujours... »

J'admire que ce combattant MNA cite ainsi le FLN. Tant il est vrai qu'une égalité de conditions maintient une secrète fraternité d'armes, entre les «moudjahidine» de mouvements que sépare par ailleurs une sanglante division.

Nous nous battons pour l'indépendance

Un peu avant la tombée du jour, Abdallah Selmy est obligé de nous quitter. Son départ donne lieu à de longs conciliabules, des échanges de notes, des apartés, des recommandations de la part du chef de secteur. Je prends force photos. Finalement, après que les hommes lui ont offert une ultime tasse de café, le chef rebelle s'enfonce à cheval dans le désert, suivi à quelque distance, de sa garde, également à cheval.

Une longue veillée commence à la lueur d'une lampe à carbure.

Je voudrais faire glisser la conversation sur le plan politique, mais je me heurte à un mur. Mes interlocuteurs se disent « militaires ». Ils font confiance à la direction politique de leur mouvement.

« L'indépendance, c'est ce que nous voulons, affirme l'un. Nous avons pris les armes pour cela, et nous continuerons à nous battre, aussi longtemps que cela sera nécessaire. Nous voulons libérer le pays, ou mourir... »

Notre fusil et notre liberté

« ... Déposer les armes ? Pourquoi ? Quelle raison voyez-vous pour déposer les armes ? Notre fusil et notre liberté, c'est tout ce que nous avons. Croyez-vous que nous soyons disposés à perdre celle-ci, en déposant celui-là ? Non, monsieur, nous préférons continuer la lutte et, s'il le faut, mourir les armes à la main... »

— *Accepteriez-vous la "paix des braves" que le général de Gaulle a proposée ?*

— *Savez-vous ce que c'est que la "paix des braves", vous ? Nous ne le savons pas, en tout cas. Qu'est-ce que cela sous-entend au point de vue politique ? Quelles garanties cela donnerait-il pour notre peuple ? Non, franchement, la "paix des braves" ne nous dit rien, car nous ne nous payons pas de mots.*

Le général de Gaulle ne semble d'ailleurs pas pressé, pas plus que ses prédécesseurs, d'aborder le fond du problème algérien. Or le fond du problème est politique...

... Il n'y a pas de solution économique au problème algérien. Le plan de Constantine ? Il faudrait savoir si ce plan est établi contre nous, ou pour nous. Des indices font craindre que l'on songe à en faire une arme contre nous. Combien c'est naïf, et quels amers réveils la France se prépare. Tout tournera en vinaigre... »

"C'est autre chose que la paix des braves..."

Je pose brutalement une question qui me brûle les lèvres depuis une demi-heure, une question à laquelle je pense déjà depuis tout à l'heure, dans le car :

« Et si Messali Hadj, lui, vous demandait de cesser le feu, pour des raisons

d'ordre politique, quelle serait votre réaction ? »

Un moment de silence lourd règne dans la pièce, devenue obscure par la brusque nuit saharienne. Autour de la lampe à carbure, quelques insectes volètent. Des feux de cigarettes trouent la nuit. Je ne distingue pas les visages de mes interlocuteurs, et cela me contrarie. J'attends.

La voix de Mahmoudi rompt le silence. Il parle arabe, puis s'adresse à moi en français :

« Ce que vous demandez-là, monsieur, est fort important.

L'hypothèse que vous envisagez, créerait évidemment une situation toute nouvelle. Cela, c'est tout autre chose que la "paix des braves".

Nous vous avons dit tout à l'heure, que nous avons confiance dans la direction politique de notre mouvement. Cela prime tout. Messali est un homme de notre sang, de notre race. C'est un homme qui n'a vécu que pour l'Algérie. Il est impossible que Messali nous demande quelque chose qui soit contre l'intérêt de l'Algérie. C'est inimaginable. Je puis vous dire que s'il nous demandait de rengainer nos armes, nous répondrions à son appel. Nous avons confiance en lui... Si vous le rencontrez, vous pouvez le lui dire... »

Mahmoudi ajoute : *« L'Algérie, monsieur, est une terre de courage et de sacrifice. Entre la mort et les chaînes, nous n'hésitons pas. Aussi longtemps qu'il doit durer, nous poursuivrons le combat... »*

Vingt ans à peine et trois ans de maquis

Nous nous installons dehors, en cercle, autour de la lampe à carbure.

Une nouvelle fois, je suis frappé par le va-et-vient incessant d'estafettes et de messagers. C'est Si Ahmed Chaman qui est le centre de toute cette attention. De temps en temps, il se lève et échange deux mots avec un homme qui vient d'arriver. Je vois une série de nouveaux visages apparaître.

Je demande à Mahmoudi :

« Que faisiez-vous dans le civil ?

— Je suis adjudant-chef retraité de l'armée française, me dit-il. J'ai fait la guerre 39-40. J'ai participé également à la guerre de Tunisie en 43-44. Je suis âgé de 42 ans, et l'aîné de notre groupe. Je travaillais aux Ponts et Chaussées, avant de gagner le

maquis. J'ai d'ailleurs été responsable civil du MNA, depuis 1954, dans la région. J'ai finalement été arrêté. Mes activités politiques m'on valu un an de prison. A ma libération, j'ai évidemment gagné le maquis. »

Il me tend sa lettre de démobilisation. Je lis, en effet, en toutes lettres, sur un papier à en-tête de l'armée française, le nom de Abdelkader Mahmoudi, adjudant-chef.

« Que faisaient les autres ?

— Chamah était commerçant en bétail, dans le sud. Mustapha était professeur d'arabe. Tel était ouvrier. Tel autre, agriculteur...

— Quel âge ont les moudjahidine ici présents ? »

Chacun, à tour de rôle, dit son âge. Je suis absolument sidéré. Le benjamin a vingt ans et compte trois ans de maquis. L'aîné, le chef de secteur, a 27 ans. Les autres ont 22, 23, 24 ans, etc. (...)

Les pas des chevaux dans la nuit

La soirée s'étire. A la lueur de la lampe à carbure, le chef de secteur dicte son courrier à Mustapha, lequel écrit en arabe sur du papier muni d'un timbre vert. Lorsqu'une lettre est prête, elle est pliée en six et glissée dans une enveloppe en plastique soigneusement collée pour la protéger contre la sueur du messenger qui va la prendre en charge.

A minuit, les moudjahidine nous quittent. *« Ne craignez rien, me disent-ils. Nous avons pris des dispositions pour assurer votre surveillance jusqu'au matin... »*

J'entends les pas des chevaux qui s'éloignent dans la nuit.

Il y a cinquante ans : Novotcherkassk (1^{er}, 2, 3 juin 1962)

**Extrait du journal de Piotr Chelest,
premier secrétaire du Parti communiste ukrainien, membre du bureau politique
du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS)**

22 mai. « Réunion des premiers secrétaires de comités régionaux, de présidents de comités exécutifs des soviets. On examine "L'appel du comité central (CC) du PCUS et du Conseil des ministres de l'Union sur les prix de gros et de détail des produits de l'élevage." *Ce n'est pas une question facile d'augmenter les prix de détail de la viande, du beurre, du lait. Bien qu'il soit dit dans l'appel qu'il s'agit d'une mesure forcée et provisoire. Mesure forcée, c'est compréhensible, mais en ce qui concerne le "provisoire", on dit dans le peuple qu'il "n'y a rien de plus permanent qu'une mesure provisoire". Tout montre que c'est pour longtemps sinon pour toujours* » (1).

Le 31 mai, un peu partout, les cadres du parti sont réunis pour prendre connaissance de la décision du gouvernement, qui sera publiée dans la presse le lendemain,

(1) Piotr Chelest, *Da ne soudymi budete*, pp. 153-154.

d'augmenter de 30 % en moyenne le prix de la viande, et de 25 % celui du lait, des divers produits laitiers (dont le beurre) et les œufs.

Extrait du journal de Piotr Chelest

31 mai : « *Ce matin, je suis à une réunion des cadres du parti et de l'économie dans l'arrondissement de Darnitsk de Kiev. Ordre du jour : "L'appel et la décision du CC du PCUS et du Conseil des ministres de l'Union sur les prix de gros et de détail des produits de l'élevage." Les cadres accueillent le communiqué sans enthousiasme et pas "avec une approbation unanime". On pose beaucoup de questions, en particulier : "Comment vivra un ouvrier qui touche un salaire de 300 à 400 roubles ? Il faut réduire l'appareil d'administration et de direction et faire ainsi des économies. Il faut abaisser le salaire des catégories aux salaires les plus élevés, dont les savants, les académiciens, les écrivains, les artistes,*

les compositeurs (2). Il faut réduire le paiement des honoraires. Augmenter le prix de la vodka et du tabac. Quand y aura-t-il des marchandises dans les magasins ? Quand finira donc dans le pays la réglementation des salaires (*c'est-à-dire quand les travailleurs pourront-ils discuter librement de leur salaire avec les directeurs d'entreprise — NDR*) ? Peut-on régler les prix sur les marchés ? Pourquoi est-ce qu'on n'autorise pas à élever du bétail, des vaches, des porcs et même de la volaille dans les jardins privatifs ? Etc."

Il n'a pas été facile de fournir des réponses aux questions posées. On ressent un mécontentement caché à propos des mesures prises » (3).

Ce « mécontentement caché » des petits et moyens bureaucrates va exploser chez un groupe d'ouvriers.

Le communiqué du 1^{er} juin

Le 1^{er} juin 1962, la presse publie et la radio diffuse le communiqué qui annonce la hausse des prix. On y lit : « *Cette mesure est provisoire. Le parti est certain que le peuple soviétique réalisera avec succès les mesures prises lors du plenum du CC du PCUS de mars dans le domaine de l'agriculture (...), ce qui donnera la possibilité dans un avenir proche de baisser les prix sur les produits de l'agriculture* » En un mot l'augmentation des prix est destinée à préparer leur baisse !

« *Il faut comprendre que, si nous ne prenons pas aujourd'hui des mesures comme l'augmentation du prix d'achat de la viande, demain ces produits manqueront, il y aura des queues pour la viande* », déclare Khrouchtchev, qui intervient ce jour même à la radio.

Khrouchtchev prend cette mesure alors que les manifestations d'opposition se multiplient. Dans la première moitié de 1962, le KGB saisit 7 705 tracts anonymes hostiles au régime attribués à 2 522 rédacteurs.

Khrouchtchev, inquiet à l'idée que ce mécontentement ne trouve cette fois un

écho au sein même du parti au pouvoir, charge le KGB de surveiller les réactions des membres du Parti communiste à tous les échelons.

Une vague de mécontentement

Le décret du 1^{er} juin indigne d'autant plus la population que les cadres du parti avaient dénoncé dans les mois précédents les rumeurs sur une augmentation prochaine des prix des produits alimentaires comme une odieuse campagne des agents de l'impérialisme. La décision provoque discussions, commentaires désabusés et critiques, et des manifestations de protestation ici et là ; des tracts dénonçant l'augmentation des prix sont collés sur les murs, à Moscou, dans le Donetsk à Tcheliabinsk, à Khabarovsk. Des appels à la grève sont affichés à Tcheliabinsk, Ivanovo, Magnitogorsk, Tambov, Donetsk, Leningrad, dans la province de Vladimir.

La réforme suscite une vague de mécontentement. Un peu partout, les ouvriers mécontents, voire indignés discutent, mais finalement se mettent au travail.

A Novotcherkassk, la colère se transforme en acte

A Novotcherkassk, ville industrielle de la région de Koursk, il en est autrement. La colère se transforme en acte. Tout s'y prête. Depuis le début de janvier, la direction de l'usine de construction de locomotives électriques de la ville (NEVZ) a abaissé d'un tiers, dans plusieurs ateliers, la tarification des heures de travail. En mai, la baisse frappe les ouvriers de l'aciérie de l'usine dont certains voient leur salaire baisser de 30 %. Or l'usine d'électricité n'a quasiment pas construit de logements pour ses ouvriers, contraints de louer ou de sous-louer une ou deux pièces à titre privé. Les magasins de la ville aux étals désespérément vides n'offrent quasiment jamais de viande ; les ouvriers ne peuvent en acheter qu'au marché kolkhozien, à un prix beaucoup plus élevé ; il faut y faire la queue jusque dans la nuit pour acheter des pommes de terre ; certains habitants mangeaient même des pelures de pommes de terre grillées.

Le 1^{er} juin au matin, les ouvriers et employés de l'aciérie en ont discuté en chemin. Une dizaine d'ouvriers du laminoir

(2) Les fonctionnaires des unions d'écrivains (aux livres — souvent besogneux, voire nuls — bénéficiant de tirages fabuleux) vivent effectivement fort bien et appartiennent aux couches les plus favorisées de la bureaucratie.

(3) Chelest, *op. cit.*, p. 154.

de l'usine de construction de locomotives électriques Boudienny de Novotcherkassk (NEVZ), qui la veille ont reçu un salaire diminué de 30 % après la révision des tarifs opérée dans l'usine par la direction, se réunissent à 7 heures et demie du matin, dès leur arrivée dans l'atelier, et continuent à discuter au lieu de s'installer à leur poste. Quelques autres se joignent à eux. Et une demi-heure plus tard, ils sont près de vingt-cinq à râler. Le chef d'atelier les invite à se mettre au travail. Ils l'envoient promener et se réunissent dans le petit square de l'usine pour continuer à discuter. Le directeur de l'usine Kourotchkine, renommé pour sa morgue et sa grossièreté, descend avec le responsable du parti les sermonner. D'autres ouvriers descendent dans le square. Ils crient qu'ils ne pourront plus nourrir leur famille !

“Eh bien, mangez des pâtés en croûte !”

Voyant passer une ouvrière qui avait acheté un pâté en croûte pour son petit déjeuner, Kourotchkine lâche, sarcastique : « *Si vous n'avez pas de quoi acheter de la viande et du saucisson, eh bien, mangez des pâtés en croûte.* » Sa morgue transforme en rage la colère des grévistes qui explosent : « *En plus, ces salauds se foutent de nous !* », et transforme en grève ce qui n'était encore qu'un retard collectif au travail. Les ouvriers de l'atelier décident de débrayer et actionnent la sirène d'alarme de l'usine pour inviter les autres ateliers, dont ils font le tour, à cesser le travail. Les ouvriers des deuxième et troisième équipes les rejoignent.

Un ennemi ? Peut-être... Mais il ne fait qu'exprimer la morgue méprisante du bureaucrate pour l'ouvrier.

Un jeune ajusteur et un dessinateur industriel de 23 ans écrivent en grosses lettres sur une pancarte de carton jugée plus tard provocatrice par la justice : « *De la viande, du beurre, hausse des salaires.* »

Le sifflement de la sirène attire à l'extérieur des ouvriers d'autres ateliers et interpelle les ouvriers des usines environnantes qui s'interrogent. D'autres pancartes apparaissent réclamant : « *De la viande, du beurre !* », « *On veut des logements* » et, le mot d'ordre le plus populaire : « *Khrouchtchev à la casserole !* »

La milice et le KGB local mis en état d'alerte vers 11 heures du matin ne bougent

pas. Vers 11 heures et demie, les grévistes, au nombre d'environ quatre cents, se rassemblent sur la place, devant les bureaux de la direction dont les membres ainsi que ceux de la section locale du parti se tiennent cois, paralysés par la peur ou le sentiment de leur impuissance. La foule exige que le directeur vienne s'expliquer et scande : « *De la viande, du beurre, hausse des salaires !* », puis tient un meeting improvisé. Commencant par parler du prix de la viande et du beurre, les orateurs en viennent bientôt à dénoncer l'injustice du gouvernement.

Une délégation de NEVZ se dirige vers l'usine n° 17 où elle se heurte à un refus massif, puis vers l'usine d'électrodes où l'affrontement entre les partisans de la grève et le « parti de l'ordre » est sévère. Les partisans de la grève rejoignent le meeting de NEVZ, laissant l'usine paralysée. Une partie des ouvriers de l'usine « Neftemach » se joignent à eux.

Les bureaux de la direction se trouvaient installés à cent mètres de la voie de la ligne de chemin de fer Chakhty (Novotcherkassk). Les grévistes se rassemblent massivement dans le passage piéton en dessous et envahissent la voie. A midi, les grévistes bloquent le train Saratov-Rostov ; des grévistes actionnent le signal de détresse du train pour informer les localités voisines que « *quelque chose se passe* ». En coupant la voie, et en alertant le voisinage, ils invitent à l'élargissement de leur mouvement.

Après avoir bloqué le train trois heures durant, la foule des grévistes reflue vers le siège de la direction et exige en vain que les chefs qui se terrent dans leurs bureaux sans répondre viennent s'expliquer. La foule envahit alors les bureaux de l'administration et les saccage. Le chef d'état-major de la région, informé, demande au général Pliev qui commande les troupes du district d'envoyer des troupes pour écraser les fauteurs de trouble. Pliev ne bronche pas.

Finalement débusqués, les dirigeants s'avancent sur le balcon. En bas, une foule de quatre mille grévistes attend des explications. Le secrétaire du parti, Bassov, paraphrase le communiqué gouvernemental. Des cris l'interrompent : « *On sait lire !* », « *Dis nous donc un peu comment on va vivre avec des salaires abaissés et des prix augmentés !* » Puis l'apparition du directeur de l'usine, Kourochkine, haï, déclenche la

fureur des grévistes qui le bombardent de pierres, et de bouts de fer. Il s'éclipse. Depuis le début des événements, des officiers de la milice et du KGB en civil photographient discrètement les grévistes et surtout les « meneurs » occasionnels.

Pour nettoyer la cour de l'usine, Bassov fait venir vers 19 heures un détachement de deux cents miliciens que la foule balaye en cinq minutes. Dans la cour de l'usine, un meeting spontané se tient. Les grévistes décident de poursuivre leur mouvement, de manifester en ville le lendemain, d'élaborer les revendications et d'aller les présenter aux autorités. Avant de se disperser, ils rassemblent les portraits de Khrouchtchev et en font un grand feu de joie.

A huit heures du soir arrivent dans la cour de l'usine cinq automitrailleuses bondées de soldats et trois véhicules blindés, chargés de ramener en ville les dirigeants bloqués dans l'usine.

Des ouvriers dressent une barricade devant l'entrée principale, entourent les autres portes de fil de fer. Pendant qu'ils empêchent les soldats peu offensifs d'entrer, des officiers de l'armée et du KGB en civil libèrent les dirigeants « otages » des grévistes et s'en vont. Ce comportement confortera les ouvriers dans l'idée — fausse — que l'armée ne peut en aucun cas tirer sur des citoyens soviétiques.

Au même moment le Kremlin est alerté sur la situation à Novotcherkassk. Le maréchal Rodion Malinovski, ministre de la Défense, ordonne par téléphone à l'état-major du district : « *Mettre les troupes en état d'alerte. Ne pas envoyer les tanks. Ramener l'ordre. Rapporter.* » Khrouchtchev, inquiet, y envoie Mikoïan et Kozlov.

Kozlov et Mikoïan

Frol Kozlov, secrétaire du PC de Leningrad, membre du secrétariat du comité central est, selon Mikoïan, un nostalgique de Staline et un homme « *peu intelligent, prostalinienn, réactionnaire, carriériste et, par-dessus le marché, vil. Les intrigues remplaçaient chez lui le travail authentique* » (4). Grossier, comme la plupart de ses pairs de l'appareil qui voient dans la vulgarité et la grossièreté un trait « prolétarien », il ne connaît comme mode de

direction que la réprimande et la menace. Rusé, mais limité, borné et ignare. A la veille de mourir, il fera venir un prêtre à son chevet. Le malin Mikoïan a, depuis le début des années 1920, toujours réussi à passer entre les gouttes et y est parvenu. Il se tiendra dans l'ombre de Kozlov.

Vers onze heures du soir, des tanks entrent dans la ville. Au même moment un ouvrier rédige en deux exemplaires un court tract qu'il colle à deux endroits différents et qui reflète manifestement un sentiment qui se répandait dans la ville. On y lit : « *D'année en année Khrouchtchev augmente les prix dans les magasins, tout en diminuant le salaire des ouvriers, et involontairement se pose à nous la question : qui a été ou est un ennemi du peuple ? Quels menteurs et hypocrites vous faites, chiens avides de pouvoirs et oppresseurs du peuple !* »

Le 2 août, dès le matin, une manifestation imposante de plus de dix mille ouvriers et ouvrières portant des banderoles avec des mots d'ordre pour la défense de la justice sociale, des portraits de Lénine, se forme devant l'usine NEVZ et se dirige vers le centre-ville. En tête marchent des enfants en uniforme de pionnier et un ouvrier portant un drapeau rouge, ce que le tribunal lui reprochera. Selon l'historien Kozlov, « *tout cela rappelait beaucoup le début du Dimanche rouge* » (p. 248), lorsqu'une foule énorme d'ouvriers et d'ouvrières de Saint-Petersbourg en grève tentèrent de se rendre au Palais d'Hiver pour remettre au tsar une pétition énumérant leurs dix-sept revendications.

Les manifestants arrivent au pont sur la Tetcha qui sépare la cité ouvrière de la ville de Novotcherkassk. Des tanks leur barrent le chemin. La foule scande : « *Place à la classe ouvrière !* » Le général Chapochnikov, chef adjoint du commandement des troupes du Nord-Caucase, héros de l'Union soviétique, qui les commande, ordonne aux soldats de retirer les cartouches de leurs fusils, aux tankistes de ne pas charger leurs canons et de ne pas broncher ; les ouvriers contournent les tanks. Ils arrivent devant le comité de ville du parti protégé par un épais cordon de soldats et réclament la venue des dirigeants qui, Mikoïan et Kozlov compris, ont fui par la porte de derrière. La foule réclame la venue de Mikoïan qui continue à se terrorer.

(4) Anastase Mikoïan, *Vospominania*, p. 609.

La foule scandé : « *Khrouchtchev ! Khrouchtchev !* », et : « *Qu'il vienne voir ça ! Qu'il vienne voir ça !* »

Des ouvriers écartent les soldats masqués devant le comité de ville, enfoncent la porte d'entrée et se ruent dans les escaliers et les bureaux. Des manifestants jettent de la fenêtre du premier étage des chaises, des papiers, un portrait de Khrouchtchev, du matériel de bureau. Les ouvriers font rapidement cesser ces exactions. Des orateurs improvisés prennent la parole du balcon, répètent que leur vie n'en est pas une, alors que les dirigeants vivent dans le luxe, dénoncent la hausse des prix de la viande, du lait et du beurre, la diminution des normes salariales, et Kourotchikine qui avait invité les ouvriers à se nourrir de pâtés aux abats. Presque tous invitent à ne pas reprendre le travail tant qu'on n'aurait pas baissé le prix de la viande, du lait et du beurre et rétabli les anciennes normes de salaire à l'usine.

Une délégation de neuf ouvriers face aux deux bureaucrates

Sur proposition d'un ouvrier, les grévistes désignent une délégation de neuf membres dirigée par Mokrouousov qui se rend au siège du comité de ville du PCUS. La délégation demande au commandant de la garnison de retirer les troupes de la ville. L'autre leur répond qu'il n'a pas l'autorité pour le faire. La délégation se rend alors au centre militaire où elle reçue par Kozlov et Mikoïan. Elle exige le retrait des troupes de la ville et l'annulation de l'augmentation des prix qui frappe la classe ouvrière. Mikoïan leur déclare : « *Nous savons que les normes de salaires avaient été diminuées, nous allons revoir ça, mais en ce qui concerne la hausse des prix, nous ne pouvons rien changer.* » Mokrouousov tape du poing sur la table et menace : « *Nous sommes la classe ouvrière, nous sommes beaucoup !* » Kozlov les renvoie : « *Retournez voir les gens, calmez-les, invitez-les à cesser les désordres.* » Malgré son insuccès, cette délégation a une énorme portée. Pour la première fois l'appareil, qui prétend représenter la classe ouvrière, et des représentants désignés par cette dernière se retrouvent face à face. A l'horizon s'agite le spectre d'une protestation ouvrière organisée. Les deux membres du prési-

dium ont manifestement vu avec effroi dans la délégation des grévistes le symptôme d'un début d'organisation indépendante des ouvriers en grève. C'est pourquoi elle sera imputée à crime à Mokrouousov. Selon les termes de sa condamnation : « *A l'initiative de Mokrouousov, un groupe de neuf personnes a été formé, prenant le nom de "délégation" pour présenter des revendications provocatrices aux représentants du commandement militaire.*

Dans sa conversation avec les dirigeants du Parti communiste et de l'Etat soviétique, Mokrouousov, représentant des bandits et hooligans fauteurs de troubles, a impudemment exigé l'évacuation des unités militaires, a injurié et menacé les dirigeants du parti et du gouvernement, a haineusement calomnié la réalité soviétique » (5).

Pendant cette discussion, des manifestants qui ont attaqué le poste de police pour libérer leurs camarades arrêtés pendant la nuit, mais déjà emmenés ailleurs, envahissent le local de la police. Des policiers tirent. Un premier manifestant trouve la mort.

Kozlov appelle alors Khrouchtchev à Moscou et demande l'autorisation d'employer la force pour disperser les manifestants. Khrouchtchev lui donne son accord « *en cas d'extrême nécessité* ». D'après Mikoïan, Khrouchtchev « *était extrêmement effrayé que les grévistes, selon les informations du KGB, envoyaient des délégués à eux dans les centres industriels voisins* » (6). La peur d'une extension du mouvement étreint Khrouchtchev, informé par le KGB du mécontentement provoqué par les hausses de prix, même à la base du Parti communiste. Il décide d'envoyer des dirigeants adresser la bonne parole aux ouvriers des grands centres.

A ce moment arrive un nouveau détachement des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur sous le commandement du chef de la garnison de la ville, le général Olechko. Ces soldats armés de mitraillettes éloignent la foule du comité de ville, vident le bâtiment des manifestants qui s'y trouvent. Le général Olechko, du balcon, invite la foule à se retirer. Elle ne bouge pas. Olechko réitère son invitation, puis les soldats

(5) *Ibid.*, p. 609.

(6) *Ibid.*, p. 609.

tirent une première salve en l'air. Une longue file de morts jonchent le pavé. Combien ? Officiellement, Vingt-deux. Des survivants avancent le chiffre d'une cinquantaine. Le chiffre officiel est très douteux, car dans la nuit, la police subtilise des cadavres et les enterre dans des endroits restés secrets. Ce secret est lourd. L'ouvrier de Novotcherkassk Siouda, condamné à douze ans de prison pour sa participation à la grève et aux manifestations, s'acharnera, lors de la perestroïka, à découvrir le ou les charniers. En mai 1990, il commettra l'imprudence d'annoncer qu'il avait découvert le lieu des sépultures clandestines. Deux semaines plus tard, dans la nuit du 5 au 6 juin, il sortira de chez lui avec une sacoche de documents sous le bras. Un inconnu l'abattra en pleine rue. On ne retrouvera jamais sa sacoche. L'odeur des grèves et des manifestations de Novotcherkassk hantait encore la bureaucratie, même rénovée...

Les blessés se comptent par dizaines. Les moins grièvement blessés se traînent dans l'hôpital de la ville où le lendemain le KGB ira en rafler quelques dizaines.

Qui a donné l'ordre de tirer ? Sans doute Kozlov, utilisant l'aval et la peur de Khrouchtchev lui-même.

Le discours de Mikoïan

Le massacre ne chasse pas la foule de la place. Presque aussitôt après la fusillade, les gens reviennent sur la place couverte de sang. Mikoïan prononce alors un discours à la radio, enregistré sur une bande magnétique : « *Nous prendrons toutes les décisions nécessaires, mais l'ordre sera rétabli !* » Les manifestants ne peuvent entendre son discours, répercuté par des dizaines de haut-parleurs qui se brouillent les uns les autres et qui se perd dans les cris et les hurlements, et crient : « *Qu'il vienne donc ici nous parler !* » Mais Mikoïan ne veut pas sortir de sa tanière. Les autorités décrètent la loi martiale et les troupes nettoient la place.

Le 3 au matin, les ouvriers de l'usine de construction électrique Boudionny ne reprennent pas le travail ; ils quittent l'usine pour se rendre dans la ville par petits groupes, grossis ici et là de travailleurs d'autres entreprises. A neuf heures du matin, cinq cents manifestants se regroupent devant le commissariat central et devant le comité de ville du PCUS. Ils s'approchent

du cordon de soldats et exigent la libération des emprisonnés. Les autorités repassent alors sur bande magnétique le discours de Mikoïan. En vain.

Pendant ce temps à Moscou, Khrouchtchev prononce un discours, radiodiffusé et retranscrit le lendemain dans la presse, dans un meeting de la jeunesse soviétique et cubaine. Il invite à « *tout faire pour convaincre ceux qui ne comprennent pas la nécessité des mesures prises par le parti et le gouvernement* ».

Le discours provocateur de Kozlov

A 15 heures, Frolov Kozlov intervient à la radio de la ville. Il dénonce l'action des « *hooligans, ivrognes et provocateurs* », qui ont entraîné derrière eux « *quelques ouvriers peu conscients* ». Il récupère à son profit la délégation qu'il a renvoyée les mains vides et dont le dirigeant sera condamné à mort pour l'avoir suscitée : « *Hier nous avons reçu un groupe de représentants choisis par vous, nous avons discuté avec eux. (...) Ils ont été d'accord avec nous qu'il était indispensable de rétablir sans tarder l'ordre normal. Ils nous ont demandé d'intervenir à la radio locale et d'exprimer notre attitude vis-à-vis des désordres provoqués par les éléments hooligans.* » Il prétend avoir, avec Mikoïan, arpenté les rues de la ville et discuté avec les ouvriers et les habitants. Or ils se sont rendus très discrètement dans une seule entreprise non touchée par la grève, et ils ont participé le 3 à une réunion fermée des cadres du parti. Il ose néanmoins affirmer : « *La majorité écrasante d'entre eux a une attitude compréhensive vis-à-vis des mesures prises par le parti et le gouvernement.* » Même dite « *écrasante* », l'évocation d'une « *majorité* » est une première dans l'univers monolithique bureaucratique, et « *l'attitude compréhensive* » rompt avec l'habituelle approbation enthousiaste et unanime.

Puis il justifie l'augmentation des prix, mesure que, dit-il, « *nous avons prise d'un cœur douloureux. Mais, affirme-t-il, il faut le faire, car face aux menaces de l'impérialisme sur l'URSS, pouvons-nous réduire les crédits affectés à notre industrie et à notre défense ?* », alors qu'il faut d'abord « *préserver la paix, permettre aux Soviétiques de jouir des biens de la paix* ». D'ailleurs, promet-il, « *ces mesures sont*

provisoires, elles vont produire de bons résultats d'ici une année ou deux, et nous allons obtenir dans notre pays l'abondance des produits alimentaires, la baisse des prix et l'élévation du niveau de vie » (7). Mais qui, en Union soviétique, croit encore à ces promesses d'un avenir d'autant plus radieux que le présent est plus triste ?

Malgré ces certitudes affirmées, Kozlov, Mikoïan et le KGB sont inquiets. Alors même que le mouvement retombe, la crainte de son extension au-delà de Novotcherkassk étreint les dirigeants. Dans la nuit du 3 juin, les arrestations de masse commencent. Les milliers de photographies prises par des agents du KGB en civil ont permis de reconnaître les leaders et les agitateurs. Le couvre-feu est instauré et l'approvisionnement amélioré — le knout et le pain d'épice (la carotte et le bâton).

Ce 3 juin, la justice entame une action contre ces meneurs réels ou supposés, qui mobilise vingt-six enquêteurs et cent quarante agents du KGB. Dans la nuit du 3 au 4 juin, le KGB arrête deux cent quarante ouvriers, ouvrières et employé(e)s. L'appareil du parti veut faire boire le calice aux grévistes jusqu'à la lie : le 9 juin, les ouvriers de l'atelier qui avaient commencé la grève votent la demande de travailler le dimanche pour « racheter leur faute ». Péché avoué à demi pardon né : la nouvelle direction de l'usine, magnanime, répond que le repos dominical est un droit.

Extrait du journal de Piotr Chelest

5 juin. *« J'ai reçu le colonel V. I. Trojan, le président de l'usine d'armement n° 4. J'ai parlé avec lui de son travail. Puis j'ai prudemment discuté avec lui et l'ai prévenu de ne pas entrer dans des discussions superflues. D'après des rapports du KGB, Trojan aurait déclaré : "Nous pataugeons, nous crions tous que nous rattrapons et dépassons l'Amérique, et nous brandissons seulement des sabres. Le pouvoir soviétique existe depuis quarante-cinq ans et nous augmentons les prix sur les produits alimentaires." Certes, il a dit la vérité, mais qu'est-ce que cela lui rapportera à part de grands désagréments ? J'ai examiné une longue liste entière de commu-*

nistes qui réagissent négativement à l'augmentation des prix sur la viande et le lait. La liste a été établie par le KGB, ils ont reçu l'ordre d'en haut de donner des signaux. Ils (le KGB) nous surveillent aussi pour voir comment nous réagissons. C'est ainsi que nous menons le travail du parti dans une discussion "libre" (8).

Il faut que la situation soit très tendue pour que le KGB soit chargé même de surveiller et contrôler le premier secrétaire du PC ukrainien, membre du bureau politique du PCUS, et ses adjoints. Pour la première fois depuis la mort de Staline et la liquidation de Beria, l'appareil policier est invité à contrôler les cadres du parti eux-mêmes. Khrouchtchev cumule ainsi le mécontentement de la population et l'inquiétude des apparatchiks dont il était longtemps apparu comme le protecteur...

Une première étincelle de la révolution politique

Les événements de Novotcherkassk se distinguent de tous les mouvements de protestation antérieurs sous Khrouchtchev par trois aspects : ils sont provoqués par une mesure qui concerne l'ensemble du pays et non par une situation locale ; ils se déroulent sur le fond d'un mécontentement massif à l'égard de la politique du pouvoir dans son ensemble, et pour la première fois de hauts dirigeants du parti ont pris directement part, au nom du chef du parti et de l'Etat, à l'écrasement des désordres, faisant ainsi retomber la responsabilité du massacre directement sur la direction suprême du pays et non sur les autorités locales, les militaires, le KGB ou la milice. C'est le régime lui-même, et d'abord Khrouchtchev, qui sont exposés.

La grève de Novotcherkassk a apeuré la bureaucratie qui se venge brutalement : elle tente d'abord de terroriser les ouvriers de la ville en organisant du 14 au 20 août un procès public de quatorze accusés, tous des ouvriers, jugés par la Cour suprême de la République de Russie présidée par L. N. Smirnov, ancien juge au procès de Nuremberg. Le tribunal considère les accusés comme des criminels de droit commun et condamne sept ouvriers à mort, sept autres à des peines de dix à quinze ans de prison

(7) *Istoritcheskii Arkhiv*, 1993, n° 1, pp. 120-21.

(8) Chelest, *op. cit.*, p. 155.

ou de camp. Or la plupart des accusés, y compris parmi les condamnés à mort, n'étaient coupables que de paroles et non d'actes. Pour parvenir à leurs fins, les autorités interdisent aux familles des accusés de choisir leurs avocats et leur imposent des avocats commis d'office qui, selon la tradition stalinienne, accablent leurs clients auxquels, de plus, le tribunal interdit de parler. L'un d'eux raconte dans sa plainte qu'à peine eut-il tenté de s'expliquer que le juge l'interrompt en déclarant : « *Assieds-toi. Ça suffit. Tout est clair pour le tribunal.* »

Les autres accusés sont jugés à huis clos du 28 août au 3 septembre, le 10 septembre, le 13 et 22 septembre et le 23 octobre par des juridictions administratives et écotent de peines allant de dix à quinze ans de camp ou de prison.

Le black-out

Ce procès public exemplaire reste confiné aux frontières de Novotcherkassk même, totalement ignoré du reste de l'Union soviétique, sans parler de l'étranger. Moscou s'attache à empêcher toute information sur les événements de filtrer au-delà de la ville, dont les habitants sont invités à se taire. Il faut éteindre l'étincelle que Novotcherkassk pouvait constituer à un moment où « *les déclarations et tracts antigouvernementaux, les insultes à l'adresse de Khrouchtchev, les appels à la révolte et à la grève venaient effectivement de partout* » (9).

Le présidium du comité central du 10 juin

Le présidium discute de Novotcherkassk le 10 juin. Kozlov puis Mikoïan, dont rien dans le procès-verbal ne laisse entrevoir les réserves voire l'opposition dont il fait complaisamment état dans ses Mémoires, rapportent. Le procès-verbal très succinct résume la discussion sans préciser qui dit quoi. Khrouchtchev conclut :

*« On a bien mené l'action.
Nous n'avions pas d'autre issue.
La majorité soutient.*

(Il faut) *écraser les organisations sectaires* (c'est-à-dire les sectes religieuses

dissidentes de l'Eglise orthodoxe toujours vivaces mais étrangères à l'action et sans doute visées à cause de leur égalitarisme).

La faiblesse de notre travail (politique) *s'est manifestée.*

Bassov s'est avéré être un cadre faible.

Conclusion à tirer : améliorer notre travail.

Renforcer le travail de organes du KGB.

A Chelepine, Semitchastny et Ivahoutine [le président du KGB, son successeur et son adjoint] *de préparer* [un document] (10).

Ainsi la leçon que le présidium et Khrouchtchev tirent de la grève de Novotcherkassk est la nécessité de donner un tour de vis supplémentaire à l'Etat policier.

Les lettres de "Vissarion le furieux"

Un mois après l'écrasement de la grève de Novotcherkassk, plusieurs organisations de Moscou, Chakhty et Tbilissi reçoivent une série de six lettres et un appel signés « Vissarion le furieux ». Leur auteur, le général Chapochnikov, dénonce le massacre de Novotcherkassk et écrit :

« Le parti s'est transformé en un véhicule dirigé par un mauvais chauffeur, qui par ivresse viole souvent les règles de la circulation. Il est depuis longtemps temps de retirer son permis à ce chauffeur afin d'éviter la catastrophe. (...) »

Il est aujourd'hui extrêmement important pour nous que les travailleurs et l'intelligentsia productrice comprennent quelle est la nature du régime politique dans lequel nous vivons. Ils doivent comprendre que nous nous trouvons sous la pire forme d'autocratie qui s'appuie sur une énorme force bureaucratique et armée.

Il est indispensable pour nous que les gens commencent à penser, au lieu de nourrir une foi aveugle qui nous transforme en machines vivantes. Pour parler bref, notre peuple est transformé en un valet politique international privé de droit comme il ne le fut jamais » (11).

En août 1966, le KGB saisira le manuscrit des épîtres de Vissarion le furieux, et en janvier 1967, le général sera exclu du parti qu'il mettait en cause.

(9) V. Kozlov : *Massovye bezporiadki v SSSR*, pp. 305-306.

(10) *Presidium TsK KPSS*, 1954-1964, p. 568.

(11) *Literatournaia Gazeta*, 21 juin 1989.

Novotcherkassk au présidium du comité central du 20 septembre 1962

Khrouchtchev évoque « la funeste affaire de Novotcherkassk » et commente : « Lorsque là-bas on a révisé les normes et fait coïncider la révision des normes avec l'augmentation des prix de la viande, visiblement là-bas un crétin de directeur a eu un comportement totalement incorrect vis-à-vis de cette affaire. Quand on lui en a parlé dans l'organisation du parti il a déclaré : "Et alors, si ça coûte cher d'acheter de la viande, ils n'auront qu'à manger du chou." Seul un ennemi pouvait parler comme cela (mais ce sont les ouvriers grévistes et non ce directeur que les troupes, le KGB, la justice et Khrouchtchev vont traiter en ennemis — NDR).

Naturellement, si l'organisation du parti s'était occupée de cette question, elle aurait mis au jour une vision aussi stupide du travail de masse, sur le travail très important de refonte des normes et de la tarification. C'est une question vitale pour chaque ouvrier. Cela montre que nous ne nous occupons pas de ces questions et nous devons nous en occuper » (12).

Ainsi Khrouchtchev escamote l'augmentation des prix qui a provoqué la colère et réduit cette dernière à une question de technique de gestion des normes, oubliant que, le 17 juin 1953, la grève des ouvriers de Berlin-Est a précisément commencé à propos d'un relèvement des normes qui engendrait une baisse de salaire.

Novotcherkassk au présidium du comité central du 5 novembre 1962

Khrouchtchev, dans un long discours, explique : « Camarades, prenez l'époque de ma jeunesse et de la jeunesse de la révolution, quel était alors, quel était alors le rôle des organisations du parti et du syndicat ? (...) Le directeur définissait bien sûr (la politique). Mais il ne pouvait rien faire sans le comité du parti, et il était en général impossible de n'effectuer aucune révision des normes et de la tarification sans le syndicat et le comité du parti. Aucun directeur, quel qu'il soit, ne pouvait faire cela. Et maintenant, alors que le parti a grandi,

nous avons Novotcherkassk. Là-bas, ce n'était pas le pain qui était en cause, mais la révision des normes et des tarifs. Pourquoi ? Parce que le parti ne s'en occupe pas ; les syndicats sont de côté, les bureaucrates élaborent une décision, on la promulgue, les ouvriers ne sont pas préparés, rien n'est expliqué et voilà le résultat : c'est un éloignement, une rupture avec les masses, dans une question aussi importante » (13). Ici, il n'est plus question de voyous ni d'ivrognes mais de bureaucrates qui ne savent pas préparer les ouvriers à accepter la juste révision de leurs normes. Au plénum du comité central de novembre 1962 il reviendra encore sur Novotcherkassk en affirmant : « Ce qui s'y est passé est le résultat d'une attitude bureaucratique vis-à-vis des besoins fondamentaux des travailleurs. » Dans sa bouche, les bureaucrates, ce sont le directeur de l'usine Kourotchkine, ses adjoints et les dirigeants locaux, mais ni Kozlov, ni Mikoïan, ni le général Pliev... Cette phrase ne figure pas dans le texte publié dans la *Pravda* le lendemain. Khrouchtchev, dans ses Mémoires, ne dira pas un mot de Novotcherkassk.

Des mesures préventives de guerre civile

Un mois après les événements de Novotcherkassk, sept cadres du KGB, dont son président, Chelepine, et son successeur, Semitchastny, dans une note au comité central, affirment leur inquiétude sur la situation du pays et la nécessité de renforcer la lutte contre « les activités antisoviétiques » et de prévenir d'éventuelles émeutes. Les rapports du président du KGB, Semitchastny, et les mesures que prend alors le KGB pour faire face à d'éventuels « troubles de masses » soulignent l'ampleur de la peur qui s'empare alors de la bureaucratie dirigeante. Il invite le ministère de l'Intérieur de Russie à « constituer dans les unités et les divisions des troupes intérieures du MVD des unités de réserve, susceptibles en cas de nécessité d'être utilisées pour assurer la protection des immeubles officiels, des centres de liaison, des stations radio, des banques, des prisons et autres objectifs, et de fournir à des unités des moyens spéciaux en armement

(12) *Presidium TsK KPSS, op. cit.*, PV, p. 581.

(13) *Ibid.*, p. 537.

et en moyens de liaison. » Il demande enfin de « prendre des mesures pour augmenter les capacités combattantes de la milice (police), pour renforcer son encadrement, développer leur fourniture en moyens de transport, instruments de liaison et matériels opérationnels (c'est-à-dire en armement) » (14). Ce genre de mesures destinées à faire face à une menace révolutionnaire sérieuse paraît hors de proportion avec le danger réel. Dans ses deux rapports sur l'agitation dite antisoviétique, le KGB dénombre quelques dizaines de déclarations individuelles hostiles à l'augmentation des prix, 7 705 tracts et 60 groupes d'opposants dits antisoviétiques, regroupant en tout 215 personnes, démantelés au cours du premier semestre 1962 [contre 47 groupes rassemblant 186 personnes au cours de toute l'année 1961] (15).

Mais comment cette poussière de groupuscules sans lien entre eux pouvait-il donc inquiéter les dirigeants de l'énorme appareil politique, policier, pseudosyndical et militaire qui contrôlait l'URSS, avec ses centaines de milliers de permanents occupés à la seule tâche de diriger, surveiller, contrôler et sanctionner ? Un ordre du président du KGB répond dans sa langue de bois policière : « Dans la société soviétique, pour le moment, il existe encore des éléments antisociaux qui (...) dans des circonstances particulières s'efforcent d'utiliser les difficultés temporaires qui apparaissent dans le cours de l'édification du communisme, dans leurs buts criminels en incitant des individus politiquement instables à des désordres de masse. Au cours des dernières années, dans quelques villes du pays, se sont déroulés des désordres de masse, accompagnés de pogromes de bâtiments administratifs, d'anéantissement de biens sociaux,

d'attaques contre des représentants du pouvoir et autres excès ; dans toute une série de cas il n'a pas été possible de prévenir à temps les désordres de masse avec leurs conséquences sérieuses » (16). En d'autres termes, des Soviétiques en colère se sont attaqués aux symboles de l'autorité. Les dirigeants du KGB craignent donc des explosions de mécontentement et veulent les prévenir par la contrainte et la force.

La bureaucratie dirigeante répond à Novotcherkassk en durcissant le régime pénitentiaire. En octobre 1962, tous les camps, déjà placés en régime renforcés en mars, sont placés en régime sévère. Un détenu attribue ce durcissement « aux troubles survenus à Novotcherkassk, aux procès contre les trafiquants, ainsi qu'à la dégradation générale de la situation alimentaire dans le pays qui avait débouché sur "les révoltes du beurre" » (17).

Deux ans plus tard, la bureaucratie soviétique se débarrassera de Khrouchtchev.

En janvier 1968, le stalinien Novotny sera débarqué de la présidence de la Tchécoslovaquie.

En décembre 1971, les grèves de Szczecin et Gdansk, réprimées dans le sang, pousseront la bureaucratie polonaise à jeter Gomulka par-dessus bord.

En 1978, les grèves de la Baltique déboucheront sur la constitution du syndicat de masse indépendant *Solidarnost*.

Autant d'épisodes qui rythment la mobilisation de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne qui débouchera sur la gigantesque grève des mineurs soviétiques de juillet 1989, qui verront, selon la Pravda « l'opposition de deux forces face à face ».

Jean-Jacques Marie

(14) *Istoritcheski Arkhiv*, 1993, n° 4, p. 161.

(15) *Ibid.*, p. 171.

(16) *Ibid.*, p. 167.

(17) *Voprossy Ist orii*, 1994, n° 4, p. 114.

Comité international contre la répression (pour la défense des droits politiques et syndicaux)

Paris, le 13 avril 2012

Monsieur Jean Galiev,
Ministre conseiller,
Ambassade du Kazakhstan à Paris

Monsieur le Ministre conseiller,

Nous accusons réception de votre courrier du 20 mars 2012 faisant état de la libération de maîtresse Natacha Sokolova. Des amis syndicalistes de votre pays nous en avaient informés le jour même.

Monsieur le Ministre conseiller, vous nous écrivez : « *Madame Sokolova a déclaré qu'elle reconnaissait pleinement sa culpabilité et se repend sincèrement.* »

Au moment où nous vous écrivons, aucune source, en dehors de votre lettre, ne nous permet de confirmer les propos que vous nous apportez. Mais en toute hypothèse, votre affirmation nécessite de notre part les observations suivantes.

Comme vous le savez, des « aveux »,

dans l'hypothèse, répétons-le, où ils auraient été formulés, ne sauraient constituer, d'une quelconque manière, la preuve d'un crime ou d'un délit. Mais d'emblée, nous considérons — et fort heureusement l'immense majorité de l'opinion publique également (et ce, quel que soit le pays) — que l'activité syndicale ne constitue pas un délit et encore moins un crime. C'est pourquoi, comme nous l'avons déclaré dès le début de notre action, nous estimons que l'arrestation et l'incarcération de Mme Sokolova est un acte arbitraire sans fondement et en complète contradiction avec les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Monsieur le Ministre délégué,

Vous n'ignorez pas qu'à l'époque de Staline, des milliers de citoyens ont été froidement abattus après être passés « aux aveux ». Ils se sont accusés de crimes si extraordinaires que cela dépassait l'entendement. Ces « aveux » avaient été extorqués de mille manières... Des livres entiers y ont

été consacrés. Et il y a, bien sûr, les tristement célèbres « procès de Moscou », dignes héritiers de ceux de l'Inquisition qui, elle aussi, se fondait sur les « aveux » et le « repentir ».

Il y a eu bien d'autres procès non seulement en ex-URSS mais aussi dans d'autres pays. Dans un grand nombre d'entre eux, n'hésitant pas à se réclamer de la démocratie, une variante de la « culture des aveux » est apparue, venant des Etats-Unis d'Amérique. Il s'agit de la procédure dite du « plaider-coupable ». On peut la résumer ainsi : vous avouez et on vous « garantit » le minimum de la peine encourue. Ainsi voit-on des dizaines de milliers de personnes « plaider coupable » pour sortir de prison voire pour éviter d'y entrer.

En conclusion, et en vous remerciant de votre correspondance, sachez que nous, qui avons avec d'autres combattu pour la libération de M^{me} Sokolova, sommes heureux de la voir recouvrer une liberté qu'elle n'aurait jamais du perdre. Nous estimons

aussi que le fait d'exercer des responsabilités syndicales ou tout simplement d'être syndiqué ne saurait être un délit, a fortiori un crime.

C'est pourquoi nous revendiquons que les qualifications dont vous faites état soient annulées et que M^{me} Sokolova recouvre l'intégralité de ses droits. Nous n'acceptons pas qu'elle soit privée d'une partie d'entre eux.

Pour notre part, nous continuerons à défendre le droit pour les ouvriers de votre pays, et du monde entier, de se syndiquer dans les organisations de leur choix et de désigner librement ceux qu'ils estiment devoir les représenter.

Veuillez recevoir, Monsieur le Ministre conseiller, l'assurance de notre indéfectible attachement à la défense des libertés individuelles et collectives.

Jean-Jacques Marie,
président du Cio
Gérard Bauvert,
secrétaire du Cio

CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS

Libération

Le numéro 53 des *Cahiers du mouvement ouvrier* évoque la falsification du Monde télévision sur le Birobidjan à l'occasion de la projection d'un film de Marek Halter sur le sujet.

Libération, daté du 27 janvier 2012, a fait encore mieux dans le genre. L'auteur de l'article, une certaine Annette Lévy-Willard, écrit : « *Joseph Staline voulait répartir les différentes "nationalités" sur des territoires ethniques.* » Invention de A à Z... et grotesque en prime : quand Staline déporte les Karatchaïs, les Ingouches, les Tchétchènes, les Tatares de Crimée, les Balkars, les Kalmouks, etc. au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en Kirghizie ou dans l'Altaï, ce n'est vraiment pas une politique de fixation des nationalités sur des territoires ethniques puisqu'on les chasse de leurs territoires ethniques pour les déporter ! Elle poursuit : « *Il avait décidé de délocaliser le peuple juif en Sibérie, dans une zone stratégique face à la Chine.* » Invention là encore. Si Staline a pensé à ce que l'auteur de l'article appelle « *le sionisme*

version soviétique », il n'a jamais pu penser envoyer dans les 36 000 kilomètres carrés à moitié (et à l'époque aux trois quarts) désertiques du Birobidjan les 3 500 000 juifs soviétiques ! Il n'a d'ailleurs recouru qu'au volontariat pour envoyer des juifs là-bas... d'où leur petit nombre !

Elle conclut en affirmant que le film est « *un voyage émouvant dans une histoire — triste comme d'autres histoires de l'ex-URSS, d'enthousiasme révolutionnaire, de mensonges, de déportations (souligné par moi) et finalement de disparition* ».

Où cette dame a-t-elle vu des « déportations » de juifs au Birobidjan ? Il n'y en a jamais eu.

Certes, les cadres juifs du Birobidjan ont, en 1937-1938, subi le contrecoup de la vague de terreur qui a décimé l'appareil et le Parti communiste lui-même dans toute l'URSS. Ainsi, le 4 avril 1937, le comité du parti du Birobidjan exclut le secrétaire du parti, Matvei Khavkine, qui, après avoir hier exclu le président des soviets du Birobidjan, Liberberg, est maintenant accusé de

l'avoir protégé. Le Birobidjaner Stern lui reproche d'avoir « *freiné par son activité le développement de la région autonome juive (...) et agi en trotskyste (...). Il se vantait d'avoir démasqué l'ignoble trotskyste Liberberg et sa bande. Or Khavkine savait depuis longtemps que Liberberg était un infâme trotskyste et le cachait.* » Il l'avait donc dénoncé pour mieux le protéger ! Le NKVD le torture, lui brise les dents, lui ouvre le crâne, mais Khavkine n'avoue rien. Le NKVD lui inflige quinze ans de goulag dans les mines de Pevek où les détenus tenaient rarement plus d'un an. Ses connaissances d'apprenti tailleur juif remontent à sa mémoire. Il coud des manteaux aux gardes du camp qui se distraient en chassant les bêtes à fourrure de la région puis organise dans le camp un petit atelier de fourreur ! Sa femme a moins de chance : le NKVD l'accuse d'avoir voulu empoisonner le membre du bureau politique

Kaganovitch lors de sa visite au Birobidjan en février 1936 avec du poisson farci de sa fabrication.

La purge des dirigeants du Birobidjan est suivie d'une deyiddishisation brutale de la région. Le réseau des jardins d'enfants yiddish passe de vingt-cinq en 1936 à zéro trois ans plus tard. Le tribunal en yiddish pour les affaires entre juifs se voit contraint de délibérer en russe. L'obligation d'enseigner le yiddish dans les écoles non juives est annulée. La commission de la vie culturelle juive de la région est dissoute, la conférence linguistique yiddish, prévue pour le 9 février 1937, annulée. Tout cela constitue un ensemble de mesures répressives brutales... mais n'a rien à voir avec une vague de « déportations » inventée par le journaliste de *Libération*...

Jean-Jacques Marie

De l'UEC à l'antimarxisme imbécile

Un certain André Senik, ancien dirigeant de l'Union des étudiants communistes de France, a publié en 2011 un ouvrage intitulé *Marx, les Juifs et les droits de l'homme*. Après une esquisse primaire de psychanalyse de Marx, il affirme qu'en opposant « *l'émancipation humaine* » à « *l'émancipation politique* » apportée par la Déclaration des droits de l'homme de 1789 « *Marx fait ainsi le procès de la liberté individuelle, de la propriété privée, du commerce, de l'Etat de droit, de la société civile et des Juifs dans lesquels il voit les agents spécifiques de l'aliénation. Toute la pensée de Marx procédera de*

cette déclaration de guerre aux Juifs et aux droits de l'homme. Son destin historique était décrit dans l'idéal même. »

Pour Senik il est vrai, la propriété individuelle est la garantie incontournable de la liberté individuelle, et il tente de convaincre son lecteur que Marx est hostile à toute forme de propriété individuelle et pas seulement à celle des moyens de production. Il gomme un aspect essentiel de la pensée de Marx pour qui, comme le rappelle Gérard Bloch, « *l'émancipation humaine* » c'est l'émancipation « *des rapports dominés par l'argent* », qui ne pouvait s'exprimer dans la Déclaration des

droits de l'homme de 1789 car celle-ci, représentant la forme universalisée de la pensée de la bourgeoisie dressée contre la féodalité moribonde et le parasitisme clérical et monarchique, à l'aube de l'essor fulgurant du capitalisme, se situe intégralement dans le cadre de rapports dominés par l'argent, incarnés dans la propriété privée des moyens de production.

Cela étant, Marx ne rejette pas l'émancipation politique. Il affirme, ce qu'efface

Senik par un tour de passe-passe qui relève de la falsification : « *L'émancipation, politique est, certes, un grand progrès ; elle n'est sans doute pas la forme ultime de l'émancipation humaine en général, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine à l'intérieur de l'ordre du monde qui a existé jusqu'à présent. Bien entendu nous parlons ici d'une émancipation, réelle, pratique.* »

Olivier Simon

Quand le chef de l'Orchestre rouge, Leopold Trepper, rencontre Chliapnikov... huit ans après sa mort

Alexandre Chliapnikov, ouvrier métallurgiste, vieux bolchevik, dirigeant de l'Opposition ouvrière, a été fusillé le 3 septembre 1937 avec son camarade Medvedev. Ils avaient tous deux refusé d'avouer les crimes invraisemblables dont leurs bourreaux les accusaient, dont le projet — alors rituel — d'assassiner Staline...

Pourtant, Leopold Trepper, le Chef de l'Orchestre rouge, organisation de renseignements et d'espionnage montée par les Soviétiques en Allemagne et dans plusieurs pays occupés, l'a rencontré dans un avion, huit ans après son exécution.

C'est en tout cas ce qu'il a cru et raconte : cet homme, qui avait roulé la Gestapo, s'est fait mystifier par le NKVD comme un bleu, comme le montre le récit qu'il fait de son retour en URSS dans ses Mémoires, *Le Grand Jeu* (chez Albin Michel).

Il prend à Paris l'avion pour Moscou le 5 janvier 1945 et, après une escale en

Afrique du Nord, l'un des passagers se présente à lui :

« *L'un d'eux, un homme d'une soixantaine d'années, les cheveux blancs, la carrière trapue, dont les fortes mains montraient qu'elles étaient habituées au labeur, se présenta à moi.*

« *Camarade Chliapnikov...* »

Chliapnikov, la surprise était de belle dimension...

« *Chliapnikov, le dirigeant de l'Opposition ouvrière ?*

— *Lui-même.* » »

Trepper esquisse une brève biographie de Chliapnikov qui n'est pas sans erreur (ainsi, il écrit : « *Lénine, en dépit de son désaccord avec les thèses qu'il soutenait, avait pris sa défense au comité central, au moment où il était question d'exclure l'Opposition ouvrière.* »

En réalité, Lénine demanda son exclusion — non pour ses thèses mais pour un acte d'indiscipline, par ailleurs mineur —

au comité central qui ne lui fournit pas la majorité requise et donc la refusa. Mais pas-sons...)

Trepper continue :

« J'étais persuadé que Chliapnikov avait été emporté par la vague des purges comme tous les vieux bolcheviks.

«Après la défaite de l'Opposition ouvrière, m'expliqua-t-il, j'ai quitté l'URSS avec l'aide de Lénine et je suis venu m'installer à Paris où j'ai travaillé comme menuisier. La victoire de l'Armée rouge et mon attachement à ma patrie m'ont décidé à retourner dans mon pays. J'ai écrit à mon ami Molotov pour lui demander de m'y aider. Il m'a répondu une lettre très chaleureuse en m'encourageant à revenir. Je suis sûr qu'il viendra me chercher avec sa voiture à l'aéroport. Je suis très impatient de servir de nouveau le parti et le pays...»

L'enthousiasme un peu naïf de ce vieux bolchevik qui avait gardé intacte la foi de sa jeunesse était touchant et je formulai des vœux pour qu'il ne fût pas trop déçu. »

Ce qui est touchant, c'est l'extrême naïveté de Trepper qui ne s'étonne même pas que le prétendu Chliapnikov lui parle du « parti » comme s'il s'agissait toujours de celui auquel il avait adhéré et qui avait été massacré et qu'il parle de Molotov comme étant son « ami »...

Ce récit ne s'arrête pas là ! Il ajoute :

« J'étais depuis trois jours dans l'appartement qui m'avait été réservé lorsque des officiers du NKVD me rapportèrent ma valise. En effet, en quittant l'aéroport, je m'étais aperçu, mais trop tard, que j'avais emporté la valise de Chliapnikov qui était exactement semblable à la mienne. Ce dernier avait également compris sa méprise. Les deux officiers du NKVD avaient été

chargés de faire l'échange » (page 284). Trepper ne s'étonne pas de l'étonnante similitude de sa valise avec celle du prétendu Chliapnikov et ne s'étonne pas que celui-ci ait su que la valise qu'il avait prise « par erreur » était celle de Trepper.

Sa conclusion est renversante :

« La "qualité" des deux ambassadeurs était très instructive : il était clair que Chliapnikov était entre leurs mains et je compris de quelle manière Molotov, qui lui avait écrit une lettre si chaleureuse pour l'inviter à revenir, avait accueilli son "cher camarade". C'était le comble du cynisme. J'avais le cœur serré, j'éprouvais une peine immense et un profond dégoût en imaginant l'énorme déconvenue de ce vieux bolchevik, si heureux de retrouver la patrie du socialisme, prêt à lui consacrer ses dernières forces et qui découvre dans quel piège il vient de tomber ! Il attendait la voiture de Molotov, on lui réserve celle de la Sûreté qui le conduit tout droit à la Loubianka » (pages 284-285).

Précisons que Chliapnikov avait été envoyé comme conseiller à l'ambassade soviétique à Paris en 1924, qu'il était revenu en URSS en 1925, et qu'il n'avait pas quitté l'URSS jusqu'au moment où il avait été fusillé.

Que le chef de l'Orchestre rouge ait pu être aussi grossièrement mystifié par le NKVD est déjà étonnant. Mais qu'écrivant ses Mémoires — avec le concours de Patrick Rotman, « spécialiste » de l'histoire du « communisme » et de mille autres sujets — il continue à répéter cette même fable est assez ahurissant et ne plaide ni en faveur de sa lucidité ni en faveur des connaissances de son aide Patrick Rotman.

Jean-Jacques Marie

De Gaulle, libérateur des peuples ?

Depuis qu'il a rompu avec les vagues aspirations révolutionnaires de sa jeunesse, monsieur Benjamin Stora a pris du poids. Il appartient au « comité scientifique » de la Maison de l'histoire de France mise en place par Frédéric Mitterrand (pas regardant dans ses fréquentations notre historien) contre l'hostilité de nombreux historiens que nul ne saurait taxer d'un quelconque extrémisme. Il y cohabite avec Jean-Christian Petit-Fils, apologiste convaincu de Louis XVI, ou Dominique Borne, grand prêtre de l'enseignement des religions dans les établissements scolaires.

Il est devenu en France l'historien officiel de l'Algérie et surtout de la guerre d'Algérie. On le voit et on l'entend (c'est la double peine) se répandre partout.

Sa dernière interview dans *Télérama* (14 mars 2012, page 18) est un chef-d'œuvre du genre. D'abord une photo du personnage dans le style gaullien (en modèle réduit certes), puis le texte.

Telle Bernadette jadis à Lourdes, Ben-

jamin Stora a eu une révélation. De Gaulle lui est apparu en grand émancipateur des peuples colonisés. A l'en croire, en effet, l'indépendance de l'Algérie a abouti à « *placer la France en leader du tiers-monde et du non-alignement. Cette même France, qui avait été si isolée pendant la guerre d'Algérie, contestée notamment à l'ONU par tous les Etats qui venaient d'accéder à leur indépendance, va plaider pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et dénoncer l'hégémonie soviétique et américaine. Du discours de Mexico (1964) à Montréal (1967) en passant par Phnom-Penh (1966) où il critique les Etats-Unis en plein conflit du Vietnam, de Gaulle surfe sur son aura de champion des indépendances, sur la résolution des conflits en Algérie et en Indochine. Il façonne une nouvelle stature pour le pays.* »

Apparemment Stora n'a jamais entendu parler de la Françafrique, de Foccart, des diverses manœuvres — le plus souvent couronnées de succès — pour maintenir la

présence économique et politique de l'impérialisme français dans les pays devenus indépendants. On peut constater, en tout cas, qu'il a toute sa place dans le « comité scientifique » de la Maison de l'histoire de France.

A la question de *Télérama* : « Pourquoi les cicatrices de la guerre d'Algérie semblent-elles si mal refermées ? », il répond d'abord :

« L'orgueil français peine à admettre que pour exister les Algériens ont été obligés de se séparer de la métropole. » Comment donc, « l'orgueil français » ? Tous Français confondus, tous intérêts de classe ou de groupes effacés ? Un trait national en quelque sorte... qui transgresse toutes les frontières sociales et politiques ?

Et comme il faut être à la mode réactionnaire dans tous les domaines :

« Pour la France (...), compliqué de mettre en cause son modèle assimilationniste, de s'interroger sur l'Etat-nation jacobin » (souligné par moi).

Ce serait donc la conception de l'Etat-nation, produit de la Révolution française, et donc le jacobinisme, qui serait responsable des méfaits du colonialisme ? Faudrait-il en conclure que si la régionalisation rampante avait été mise en œuvre il y a soixante ou soixante-dix ans, nous n'aurions pas eu de guerre d'Algérie et peut-être une région algérienne décentralisée, dans le genre du statut spécial pour la Corse proposé par feu (politiquement parlant) Sarkozy ? Si ces propos sont moins clairs que les délires antijacobins réactionnaires de la sénatrice Verte Esther Benbassa (1), Benjamin Stora court dans le même sens, dans le sens du vent. Court, disons plutôt clopine...

Jean-Jacques Marie

(1) Voir l'article de Nicole Perron à ce sujet dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 53.

Staline... ou Jeleznine ?

Pendant des années, les lycéens — admiratifs, indifférents ou caustiques — ont appris que le pseudonyme de Staline venait du mot russe « stal » qui veut dire « acier » et donc que Staline était l'homme d'acier. Deux redoutables spécialistes de l'URSS et de la Russie, Hélène Blanc et Renata Lesnik, journalistes qui se situent dans la lignée de Stéphane Courtois, considérées par leurs pairs comme des « spécialistes » (?), ont corrigé cette version traditionnelle. Dans un ouvrage (aussi nul que leurs ouvrages précédents) intitulé *Les prédateurs du Kremlin*, (1917-2009) (1), elles annoncent « quelques révélations saisissantes » (page 16). On y apprend que « Beria s'était farouchement opposé à l'ordre de liquider les officiers polonais à Katyn » (page 63), ordre dont il a été, les documents le prouvent, le principal organisateur ; elles ne font là que reprendre la légende grotesque répandue par son fils Sergo qui ment et trafique ses propres textes à tour de bras (2). La nomination

d'Andropov à la tête du KGB est commentée sous le sous-titre : « Un poète au KGB » (page 105). Les dissidents ont pu apprécier son sens de la poésie... Mais la plus saisissante de leurs révélations porte sur Staline : « Observons d'abord, écrivent-elles page 49, que l'homme de fer (de stal "fer") n'assumait pas ses décisions. » Le « fer » se dit en russe « Jelezo ». L'« homme de fer » se dirait donc Jeleznine... Nos deux « spécialistes » ignorent donc ce que des millions de lycéens, sans connaître le russe, ont su et que certains savent peut-être encore.

Mais nos « spécialistes » ne sont pas à une approximation près. Elles écrivent ainsi : « Le ciel s'assombrit en 1951 quand éclate "l'affaire de Leningrad" (1948-1953) », c'est-à-dire la liquidation des dirigeants des cadres du Parti communiste russe de Leningrad (Kouznetsov, Popkov, etc. Elle éclate dont en 1951... tout en commençant en 1948. Ajoutons qu'elle n'éclate pas, car aucun élément n'en appa-

raît publiquement, au point que la fille de Kouznetsov (ancien secrétaire du comité central), mariée à un fils de Mikoïan, n'a même pas su à l'époque ce qu'il était advenu de son père fusillé !

Plus remarquable encore dans leur ignorance, elles écrivent : « *Durant les années 1934-1936 le théâtre de l'absurde socialiste met en scène les grands procès où les fidèles compagnons de Lénine et Staline, les théoriciens du marxisme et la fine fleur des militaires tiennent les rôles principaux. Exeunt (3) Sergueï Kamenev, Grigori Zinoviev et Nikolaï Boukharine* » (page 48).

Or :

a) Les procès de Moscou se sont déroulés non de 1934 à 1936 mais de 1936 à 1938 (octobre 1936, janvier 1937, juin 1937 pour le procès des militaires, et mars 1938).

b) Nos deux redoutables spécialistes se trompent de Kamenev : le dirigeant bolchevique assassiné par Staline s'appelait Lev ou Léon ; Sergueï Kamenev était un chef militaire mort dans son lit en 1936, et qui sera certes déclaré traître plus tard... mais que Staline ne pourra rattraper dans l'au-delà et donc juger.

Jean-Jacques Marie

Une lettre de Gérard Gome

Mon cher Jean-Jacques,

Dans le cadre des publications sur la Révolution française, je voudrais attirer ton attention sur un compte rendu de lecture du livre du général Herlaut (*Autour d'Hébert, deux témoins de la Terreur...*, Paris, 1958) rédigé par un dénommé Van Kalken et publié par la revue belge de philologie et d'histoire de 1959 (n° 4 volume 37). C'est surtout la note insérée à la suite du compte rendu qui mérite attention sans qu'il soit vraiment utile de développer sa haute et « hygiénique » pensée :

« Je me suis mainte fois demandé pourquoi le comportement des terroristes n'a pour ainsi dire jamais été étudié sous l'angle des influences purement bio-physiologiques. Se représente-t-on dans ce Paris, cloaque malodorant et obscur des débuts de la Révolution, ce que dut être l'existence de ces gens des faubourgs, logés dans la promiscuité de taudis à plusieurs étages, mal nourris, mal chauffés et buvant trop d'alcool ou de gris vin lourds ? Ils vivaient constamment dans la nervosité, la fièvre, étaient abreuvés de discours sur-

excités ou par la lecture du Père Duchesne, se ruaient aux spectacles des guillotines, craignaient la trahison et, en même temps, suaient de peur à l'idée d'être dénoncés par un voisin venimeux comme trop tièdes. L'été de 1794 fut exceptionnellement chaud et sec. Au bref, la Révolution à Paris se déroula dans des conditions totalement antihygiéniques. Ce n'est pas sans raison qu'un important groupe des Cordeliers porte le nom d'Enragés ! Toutes leurs hyperesthésies ne peuvent s'expliquer par la seule crainte de Pitt, de Cobourg et des « conspirateurs scélérats ».

(Il faut quand même rappeler que « Le Père Duchesne » n'a commencé à paraître qu'en septembre 1790, soit plus d'un an après les débuts de la Révolution, et que jusqu'en 1791 il est resté dans une ligne pour le moins conformiste et constitutionnelle puisqu'il soutenait le roi et La Fayette et s'opposait à Marat. Il est donc très loin, à cette époque, de sa future réputation de journal des « Exagérés »).

Gérard Gome

Liste des thèses déposées au CERMTRI (mises à jour le 20 novembre 2007)

Archer John : **Trotskyism in Britain 1931-1937**. Année universitaire 1979.
Microfilm avec compte rendu des réunions de la IV^e Internationale, 1929.

Archives des Bouches-du-Rhône : **Les étrangers à Marseille (1880-1939)**.
Projet d'action éducative, collège Thiers de Marseille, 1988.

Attias Eric : **Les trotskystes sous le Front populaire**.

Aunoble Eric : **Les Communes de Xar'Kov de 1917 à 1933**.

Auroy Vanessa : **Le rôle du POUM durant la guerre civile et ses relations
avec les communistes et les anarchistes : l'exemple de la Catalogne**.
Mémoire de maîtrise, université d'Angers, octobre 2000.

Avtandilova Gaïané : **Approche de la dramaturgie de Ljudmila Petrusenskaja**.
Paris-IV, 1989-1990.

Aymé Jean-Jacques : **Les Jeunesses socialistes**. Année universitaire 1980- 1981.

Bauvert Nathalie : **L'Algérie et les socialistes**.

Benharkat Lakhdar : **L'Algérie dans le monde 1945- 1954**. Mémoire de maîtrise,
université de Nancy, 1998.

Becker Jean-Jacques : **Le carnet B, l'antimilitarisme vu par les pouvoirs publics avant 1914.**

Bernson Dweira : **Nécessité d'une loi protectrice pour la femme ouvrière.**
Lille 1899. Pour l'auteur, voir *Le Maitron* à Verhaeghe, son mari).

Bertaud : **1792-1795.** DEUG histoire, 1994-1995.

Bossut Nicole : **Chaumette, porte-parole des sans-culottes.**
Thèse de doctorat, Université Paris-I, 1994.

Bourrinet Philippe : **Le courant bordiguiste 1919- 1999.**

Brabant Jean-Michel : **Les partisans de la IV^e Internationale en France sous l'occupation.** Paris-VIII, 1976.

Brandely Emmanuel : **L'OCI-PCI de 1965 à 1985. Contribution à l'histoire nationale d'une organisation trotskyste.** Université de Dijon, juin 2001.

Bravo-Castro Mathilde : **Le PSU en Tarn-et-Garonne, des origines à 1973.**
Mémoire de maîtrise d'histoire, Toulouse 1975-1976.

Bulaitis John : **Renault, Boulogne-Billancourt, April-may 1947** (en anglais).
Queen Mary and Westfield college University of London, avril 1999.

Bulaitis John : **"It is forbidden to die or fall ill", a history of the Syndicat Democratique Renault, 1947-1950.** Royal Holloway,
University of London, septembre 2000.

Cassard Jean-Pierre : **Les trotskystes français pendant la Deuxième Guerre mondiale.** Année universitaire 1980-1981.

Chalard Emmanuel : **Estimation de modèles de vitesse 3D en sismique réflexion 1999.**

Chevalier Pierre : **Aux origines de la pensée et de l'action de Jean Rous (1908-1934).** Année universitaire 1980-1981.

Chevalier Pierre : **Jean Rous (1908-1985). Une vie pour le socialisme et la décolonisation.** Thèse de doctorat, Université de Perpignan 1999.

Chiclet Christophe : **Le PC grec pendant la guerre civile grecque de 1944-1949.**
1979.

Choisnel Emmanuel : **Le sursaut républicain. L'Assemblée consultative provisoire (1943-1945).**

Christ Michel : **L'idée européenne dans le mouvement ouvrier de 1905 à nos jours.**

Chouvel François : **Des oppositionnels dans le PCF – Unir pour le socialisme (1952-1974).** Année universitaire 1984.

Collin Paul : **Raffin-Dugens – Pellerin de Kienthal à travers trois Internationales.**
Thèses de 1971.

Colloque tenue à Montréal 1990 : **L'engagement des intellectuels dans la France des années trente.**

Coudène Christian, Joubert Jean-Paul, Revol René : **Trotsky, l'Opposition de gauche et le groupe bolchevik-léniniste en France.**

Coulambon Gilles : **L'Humanité et le procès des seize.**

Crozet Stéphane : **Le système financier des agences de l'eau et la TGA.** DESS-Université Robert-Schuman, Strasbourg, 1997.

Cuenot Alain : **Biographie intellectuelle d'un révolutionnaire marxiste, Pierre Naville (1904-1993).** Thèse de doctorat d'histoire contemporaine, Université de Paris-XIII-Villetaneuse, octobre 2002.

Cynober Julien : **La presse trotskyste en France de la Libération à la grève Renault d'avril-mai 1947.** Maîtrise, Université de Nanterre, 1998-1999.

Desportes Gérard : **Contours idéologiques en France 1953-1956.** Année universitaire 1982-1983.

Drouot Jacques : **Le textile dans les Vosges (1968-1969).**

Dubesset Martine : **L'émergence d'une population dans la commune agricole de Gennevilliers (1875-80-1914).**

Ducange Jean-Numa : **L'œuvre de Karl Kautsky sur la Révolution française : sa réception en France 1889-1947.** Maîtrise Université Paris-I, 2001-2002.

Dufrasne Claude : **Etudes sur les attitudes des jeunes à l'égard des mouvements de jeunesse de 1944 à 1962.**

Duprat Catherine : **La monarchie constitutionnelle 1789-1792.** Université de Paris-I, travaux dirigés, année universitaire 1995- 1996.

Durr Aurélien : **Le trotskysme dans le PCF entre 1923 et 1928.**

Durr Aurélien : **Albert Treint — Biographie politique (1914- 1940).** Université Paris-XIII, UFR des lettres, des sciences de l'homme et des sociétés, juin 2001.

Eisler Pet A. Gavira-Rincon : **La montée de la fraction monopoliste de la bourgeoisie et son effet sur la planification, lieu de réflexion des contradictions de la formation sociale française.** Octobre 1970.

Eliard Michel : **L'école et la division du travail.**

Farnetti Richard : **Essors financiers et déclin relatif de l'économie britannique (1873- 1989).**

Feltrinelli, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli : **Comune Di Parigi 1870-1871.** Catalogue monographique février 2006.

Femmes en résistance : **Concours de la Résistance et de la déportation.** Elèves de première du lycée Montalembert.

- Flammant Thierry : **L'École émancipée, une contre-culture de la Belle Epoque.**
Année universitaire 1982.
- Fougeyrollas Pierre : **La révolution prolétarienne et l'impasse petite bourgeoise.**
- Gerbod Paul : **Un libéral utopique : Paul-François Dubois 1793-1874.**
Thèse pour le doctorat es lettres. Université de Paris-I.
- Glaeser Henri : **Hotel Astoria : Scénario et dialogues de H. Glaeser.**
- Gluckstein Daniel : **Aux origines du trotskysme français 1924-1929.**
Mémoire de maîtrise, Université Paris-VIII, décembre 1974.
- Godin Stéphane : **Conseils de quartiers et expériences de démocratie participative dans le XX^e arrondissement.**
- Goujon Gérard : **Les écrivains prolétariens français et Léon Trotsky.**
Année universitaire 1990.
- Gros Dominique : **Les conseils ouvriers en Hongrie 1917-1919.** Dijon.
- Grzyber Gérard : **Les trotskystes dans les organisations françaises dans les années cinquante.**
- Hadji-Lazaro Jean-Pierre : **Etude de la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais (mai-juin 1941).** Paris-I, 1970-1971.
- Hatet Marcel 1898- 1943 : **Les PTT dans la résistance en Loire Inférieure.**
- Hentzgen Jean : **Agir au sein de la classe ouvrière. Les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955.** Maîtrise d'histoire contemporaine, Paris-I, septembre 2006.
- Huchot Lucie : **Le citoyen à l'école. Manuels d'éducation civique et formation du citoyen dans la Russie post-communiste (1922-2000).** Institut d'études politiques de Paris, 2000-2001.
- Jacquier Charles : **Boris Souvarine, un intellectuel antistalinien de l'entre-deux-guerre (1924-1934).** Année universitaire 1993-1994.
- Joubert Jean-Paul : **Le pivertisme.** Doctorat de sciences politiques, juillet 1992, Grenoble.
- Kan'ichi Kuroda : **What is révolutionnary marxism (anti-stalinism study group).**
- Kesselmann Donna : **Le syndicat des travailleurs de l'automobile et ses deals dans l'Etat américain 1935-1952.**
- Ketz Salomon : **De la naissance du groupe bolchevik-léniniste à la crise de la section française de la Ligue communiste internationaliste (1934-1935).**
- Klioua Arslane : **Les plans quinquennaux soviétiques de 1928.**
DEA, Grenoble, 2001- 2002.
- Kondratieva Tamara : **Introduction à l'histoire de la Russie et de l'URSS.**
Institut national des langues et civilisation orientales, année universitaire 1989-1990.

Kraus François : **Les assises du socialisme**. Mémoire de maîtrise, Paris-I, prix 2002 de la Fondation Jean-Jaurès.

La Brasca Francesco : **Gramsci, l'analyse du fascisme**.

Langlet François : « **A gauche du trotskysme** », les ultras gauche 1944-1945.

Lanuque Jean-Guillaume : **Indochine et trotskystes**.

Laugier Lucien : **Les deux crises du PCI** (annotation de François Langlet).

Le Bars Loïc : **La fédération unitaire de l'enseignement 1919-1935**. Paris-I Sorbonne.

Le Corre Gérard : **La grève d'avril-mai 1947 à Renault-Billancourt à travers la presse politique et syndicale**.

Leigen Catherine : **Le Parti socialiste révolutionnaire (le mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939)**.

Leonetti Alfonso : **Dialogue communiste hérétique et socialiste**.

Leprince Franck : **Regards français, civils et militaires sur la guerre civile russe et l'intervention en Sibérie sous Koltchak (novembre 1918-février 1920)**. Mémoire présenté à l'Institut d'études politiques de Paris.

Lerner Eric : **Le big bang n'a jamais eu lieu**. Traduction-adaptation de Pierre Kohler.

Leroux Fabien : **Ebauche d'une sociologie du suffixe -isme. Le cas du bordiguisme**. Mémoire de DEA, Ecole normale supérieure septembre 2002.

Levy Clara : **Contribution à l'étude de la pathologie mentale nord-africaine dans une institution**.

Lohr Sylvie : **Pour une littérature de l'authenticité (Neel Doff et Henri Poulaille)**.

Lois :

Les grandes lois de décentralisation du XIX^e siècle à 1982.

Loi relative à la démocratie de proximité (février 2002).

La réduction du temps de travail

Lubitz Petra : **Trotsky Serial Bibliography**. 1993.

Magasich John : **Pouvoir formel et pouvoir réel au Chili — 1972-1973**.

Magnant Jean-Pierre : **Les thèmes développés par la presse et les publications trotskystes (1968-1970)**.

Malaise Céline : **Trotskysme et engagement militant en France de 1938 à 1944**. Mémoire de maîtrise, université de Nancy-II, 6 juin 2001.

Marchetti Christophe : **Trotsky et les trotskystes vus par les staliniens entre les deux guerres**.

Meriaudeau Sandra : **La fédération socialiste de l'Ain 1944-1969**. Mémoire prix 2001 de la Fondation Jean-Jaurès.

Merrien Michaël : **L'émigration en France de Léon Trotsky – 19 novembre 1914 – 31 octobre 1916**. Paris-I, 2000-2001.

Merrouch Youcef : **Le mouvement ouvrier en Algérie 1962-1988**. Paris-VIII.

Micalef Constance : **Que lire ? Bilan bibliographique des recherches sur l'activité de Karl Radek en Allemagne de 1918 à 1923**. Paris-I, 1999-2000.

Miccoli Rosengela : **Pietro Tresso oppositore comunista (1928-1944)**. Année universitaire 1987-1988, en Italien.

Michelet Stéphane : **La scission du PCI de 1952**.

Minczeles Henri : **Les origines du mouvement ouvrier juif 1860-1897**. Hautes études sciences sociales, 1985. **Vilna-Wilno-Vilnius : la Jérusalem de la Lituanie. Un grand centre yiddish 1914-1941**. Hautes études sciences sociales, 1985.

Molinier Raymond : **Mémoires d'un militant trotskyste**.

Montandraud Dominique : **Idéologie du travail féminin dans *Elle***.

Morin Gilles : **Origine de la crise de la SFIO (1956-1958). La crise de la SFIO et l'agonie de la IV^e République (novembre 1957-juin 1958)**.

Ngo Thi Minh-Hoang : **Léon Blum et les relations Est-Ouest 1944- 1947**. Mémoire de maîtrise.

Nguyen Van Nam : **The coloured immigration in Great Britain**. Paris-XII, juin 1983.

Ollivier Maurice : **Mémoire d'un délégué du deuxième congrès du Komintern (1920)**. « La Chimère ».

Ortega Jésus de Blas : **La formation du mécanisme économique stalinien en URSS et sa transposition en Europe de l'Est. Le cas de la Hongrie**. Madrid, 1994.

Paleni Patricia : **Union européenne et citoyenneté des femmes**. 1995.

Papp Julien : **Pouvoirs, administrations et société en Hongrie à la fin de la Seconde Guerre mondiale (septembre 1944-septembre 1947)**. Thèse de doctorat d'Université, Paris-I.

Patry Richard : **Caractère spécifique de la production militaire aux Etats-Unis**.

Payan Olivia : **L'Opposition de gauche en Europe de l'Est et dans les Balkans, vue par la presse oppositionnelle française, de 1929 à 1940**. Mémoire d'histoire contemporaine, Paris, juin 2004.

Pla Raymond : **Mémoire d'un combattant pour la liberté (Espagne, Résistance 1936-1945)**.

Rabaux René : **Godin et le familistère de Guise (1978)**.

Ries Philippe : **Le corps des officiers dans la Révolution portugaise**. 1976.

Rodrigo Jean-Michel : **L'Ecole émancipée (1910- 1921)**.

Rouch Jean-Louis : **La vision de la lutte des classes dans l'histoire du drapeau rouge de M. Dommanget.**

Roy Pierre et Danielle : **Etude sur le monument pacifiste de Saint-Martin-d'Estreau et sur le maire Pierre Monot.**

Ruscio Alain : **Les communistes français et l'Indochine (1944-1954).**
Thèse pour le doctorat de troisième cycle, Université de Paris-I, 1982.

Salles Jean-Paul : **La Ligue communiste, tentative de construction d'un parti révolutionnaire en France après mai 1968.** DEA, Université de Poitiers, 1999.

Sidi Moussa Nedjib : **Révolution algérienne. La guerre FLN contre MNA (1954-1958).** Université Paris-I, juin 2006.

Sidi Moussa Nedjib : **Le Mouvement national Algérien (MNA) en France, parti d'avant-garde de la révolution algérienne, parti de l'immigration ouvrière 1954-1957.** Université Paris-I, juin 2007.

Silvestri Agnese : **La lutte antifasciste et la lutte pour la paix. Les choix de la minorité révolutionnaire dans la France des années 1930.**
Doctorat de recherche, Université de Rome, (en Italien).

Simonet Bernard : **Ernest Jones : chartisme et socialisme.**
Thèse de doctorat, Université de Lyon-II, 14 mars 2003.

Spa Gaïané : **Le théâtre russe 1917- 1920 et la Pérestroïka.**

Spina Raphaël : **Staline vu des communistes de France.**
Maîtrise, Université de Paris-I, année 2001-2002.

Stora Benjamin : **Messali Hadj 1898-1974.** Année universitaire 1978.

Stora Benjamin : **Histoire du MNA (1954-1956).**

Stobnicer Maurice : **Le mouvement trotskyste allemand sous la République de Weimar.**

Thomas Jean-Baptiste : **Luttes sociales et assemblée populaire en Bolivie (1969-1971). Eléments d'analyse d'une situation révolutionnaire.**
Mémoire de maîtrise, Université Paris-III, octobre 2001.

Trinquet Jacqueline : **L'enseignement à Esparreguera de 1931 à 1936. Recherche sur l'école rationaliste.** Mémoire de maîtrise, Paris-Sorbonne-IV, 1997.

Vasseur Laurence : **Les Moliniéristes, 1935-1939.** Année universitaire, octobre 1983, (classé avec les mémoires de Raymond Molinier).

Verhaeghe Désiré : **De l'alcoolisation.** Thèse de doctorat, Paris 1900.
L'auteur est un militant guesdiste. Voir sa biographie dans *Le Maitron*.

Vermorel Claude : **« Lénine »**, pièce de théâtre.

Veysset Alain : **L'école du Parti bolchevique en 1911 à Longjumeau.**

Werner Kurt : **Rosa Luxemburg, une femme dans la tourmente.** Pièce de théâtre

NOTES DE LECTURE

Frédéric Genevée : ***La fin du secret, histoire des archives du Parti communiste français,*** éditions de l'Atelier, 23 euros

En 2003, la direction du PCF a signé une convention avec le conseil général de Seine-Saint-Denis lui permettant de transférer ses archives à Bobigny au cours des deux années suivantes. Le livre de Frédéric Genevée relate la préhistoire de cette décision, les évolutions qui y ont abouti et les conséquences de l'ouverture complète de ces archives aux chercheurs.

Une décision d'ouverture pour quoi faire ?

Dans le chapitre 6 de son livre, Frédéric Genevée précise : « *Le PCF, faut-il le rappeler, est un parti politique, sa décision d'ouverture obéit avant tout à ses propres besoins de parti politique. Le PCF n'est ni un historien ni un service public, la gestion de ses archives relève donc de la manière dont il comprend et défend ses intérêts.* »

Voilà une déclaration d'une louable franchise en des temps où cette qualité est moins que jamais à l'honneur. Il précise :

« *Le PCF a confié ses archives centrales à une institution publique, mais il en demeure propriétaire et continue de s'intéresser à leur exploitation et à leur valorisation.* » Dans quel sens, dans quel but ?

Frédéric Genevée retrace l'histoire de cette ouverture en soulignant : « *Dans le contexte des polémiques historiographiques et surtout politiques, Francette Lazard demande à Robert Hue qui a lancé la mutation du PCF de prendre la mesure de cette question clé* » (le fonctionnement du service d'archives du PCF). L'ouverture est donc liée à la « mutation » engagée par Robert Hue au lendemain de la disparition de Georges Marchais. Que Robert Hue ait depuis quelques années quitté le Parti communiste dont il fut un instant le secrétaire général pour se retrouver dans les eaux du Parti socialiste ne suffit certes pas à définir la portée de cette mutation, mais elle indique en tout cas dans quel sens elle pouvait ou peut pousser le Parti communiste français.

La nécessité de reconstruire son identité...

La question ne concerne pas seulement ce dernier. Après la chute de l'URSS, le Parti communiste britannique s'est dissous, le Parti communiste italien qui, à un moment de son histoire, rassembla plus d'un million d'adhérents, surtout ouvriers, a été liquidé au milieu des années 1990 par ses propres dirigeants et transformé en Parti démocrate dont les chefs envisagèrent un moment de fonder une Internationale démocrate avec en particulier Bill Clinton, grand représentant du grand capital américain ! Des partis communistes de pays de l'Est se sont en quelques semaines transformés nominale-ment en « partis sociaux-démocrates » et ont même adhéré à l'Internationale socialiste à laquelle ont appartenu jusqu'à leur chute des socialistes aussi éminents que Ben Ali, Moubarak, Gbagbo... Dans quel sens évolue, lui, le PCF ?

Frédéric Genevée précise le sens de l'ouverture au public des archives du PCF en affirmant : « *Depuis une quinzaine d'années le PCF est placé devant la nécessité de reconstruire son identité : doit-elle demeurer figée, simplement se moderniser, dépasser sa référence communiste ou même l'abandonner totalement ?* » Et il souligne à juste titre : « *Du congrès de Tours de 1920 à 1956, en passant par la périodisation du déclin du PCF, tout est enjeu politique.* » C'est exact : toute cette histoire est un enjeu politique. L'examen de telle ou telle prise de position du PCF a des prolongements actuels ; il permet d'étudier dans quel sens il a évolué au cours de son histoire ; or, c'est une vérité bien banale, le passé détermine en partie le présent.

Selon Frédéric Genevée, les initiatives d'utilisation publique des archives (expositions au siège du PCF, films, etc., « *permettent de valoriser l'action du PCF et de revenir sur ce qu'il considère aujourd'hui comme des erreurs, par exemple le vote en 1956 des pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet pendant la guerre d'Algérie.* »

Une erreur au milieu d'une bonne politique ?

L'exemple choisi par Frédéric Genevée mérite qu'on s'y arrête quelques instants parce qu'il permet de souligner ce qui est réellement en jeu. Qu'est-ce qui consti-

tue cette « erreur » ? Le vote en lui-même des pouvoirs spéciaux permettant à Guy Mollet de déchaîner la guerre en Algérie ou la politique générale du PCF vis-à-vis de l'empire colonial français ? Lors de l'insurrection du RIF marocain en 1925, le Parti communiste, alors section française de l'Internationale communiste, non seulement soutenait les insurgés mais appuyait la revendication de l'« indépendance du Maroc ». En 1956, et cela depuis 1945, le PCF se prononce... pour « *une véritable Union française* ».

Le 23 décembre 1955, Thorez déclare à la radio qu'il propose aux « *socialistes et autres groupes de gauche* » de former au lendemain des élections « *un gouvernement qui appliquera les solutions de négociation et de conciliation en Afrique et travaillera à créer une véritable Union française* ». Le 31 janvier 1956, le groupe parlementaire du PCF vote l'investiture au gouvernement Mollet. Jacques Duclos déclare possible de créer les conditions « *permettant que, sur la base des revendications nationales du peuple algérien, d'en faire un ami et un allié de la France au sein d'une véritable Union française* ». L'Union française est un vrai leitmotiv du PCF à cette époque. Les *Cahiers du communisme* de janvier-février 1956 publient un article du responsable des affaires coloniales du PCF intitulé : « *Pour une véritable Union française.* » C'est la politique du PCF de 1945 à 1959, date à laquelle, pour la première fois, il revendiquera l'indépendance de l'Algérie après l'arrivée au pouvoir de De Gaulle. Or l'Union française, définie dans la Constitution de 1946, comme le rappelle le vieux renard Marcel Cachin lors de son discours de doyen d'âge lors de la séance inaugurale de l'Assemblée nationale, c'est la dénomination nouvelle de l'empire colonial français, dénomination qui ne change rien à sa nature coloniale.

On est donc loin de 1925 et de la revendication de l'indépendance du Maroc. Le vote des pouvoirs spéciaux — comme celui de l'investiture du gouvernement Guy Mollet — s'inscrit donc dans une politique d'ensemble, dont il est une forme extrême. Est-il une erreur dans une bonne politique d'ensemble qui, elle, serait juste ? Est-elle, au contraire, la forme extrême d'une mauvaise politique d'ensemble ? La réponse est évidente. A quoi tient l'évolution qui mène

le Parti communiste d'une vraie position anticolonialiste en 1925 à une position de soutien au colonialisme français (sous la couverture d'une rénovation démocratique dudit colonialisme) ? Peut-on la séparer de la subordination du Parti communiste au stalinisme, c'est-à-dire à la bureaucratie soviétique contre-révolutionnaire et à ladite « coexistence pacifique » ?

Le livre de Frédérick Genevée ne prétend pas répondre pas à ces questions. Tel n'est pas son objet. On ne saurait donc lui reprocher de ne pas aller plus loin dans l'analyse de l'évolution du PCF et de ne pas répondre à l'interrogation qu'il soulève sur la nécessité pour le PCF « *de reconstruire son identité : doit-elle demeurer figée, simplement se moderniser, dépasser sa référence communiste ou même l'abandonner totalement ?* »

“La croyance sacralisée à la Vérité par les archives”

Frédérick Genevée, à la fin de son livre, critique ce qu'il appelle « *la croyance sacralisée dans l'accès à la Vérité par les archives* ». A bon droit. C'est bien connu de tous ceux qui ne se contentent pas de scoops journalistiques éphémères ; le fait qu'un document soit archivé ne suffit nullement à définir sa valeur. Un compte rendu de réunion peut être incomplet, délibérément ou non, modifié par une instance chargée de le superviser, trafiqué.

Je voudrais choisir un exemple très significatif qui n'appartient pas à l'histoire du PCF mais du Parti communiste

d'Union soviétique (PCUS). En juillet 1953 se tient un plenum du comité central du PCUS chargé de juger de l'affaire Beria. Un compte rendu sténographique en est établi. Certains discours sont déposés au secrétariat sans avoir été prononcés, comme celui de l'ancien secrétaire de Staline, Poskrebychev. Mais surtout, plusieurs intervenants, au premier chef Khrouchtchev et Molotov, profitent ensuite de la relecture du compte rendu sténographique pour réécrire des parties entières de leurs interventions et modifier leurs interventions, parfois radicalement, d'autres plus modestement. Molotov modifie ainsi les neuf dixièmes de son intervention du 2 juillet. Son discours, reproduit dans le procès-verbal définitif, est donc un véritable faux. Et s'il est le plus notable, il n'est pas le seul dans ce cas. Et ce qui est vrai de ce procès-verbal l'est sans aucun doute d'autres documents, et pas seulement en URSS. Le livre de David King, *Le commissaire disparaît*, souligne l'ampleur du trafic auquel peuvent être soumis les documents photographiques eux-mêmes. Les documents audio échappent sans doute plus facilement à ce type de traitement...

Ces remarques générales n'enlèvent rien à l'intérêt du livre de Frédérick Genevée et de son historique du traitement par le PCF de ses archives. Il aide à la réflexion sur le sens de son évolution et de ce que Robert Hue appelait sa « mutation ».

Olivier Simon

Clarté : du pacifisme au trotskisme...

Alain Cuénot :

Clarté 1919-1924, tome I,

Du pacifisme

à l'internationalisme prolétarien.

Clarté 1924-1928, tome 2,

Du surréalisme au trotskisme.

Editions L'Harmattan, chaque tome : 250 pages, 25 euros.

En 1919, Henri Barbusse et Raymond Lefebvre, hostiles à la guerre qui vient de s'achever, laissant derrière elle un monceau de cadavres et de longues files de mutilés, lancent la revue *Clarté* pour tenter de rassembler les intellectuels qui n'ont pas cédé à l'union sacrée et à la vague de chauvinisme, ou qui s'en sont dégagés.

Romain Rolland refuse de s'associer à la revue en avançant un argument qui prendra une étrange résonance plus tard dans la bouche d'un homme qui apportera son soutien à Staline en justifiant les procès de Moscou. Il affirme alors : « *Personnellement je considère comme mon premier devoir de rester en dehors de tous les partis pour mieux garder et défendre l'indépendance de l'esprit qui ne doit avoir qu'un maître : la Vérité* » (tome 1, p. 19). La majuscule ne l'empêchera pas plus tard de traiter la vérité sans ménagement...

Une longue liste de débats...

Pendant ses neuf ans d'existence, les débats qui agitent la revue sont un miroir des problèmes qui agitent la vie politique française même s'ils sont vus à travers le prisme d'une intelligentsia dont nombre de membres se posent alors, après la boucherie de la Première Guerre mondiale, la question de l'action révolutionnaire à la fois sur le plan littéraire et artistique et sur le plan politique.

Très vite, la revue va être l'objet de vives discussions sur ces questions, dont les deux sous-titres, *Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien* et *Du surréalisme au trotskisme*, illustrent la nature et l'ampleur :

— débats souvent vifs avec les partisans du pacifiste « au-dessus de la mêlée » Romain Rolland,

— débats tout aussi vifs entre les pacifistes et les partisans de la révolution russe ;
— débats entre les éléments les plus politiques de la rédaction, comme Marcel Four-

rier ou Jean Bernier et Henri Barbusse dont le culte de la raison est aussi fumeux que le pacifisme ;

— débats avec les surréalistes qui débouchent un moment sur un projet de revue commune, *Guerre civile*, projet qui avortera (puis débats entre les partisans de la direction du Parti communiste français et ceux de l'Opposition de gauche à laquelle appartient Pierre Naville).

Les soucis politiques et culturels des gens de *Clarté* les amèneront vite à se séparer de Barbusse, que son éclectisme pâteux mènera vite à la tête de la page littéraire de *L'Humanité*, et surtout, amènera à rédiger trois biographies : *Jésus*, *Gandhi et Staline*, unis par lui dans une vénération indécente.

Raymond Lefebvre

Très vite, l'un des éléments moteurs de la revue est Raymond Lefebvre qui, dans son discours au IIe Congrès de l'Internationale communiste (juillet-août 1920), avant la fondation du Parti communiste — alors parti révolutionnaire — en décembre 1920, déclare : « *En France, la situation est révolutionnaire, seuls les hommes ne le sont pas* » (tome 1, p. 55). Les hommes, pour lui, ce sont les cadres politiques encore englués dans le Parti socialiste. Malheureusement, en quittant la Russie soviétique encerclée par le blocus franco-britannique, Raymond Lefebvre se noie en mer avec les deux camarades qui l'accompagnaient. C'est une lourde perte pour *Clarté* et plus encore pour le Parti communiste qui va être dirigé quelque temps par Ludovic-Oscar Frossard et Marcel Cachin, vieux routiers des manœuvres parlementaires.

La présentation que fait Alain Cuénot des neuf années d'existence de *Clarté* fait revivre toute une période animée de soubresauts politiques, littéraires, culturels, artistiques, de la révolution allemande, deux fois battue, à la révolution chinoise, une première fois battue, et aux combats de l'opposition de gauche en URSS.

L'anticolonialisme...

La lecture de ces pages ne peut que susciter de multiples réflexions politiques.

Qu'y a-t-il de commun, par exemple, entre le Parti communiste de 1925 et celui de 1956 ? En 1925, le Parti communiste,

section française de l'Internationale communiste, mène une campagne de soutien aux révoltés marocains et, sous les cris de haine de la bourgeoisie française et ses chiens de garde, se prononce pour l'indépendance du Maroc. En 1956, le Parti communiste français de Maurice Thorez vote le 12 mars 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet pour organiser la guerre en Algérie et se prononce pour le maintien de l'Union française (certes rénovée !), c'est-à-dire de l'empire colonial (1).

Ainsi *Clarté* prend une position très nette sur le projet de loi militaire dit Poincaré-Boncour, soumis le 3 mars 1927 par le socialiste Paul Boncour à l'Assemblée nationale. Cette loi réduit certes le service militaire de dix-huit à douze mois... mais prévoit « *le renforcement de l'armée coloniale, de l'armée de carrière et de la gendarmerie (...) et la réquisition des syndicats en cas de guerre. Elle garantit aux entreprises travaillant pour la défense nationale des versements d'indemnités. Enfin elle oblige l'ensemble des intellectuels à se mettre au service de la nation* » (tome 2, p. 113), c'est-à-dire de l'Etat bourgeois.

Certains intellectuels de gauche soumettent à la signature une protestation contre la volonté de les soumettre au diktat de l'Etat en temps de guerre. Marcel Fourier, au nom de *Clarté*, leur répond : « *Vous vous effrayez messieurs de deux paragraphes qui mettent tout simplement votre pensée, vos forces intellectuelles, vos moyens d'expression à la disposition des pouvoirs publics et de la police militaire. En cas de guerre, messieurs, la défense nationale (nous disons, nous, la défense*

(1) En ce cinquantenaire de la fin de cette guerre, il est bon de rappeler que, selon le biographe de Guy Mollet, François Lafon : « *Il ne s'agissait de rien d'autre que de la suspension des libertés publiques ou individuelles, le tout visant à intensifier l'action militaire. Notamment le fonctionnement de la justice se trouvait bouleversé par le transfert des conséquences civiles aux militaires.* » Il ajoute : « *Le vote des pouvoirs spéciaux entraîna la suite : rappel des réservistes, envoi du contingent, prolongation de la durée du service militaire, autant de mesures qui permirent le stationnement permanent d'au moins 400 000 hommes en Algérie...* » Bref l'extension sans limites de la guerre.

capitaliste) se servira de vos noms avec ou sans votre permission (...). Vous serez les signataires obligatoires de tous les manifestes hystériques au nom de la patrie et vous l'aurez bien mérité (...). Pourriez-vous me dire, messieurs, en cas de guerre, quel sera le dilemme en vertu duquel vous accorderiez ou refuseriez le secours de votre pensée à la France (...). Défense contre Agression... Droit contre Force... Justice contre Iniquité... Civilisation contre Barbarie... dans un autre cas messieurs, lorsque les avions français bombardaient les villages rifains, semaient des bombes sur les marchés, suivant les recommandations des généraux français et tuaient par centaines des femmes et des enfants, la plupart d'entre vous ont mis en avant le grand mot de civilisation pour trouver au crime une pénible excuse (...). Déjà perce chez vous l'idée d'une défense possible de la civilisation européenne (qui n'est que la fin de la civilisation bourgeoise) contre la barbarie (l'Orient, qui représente la révolte logique des peuples opprimés contre cette fameuse civilisation européenne bourgeoise) qui procède, derrière ses hommes de lettres, ses intellectuels à tout faire, à l'assassinat et au vol collectifs » (2).

Pour un art prolétarien ?

La revue s'intéresse aussi de près aux problèmes de la création artistique. Certains de ses membres caressent le rêve d'une littérature et d'une culture « prolétariennes », avant de se rapprocher du mouvement surréaliste, malgré des nuances sérieuses voire des divergences. Les débats entre les surréalistes et les gens de *Clarté* sont parmi les pages les plus riches de ces deux volumes.

A partir de 1925, sous l'impulsion, entre autres, de Pierre Naville, la revue publie de nombreux articles de Victor Serge, entre autres sur la révolution chinoise.

La revue va vivre jusqu'en décembre 1927 avant de se saborder, sous la pression de la direction du Parti communiste français auquel appartiennent la plupart des membres de la rédaction, à commencer par Pierre Naville dont Alain Cuénot étudie minutieusement l'action. Pierre Naville, qui se rend en URSS avec Gérard Rosenthal lors des fêtes anniversaires de la révolution d'Octobre, fait paraître un numéro de *Clarté* daté du 15 novembre 1927 consacré

à ce dixième anniversaire dont la première page reproduit le testament politique de Lénine. Il y écrit : « *On relira aujourd'hui avec d'autant plus d'attention les derniers conseils politiques de Lénine avant sa mort que cette scission, dont Lénine s'inquiétait tellement en 1922-1923, est maintenant aux trois quarts consommée. L'épilogue que le comité central du PCR vient de donner au conflit Staline-Trotski : l'exclusion de Trotski du parti est bien ce que Lénine redoutait par dessus tout. Il est bien inutile par surcroît d'essayer de travestir la pensée de Lénine* » (tome 2, p. 185).

Il faut ajouter que dans cette scission Staline et la bureaucratie — ce que Lénine n'avait pas prévu — vont très vite abandonner le terrain de la lutte politique pour utiliser les seuls moyens fournis par le contrôle de l'appareil d'Etat et la violence policière de ses institutions répressives.

Naville et Marcel Fourrier, animateurs de *Clarté* au cours de ses trois dernières années d'existence, membres du Parti communiste et partisans de l'Opposition de gauche, fondent alors la revue *Lutte de classes*. Par un tour de passe-passe douteux, la direction de l'Union des étudiants communistes (UEC) reprendra le titre de *Clarté* pour sa revue mensuelle dans les années 1950.

Les 500 pages des deux riches volumes d'Alain Cuénot, qui reproduit de nombreux extraits d'articles de cette revue depuis longtemps introuvable, apportent un éclairage précieux sur une période aujourd'hui mal connue et qui semble parfois se trouver à des années-lumière du présent, mais reste, par bien des aspects, très actuelle.

Marc Teulin

(2) Allusion à la guerre du Rif (1924-1925) déclenchée contre les indépendantistes marocains. Au cours de cette guerre, le très catholique Maréchal Lyautey, demanda (secrètement) l'autorisation au président de la République d'employer des obus au gaz moutarde dont la propagande nationaliste française attribuait l'usage à la seule « barbarie germanique » au cours de la Première Guerre mondiale.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360